

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE
COMMERCE DES GRAINS

DANS LA
GÉNÉRALITÉ DE ROUEN
A LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 13 Mars 1926, à 3 heures

PAR

Charles DESMAREST

Président : M. OLIVIER MARTIN, professeur

*Suffragants : { MM. CHENON, professeur
MEYNIAL, professeur*

PARIS

JOUVE & C^{ie} ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1926

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE
COMMERCE DES GRAINS

DANS LA
GÉNÉRALITÉ DE ROUEN
A LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 13 Mars 1926, à 3 heures

PAR

Charles DESMAREST

Président : M. OLIVIER MARTIN, professeur
Suffragants { MM. CHENON, professeur
MEYNIAL, professeur

PARIS
JOUVE & C^e, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, 15

1926

plongeait dans une profonde détresse. L'exposé qui suivra ne sera le plus souvent que le résumé des réactions de cette partie de la population contre toute augmentation du prix du blé et contre toute exportation des grains à l'étranger ou dans les provinces avoisinantes, cette sortie ayant toujours dans l'esprit du peuple la cherté pour conséquence.

La généralité de Rouen était composée de quatorze élections, renfermant en 1785, 1865 paroisses et 740.700 individus; on estimait son étendue à 587 lieues carrées et les contributions payées au Trésor Royal s'y élevaient à la somme de 27.400.000 livres (1). Elle était limitée au nord par la mer depuis le Tréport jusqu'à Dives; à l'ouest par les paroisses suivantes : Dives, Dosulé, Beuvron, Corbon et Crèvecœur, au midi par celles de Pont-l'Evêque, Cormeilles, Saint-Georges, Brionne; Bourgheroulde, Elbeuf, Louviers, Evreux, Nonancourt, Ivry, Passy, Vernon, La Roche-Guyon, Magny; à l'est enfin par les villes ou villages de Boucouvilliers, Ivry-Chaumont, la Bosse, Gisors Manneville, Gournay, Gaillefontaine, Aumale, Blangy, Eu et le Tréport. La généralité s'étendait donc sur la rive droite de la Seine, à la Roche-Guyon notamment, un peu au delà des limites de la province et comprenait le département actuel de la Seine-Inférieure, la presque totalité de

1. *Inventaire des archives départementales de la Seine-Inférieure*, par M. de Robillard de Beurepaire, t. I, p. 13. Paris, Paul Dupont, 1864.

celui de l'Eure et une partie de ceux du Calvados, de la Seine-et-Oise et de l'Oise. De Dieppe à Vigny, la distance était de 30 lieues et d'Aumale à Dives de 34 lieues.

Au point de vue administratif, la généralité de Rouen était divisée en quatre bailliages : Caux, Gisors, Rouen et Evreux. Celui de Caux, qui avait Caudebec pour chef-lieu, comprenait cinq élections : Caudebec, Montivilliers, Eu, Arques et Neufchatel; celui de Rouen en comprenait quatre : Rouen, Pont-de-l'Arche, Pont-Audemer et Pont-l'Evêque; les quatre élections réunies de Gisors, Les Andelys, Chaumont et Lyons formaient le bailliage dit de Gisors; enfin, les limites de l'élection d'Evreux étaient les mêmes que celles du bailliage de cette ville

Voici le nombre de paroisses et de feux que comprenait chacune de ces subdivisions administratives (1).

Elections	Paroisses	Feux	Elections	Paroisses	Feux
Caudebec	185	20.610	Pt. Audemer	137	18.157
Montivilliers	147	15.042	Pt. l'Evêque	133	9.309
Eu	85	6.259	Gisors	86	6.817
Arques	224	17.550	Les Andelys	117	8.749
Neufchatel	112	9.197	Chaumont et Magny	91	7.570
Rouen	224	23.415	Lyon	61	5.922
Pont-de-l'Arche	76	8.074	Evreux	169	9.742
A reporter...	1.053	100.147	Report....	814	66.266
				1.053	100.147
				1.867	166.413

1. Archives de la Seine-Inférieure, C. 924.

L'Intendant avait des subdélégués dans les différents chefs-lieux d'élection, Montivilliers, Arques et Pont-l'Evêque excepté; il y en avait aussi à Dieppe, Le Havre, Fécamp, Gournay, Honfleur, Louviers; Magny, Nonancourt et Vernon (1). La correspondance entre ces diverses autorités est du plus puissant intérêt pour l'étude du commerce des grains, car elle nous fait connaître l'état d'esprit des gens de l'époque.

Ce qui augmentait encore l'importance de la généralité, c'était le nombre des grandes villes et des localités moyennement peuplées. D'après un intendant, « le nombre des habitants de Rouen était autrefois de plus de 80.000 hommes, mais la guerre, la misère et la mortalité, joint à la sortie des religionnaires et à l'entière cessation du commerce l'ont réduit à moins de 60.000 (2) ».

Cette phrase fut prononcée, il est vrai, en 1697, mais le chiffre de la population rouennaise ne varia guère depuis cette époque jusqu'à 1750. Le Havre et Dieppe étaient également des cités importantes; enfin les chefs-lieux des élections que nous venons de citer formaient déjà de petites villes et non de simples bourgades.

Au point de vue douanier, la généralité de Rouen comme toute la Normandie dont elle faisait partie

1. Ces divers renseignements sont tirés de l'Inventaire des Archives départementales de la Seine-Inférieure, par de Beaurepaire, *loc. cit.*

2. *Rouen illustré*, p. 52, t. II. Rouen, Augé, 1884.

était comprise dans l'enceinte dite « des cinq grosses fermes ». Cette expression servait à désigner les provinces qui ne payaient pas de droits de douane dans leur commerce entre elles; il n'en était d'ailleurs plus ainsi lorsqu'elles faisaient des échanges de marchandises avec les régions de France qui se trouvaient à l'extérieur de leur enceinte; dans ce cas, en effet, le Trésor Royal percevait les droits à l'importation et à l'exportation comme si le commerce avait été fait avec l'étranger, d'où le nom, appliqué à ces dernières provinces réputées étrangères. Les pays voisins de la généralité de Rouen étant tous compris dans l'enceinte des cinq grosses fermes, il ne se trouvait pas de barrières de douanes de côté de l'intérieur. Il n'en était plus de même sur les frontières maritimes de notre région; là, en effet, le commerce se faisait la plupart du temps avec l'étranger ou avec les provinces réputées étrangères, et dans ce cas, la perception des droits avait lieu, suivant leur nature, à l'entrée ou à la sortie des marchandises. C'est seulement en cas de cabotage dans l'intérieur de la Normandie ou avec la Picardie que ces droits n'étaient pas dus au fisc; là, en effet, les relations commerciales restaient dans l'intérieur des cinq grosses fermes. Dunkerque, Bayonne et Marseille avec lesquelles les négociants rouennais commercèrent si souvent à la fin du XVIII^e siècle jouissaient d'une situation toute particulière; les droits de douane frappaient les marchandises qui allaient

et venaient de leurs ports à ceux de la généralité ou inversement; en revanche, les relations de ces trois villes avec l'étranger étaient exemptes de tout droit (1).

Le sol de la généralité de Rouen était très fertile dans la plus grande partie de son étendue. Le pays de Caux n'est-il pas encore une des meilleures terres à blé de notre France? Malheureusement les paysans, presque tous très pauvres, souvent ignorants et surchargés d'impôts ne pouvaient cultiver leurs terres dans de bonnes conditions et le produit était minime. Les conditions de vente du blé étaient d'autre part très défavorables aux agriculteurs; dans les années où les céréales étaient abondantes, la prohibition d'exporter en dehors de la province qui dura, sauf de rares interruptions jusqu'en 1754, amenait un abaissement général des prix, et c'est à peine si, même en cas d'excellentes récoltes, les paysans effectuaient leurs ventes au prix de revient.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le voyageur anglais Young ait été frappé en 1787 de l'insuffisance de la production agricole en Normandie. « Avant de quitter la Normandie, dit-il, j'observerai que ce superbe pays, assez considérable pour former un royaume plutôt qu'une province, jouit en France d'une réputation, par rapport à l'agriculture, qu'il ne mérite pas; avant de le parcourir,

1. Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*. Paris Sirey, 1920, p. 644 à 646.

je l'avais entendu vanter comme supérieurement cultivé ; on ne saurait à la vérité rien dire de trop sur ses beaux pâturages, employés de la meilleure manière possible à engraisser les bœufs... Les cultivateurs font un bon usage de leurs herbages et semblent ne pas manquer de capitaux ; mais, quant aux terres de labour, je n'en ai pas vu un seul acre bien cultivé dans toute la province. On trouve partout des jachères inutiles ou des champs si négligés, qu'ils sont couverts de mauvaises herbes et ne rapportent pas de moissons proportionnées au sol. Il est impossible de trouver un meilleur sol que dans cette province et il est susceptible de donner un bien autre produit que celui qu'il cède aujourd'hui. Les meilleures terres de Normandie, dit M. Pancton (métrologie, in-4°, 1780, page 610) ne rapportent qu'un peu plus de six grains pour un, les médiocres cinq et la plus grande partie quatre (1) ».

La mesure des terres dans la généralité est l'acre de 160 perches de 20 pieds ; or, Young nous dit encore dans son livre que les excellentes terres du pays de Caux ne donnaient que 30 à 40 boisseaux de blé par acre et il ajoute « pauvre produit » (2). Dans le voisinage de Bernay les plus belles terres de labour du monde se louaient seulement cinquante livres et ne rapportaient aux cultivateurs que 250 à

1. Young, *Voyages en France pendant les années 1787-1788 1789-1790*. Paris, Buisson, 1794, t. II, p. 250.

2. Young, *ibid.*, t. 2, p. 244.

300 gerbes. A Brionne, quelquefois la récolte était de 40 à 50 boisseaux, chiffre remarquable pour l'époque et le produit net, après paiement des impôts, était de 60 livres ; au contraire, à la Roche-Guyon et à Magny, très bonnes régions de culture cependant, la rente tombait à 20 livres (1). Après cet exposé, on conçoit facilement que le paysan normand ait pu être pauvre, bien qu'il ait vécu sur un sol renommé de tout temps pour sa fertilité, et cette indigence, jointe aux multiples tracasseries administratives, l'empêchait d'améliorer le rendement de ses terres et d'accroître son bien-être.

Il est indispensable de connaître, dès maintenant, les noms des principaux personnages qui s'occupèrent du commerce des grains dans la généralité de Rouen de 1750 à la fin de l'ancien régime ainsi que les idées dont ils s'inspirèrent dans l'exercice de leurs fonctions ; si d'ailleurs ils différèrent d'avis sur les questions de l'exportation à l'étranger et de la réglementation des marchés, il est certain qu'ils avaient tous adopté, sauf peut-être Necker, les principes de la nouvelle économie politique concernant la liberté de la circulation de province à province ; nous en avons pour preuves les multiples lettres qui sont conservées aux archives de la Seine-Inférieure et qui insistent presque toutes sur la nécessité de protéger les négociants qui transportaient des

1. Young, *ibid.*, t. 2, p. 244.

céréales d'une région à l'autre de la France. Ces principes furent défendus en maintes occasions de 1750 à 1760 par trois contrôleurs généraux, Machault, Moras et Silhouette, et cette époque fut cependant une de celles où l'exportation à l'étranger fut le plus rigoureusement interdite dans la généralité en raison des disettes de 1752 et de 1757. Avec l'arrivée de Bertin au contrôle général, nous entrons dans l'époque de la toute puissance des Physiocrates qui parviennent à faire adopter par le Conseil du Roi la déclaration du 25 mai 1763 ; cet édit accordait définitivement la liberté de la circulation intérieure et affranchissait les négociants de la nécessité de vendre et d'acheter dans les marchés. Des vues plus larges encore pénétrèrent au Ministère avec L'Averdy et, dans le courant de 1764, le Roi adopta plusieurs déclarations autorisant l'exportation des menus grains d'abord, ensuite du blé lui-même ; le successeur de L'Averdy Maynon d'Invau essaya pendant son passage aux affaires en 1768 et 1769 de sauvegarder l'œuvre de son prédécesseur, mais une violente réaction ne tarda pas à se produire avec Terray qui recueillit peu après la charge de contrôleur général.

Un arrêt du Conseil du 14 juillet 1770 interdit la sortie des céréales dans toute l'étendue du royaume et une déclaration du 27 décembre de la même année réglementa les marchés où se pratiquait la vente et l'achat des grains,

Au mois d'août 1774, Terray fut remplacé par Turgot, ancien intendant de la généralité de Limoges et physiocrate convaincu. Ce nouveau ministre est intéressant à un double point de vue, d'abord parce que son passage aux affaires marque dans les cercles officiels du temps un retour en faveur des idées de L'Averdy, ensuite parce qu'il prit diverses mesures toutes nouvelles dans la généralité de Rouen.

Le ministère de Turgot ne dura que peu de temps, car tous les partisans des vieux règlements se liguerent contre lui et assurèrent sa chute en 1776. Son successeur, Necker n'appliqua pas un système rigide. « En économie politique et en administration, écrivait-il en 1775, il n'est rien d'absolu (1). »

Il se contenta de prohiber à nouveau et complètement l'exportation et obligea les cultivateurs à porter leurs grains au marché.

De Calonne, qui occupa après Necker le contrôle général, était partisan de la liberté ; nous en avons pour preuves, d'abord le mémoire qu'il présenta à l'Assemblée des notables de 1787 sur le commerce des céréales et où il se posa en adversaire de la réglementation, ensuite la déclaration royale du 17 juin 1787 qu'il ne promulgua pas lui-même, étant démissionnaire à cette époque, mais qui avait été préparée par les bureaux sous sa direction. Cet édit allait jusqu'à autoriser l'exportation.

1. Afanassiev, *Le commerce des céréales en France au XVIII^e siècle*, p. 424. Paris, Alphonse Picard et fils, 1894.

Le second ministère de Necker qui dura de 1788 à 1790 se traduisit dans le domaine des faits par une nouvelle réaction en faveur de la réglementation des marchés et de la prohibition de l'exportation. Cette tendance de la législation ne dura d'ailleurs pas, car l'Assemblée nationale qui ne devait pas tarder à prendre le pouvoir était composée en grande partie des représentants des doctrines physiocratiques. La loi des 12 et 19 septembre 1790 prescrivit l'abandon définitif des mesures qui entravaient le commerce intérieur des grains. Malheureusement, l'autorité centrale perdait tout prestige et les ordres qu'elle donnait de Paris ou de Versailles n'étaient pas suivis dans les provinces. Aux environs de Rouen en particulier, le peuple se révoltait à tout instant et arrêtait les convois de blé qui se dirigeaient vers la capitale; c'était déjà le désordre révolutionnaire qui commençait à se manifester.

Les principaux intendants qui dirigèrent la généralité de Rouen de 1750 à 1790 furent : de la Bourdonnaye, Feydeau de Brou, de la Michodière et de Crosne; ces quatre noms reviendront souvent au cours de la présente étude. De la Bourdonnaye occupait ses fonctions au moment de la famine de 1752; de Brou demeura à Rouen de 1755 à 1762 et essaya de parer de son mieux aux disettes de 1757 et 1762 qui occasionnèrent dans la province, la première surtout, des révoltes et des émeutes. C'est de la Michodière qui fut chargé de l'application des lois

tant discutées de 1763 et de 1764 sur la liberté de la circulation intérieure et de l'exportation à l'étranger. Enfin, de Crosne fut intendant de la généralité de 1768 à 1785 et vit se succéder au pouvoir L'A-verdy, Maynon, d'Invau, Terray, Turgot, Necker et Calonne; il fut chargé par ces différents ministres d'appliquer des édits absolument opposés les uns aux autres, mais il échappa à toutes les difficultés avec une grande adresse.

Les gouverneurs des provinces, bien que dirigeant les affaires de beaucoup plus haut que les intendants, avaient à s'occuper souvent de la question des subsistances, car la cherté et la famine entraînaient des révoltes et la force armée devait assurer le rétablissement de l'ordre. Ces officiers royaux ayant sous leur dépendance directe tout ce qui concernait les troupes, il est naturel qu'ils aient suivi d'assez près les variations des prix du blé. En 1750, la charge de gouverneur de la Normandie était occupée par le maréchal de Luxembourg qui mourut en 1764 et fut remplacé par le maréchal Anne Pierre d'Harcourt. Au décès de ce dernier qui survint le 28 décembre 1783, son fils François-Henri d'Harcourt fut désigné pour lui succéder.

Il reste à dire un mot des tendances du Parlement de Rouen qui, comme tous les corps de juges, avait conservé des pouvoirs très étendus sur la police en général et sur celle des grains en particulier. Il demanda avec beaucoup d'insistance la liberté de

l'exportation et remercia très vivement le Roi de l'avoir accordée par l'édit de juillet 1764, mais ce bel enthousiasme qui s'était emparé de lui à l'apparition des écrits physiocratiques ne dura pas. Dès que ces nouvelles théories reçurent des faits un premier démenti et que de mauvaises récoltes eurent amené la cherté, les membres du Parlement passèrent dans le camp des partisans des anciennes réglementations : ils allèrent même jusqu'à se mettre dans leurs arrêts du 15 avril 1768 en contradiction flagrante avec la loi et à contraindre les négociants et les cultivateurs à n'acheter ou à vendre que dans les marchés.

La physionomie la plus marquante de cette Assemblée fut le premier président Hue de Miromesnil, ami personnel de L'Averdy et partisan des physiocrates. Ses lettres à L'Averdy (1) nous le montrent prenant en 1768 une part très active à toutes les mesures envisagées par l'Administration afin de parer, autant que possible, aux funestes conséquences des mauvaises récoltes de 1767 et de 1768. Il écrit presque journellement, au contrôleur général pour le tenir au courant des variations du prix du blé dans la province et surtout dans la généralité ; il se constitue le défenseur des lois de 1763 et 1764, si décriées dans son entourage et il s'efforce de modérer

1. *Correspondance politique et administrative de Miromesnil*, par P. Le Verdier, 5 vol. Rouen, Lestringant, 1901 (Société de l'Histoire de Normandie).

l'ardeur avec laquelle ses collègues du Parlement essaient de remettre en vigueur les prohibitions de jadis. Il ne parvient pas cependant à empêcher la publication des arrêts du 15 avril 1768, mais il regrette vivement de n'avoir pu le faire.

CHAPITRE II

CONDITIONS GÉNÉRALES DU COMMERCE DES GRAINS

« Au xviii^e siècle, on considérait que le blé, sorti du terroir du royaume, présent gratuit de la nature, principe de l'alimentation publique, appartenait à l'universalité des sujets autant qu'au laboureur qui l'avait récolté, et partant, l'Etat s'était cru une providence chargée de la subsistance publique. A l'Etat incombait le devoir de diriger l'approvisionnement de la nation, de prendre garde que le peuple ne manquât point de pain, par suite, de diriger, de contrôler le commerce, le transport, la distribution des denrées essentielles (1). »

Cette citation rend très bien compte de l'état d'esprit général des Français avant l'apparition du livre de Quesnay. « *Le tableau économique* publié à Versailles en 1758. Pour que le menu peuple ne payât pas son pain trop cher, on n'hésitait pas à prendre les mesures les plus tracassières ; c'est ainsi que dans un premier ordre d'idées on peut signaler les

1. *Correspondance de Miromesnil*, loc. cit. Introduction, t. V, p. 5.

entraves mises à la circulation de province à province et la prohibition de l'exportation hors du royaume. Chaque région du pays entendait conserver jalousement les grains qu'elle produisait et de même le gouvernement interdisait toute sortie de grains à destination de l'étranger ; on pensait éviter ainsi, soit localement soit dans la France entière la disette qui amenait nécessairement une élévation considérable des prix. La prohibition de transporter des céréales dans l'intérieur du pays paraît d'ailleurs tellement choquante à nous, membres d'un Etat complètement unifié, qu'il faut se hâter de dire que cette défense n'était pas imputable au Gouvernement ; la libre circulation des grains entre les provinces fut en effet théoriquement permise pendant tout le cours du XVIII^e siècle sous la seule condition à certaines époques de payer les droits d'octroi à l'entrée dans les provinces réputées étrangères, mais il faut ajouter que de 1700 à 1763 cette faculté fut presque constamment refusée aux négociants par les autorités administratives et de police ; les marchands ne pouvaient expédier des céréales d'une généralité à l'autre sans permission spéciale de l'intendant et, dès que les prix s'élevaient, cette autorisation était refusée.

A partir de 1750, il est vrai, les idées de liberté commencent à pénétrer dans les sphères officielles et les mesures de réglementation perdent beaucoup de partisans. Si, comme nous le verrons, les laboureurs continuent à être forcés d'approvisionner les

marchés, on se rend du moins compte que les provinces ne sont pas des états séparés et qu'un envoi de blé d'Evreux à Chartres par exemple, n'équivaut pas à une exportation à l'étranger. Le 23 mai 1750, Machault, contrôleur général se fait le propagateur de ces nouvelles tendances dans une lettre qu'il écrit à l'intendant de Rouen, de la Bourdonnaye, il lui dit : « L'intention de sa Majesté étant dorénavant que la circulation et le commerce des grains de province à province ne peut être interrompue que par des raisons supérieures, Elle ordonne qu'il ne soit fait de défenses par les intendants pour arrêter la circulation des subsistances, sans qu'Elle les ait préalablement approuvées (1). » Quelques mois plus tard, le 12 décembre 1751, Machault met le même intendant au courant de ce qu'il doit faire pour enrayer la disette et, afin d'empêcher la spéculation, il lui recommande de faire exécuter la déclaration du 19 avril 1723 qui prescrit des mesures de réglementation. Cependant, et c'est là le point important de cette missive, il lui fait observer qu'il faut s'abstenir de quoi que ce soit qui puisse entraver la liberté du commerce des blés, mais au contraire lui accorder « faveur et protection afin d'en faciliter la circulation de province à province (2). »

L'arrêt du Conseil du 17 septembre 1754 vint confirmer ces bienveillantes dispositions du pouvoir

1. Archives de la Seine-Inférieure, C. 105.

2. Archives de la Seine-Inférieure, C. 103.

central. Rendu afin de relever les prix tombés très bas en Languedoc et dans le pays d'Auch, cet édit autorisa les généralités de ces régions à exporter leurs grains, mais il décida aussi, d'une manière générale, à l'article premier que la circulation des blés entre les provinces serait complètement libre tant par voie de terre que par la voie fluviale, sans que les marchands aient besoin de prendre des passeports ou des permissions spéciales (1).

Il reste maintenant à savoir comment cet arrêt fut appliqué dans la région rouennaise. On peut tout d'abord dire que la reconnaissance officielle de cette liberté ne devait pas avoir de signification pratique puisque le commerce des grains demeurerait soumis aux ordonnances et règlements prohibitifs qui en paralysaient le développement et qui seront exposés plus loin, mais les intendants eux-mêmes ne se firent pas faute de mépriser ces nouvelles dispositions légales et d'empêcher la sortie des blés de leurs généralités. Il avait été en effet prévu dans l'édit de 1754 que les commis des fermes délivreraient des acquits à caution à chaque expédition et que les négociants devraient rapporter ces pièces après les avoir fait décharger par les employés des lieux de destination ; or, pour plus de sûreté, l'intendant de Rouen pensait qu'il pouvait ordonner au directeur du département des fermes d'enjoindre à ses commis de n'ex-

1. Afanassiev, *loc. cit.*, p. 107.

pédier aucun grain pour les provinces du royaume que sur sa permission ou celle de ses subdélégués (1). C'était, anéantir dans la pratique l'effet de l'arrêt du Conseil et cette interprétation de l'édit était cependant donnée par Feydeau de Brou qui se montrait théoriquement partisan de la liberté et qui, quelque temps après, le 22 janvier 1757, écrivait dans les termes suivants au duc d'Harcourt à propos de diverses mesures prises par ce dernier. « Elles sont on ne peut plus contraires aux vues de la Cour et du Gouvernement dont l'intention est que le commerce des blés et de toute espèce de grains soit entièrement libre dans l'intérieur du royaume, parce que c'est là en effet le seul moyen que les provinces puissent se prêter les unes aux autres les secours dont elles ont besoin (2).

D'ailleurs, quels que fussent les véritables sentiments de Feydeau de Brou sur la liberté de la circulation de province à province, il n'en est pas moins certain que de 1755 à 1762, c'est-à-dire pendant la période où cet intendant dirigea les services de la généralité de Rouen, la Normandie tout entière se trouva à la suite de mauvaises récoltes dans l'impossibilité d'exporter la moindre quantité de grains dans le royaume. Ce fut elle au contraire qui fut obligée d'avoir recours à l'aide des autres régions de France

1. Archives de la Seine-Inférieure, C. 106.

2. Hippeau, *Le Gouvernement de la Normandie*. Caen, Grous-saume de Laporte, 1864, t. 4, p. 430.

et on constate que les intendants de diverses provinces entravèrent les envois de céréales destinés aux rouennais. Celui de Soissons, par exemple, prévient de Brou le 12 juin 1757 qu'il a autorisé l'enlèvement de 100 muids de blé au lieu des 200 qui lui étaient demandés ; il le prie d'attendre un peu pour le reste car les céréales deviennent très chères dans sa généralité et il ne doit pas l'exposer à en manquer (1).

Si les intendants empêchaient que les régions soumises à leur autorité ne fussent pas dégarnies par les marchands des autres provinces, le Gouvernement de son côté, ainsi qu'il a été sommairement indiqué plus haut, veillait à ce que les étrangers n'enlevassent pas les céréales qui étaient nécessaires à la consommation des Français. L'opinion commune était en effet que toute exportation entraînait une hausse inévitable des prix, et par le fait même, augmentait les difficultés de la vie pour le menu peuple qui recevait de maigres salaires. Voici d'ailleurs dans quels termes était rédigée l'ordonnance royale du 22 décembre 1698 qui prohiba le commerce extérieur des grains jusqu'en 1763-1764. « Défense est faite de transporter ou faire transporter hors du royaume, sans permission expresse, aucuns bleds, froments, méteils, avoines et autres grains et légumes de toutes qualités et espèces... à peine de vie, de confiscation des grains, charrettes, harnais, chevaux, ba-

1. Archives de la Seine-Inférieure, C. 104.

teaux, vaisseaux, et autres voitures servant au transport des grains et légumes, et de 3.000 livres d'amende (1). » Ces prescriptions ne furent évidemment pas appliquées à la lettre jusqu'en 1763 ; il arriva même souvent que des arrêts du Conseil autorisèrent l'exportation, mais ces dérogations n'étaient accordées que pour des délais très courts, six mois en général ; le plus souvent même, et le fait fut définitif à partir de 1734, la sortie des grains à l'étranger ne fut plus permise qu'individuellement à des provinces où les récoltes avaient été abondantes ou à des particuliers qui jouissaient à la Cour d'un certain crédit. Cet état de choses entraîna pour l'agriculture des conséquences désastreuses. Réduites à ne pouvoir s'écouler que sur les marchés locaux, les céréales virent leur prix s'avilir et les cultivateurs, ne couvrant même pas leurs frais d'exploitation, laissèrent leurs terres en friches. Dans son livre publié en 1755, Herbert émet la réflexion suivante : « Nous vendions beaucoup de grains au dehors avant que nous eussions pensé que ce commerce pouvait être préjudiciable ; les nations qui entendent le mieux leurs intérêts s'en sont emparé à notre préjudice » et plus loin il ajoute : « Nos campagnes ne sont point cultivées à raison de leur fertilité, ni peuplées à proportion de leur étendue. Quand on s'éloigne de la capitale et des grands chemins, il y a peu

1. Cité par Afanassiev, *loc. cit.*, p. 188.

d'endroits où l'on ne rencontre des terres incultes (1). »

La Normandie, ayant presque toujours eu de 1750 à 1760 des récoltes déficitaires, il est naturel que les autorités gouvernementales, administratives et judiciaires aient tenu la main à ce que les arrêts et règlements, prohibant l'exportation, y fussent fidèlement observés. C'est ainsi que, dans une lettre adressée de Versailles le 10 mai 1757 à l'intendant de Brou, Moras contrôleur général recommande à son correspondant de veiller à ce que les ordres donnés pour empêcher la sortie des grains hors de France soient exécutés avec la plus grande rigueur. Des expéditions de grains à destination de l'étranger paraissant se faire dans la généralité, particulièrement par le port de Duclair, il lui demande de prendre les précautions les plus susceptibles d'arrêter une manœuvre de ce genre et il donne l'ordre de punir avec sévérité, si on les trouve, les auteurs de ces exportations, ainsi que tous ceux qui auraient pu les favoriser (2). Cette lettre de Moras était d'ailleurs basée sur de faux bruits, car le 27 mai 1757 Feydeau de Brou répondit que les craintes du contrôleur général n'étaient pas fondées et qu'aucune expédition de blé n'avait été faite dans toute l'éten-

1. Herbert, *Essai sur la police générale des grains*, p. XIV et 330, cité par Afanassiev, *loc. cit.*, p. 204.

2. Archives de la Seine-Inférieure, C. 104.

due de la généralité (1). Nous verrons plusieurs fois au cours de cette étude combien les esprits les plus sérieux et à plus forte raison le peuple des campagnes étaient hantés par cette crainte de l'exportation ; l'intendant se rangeait, lui aussi, parmi les partisans de la prohibition de sortie et le 26 janvier 1757, son secrétaire écrivait au sieur Plaimpel, subdélégué du Havre, que le seul moyen de faire baisser le prix du blé était de ne rien faire qui puisse entraver la liberté du commerce des grains et de veiller à ce qu'il ne se fasse aucune expédition à destination de l'étranger (2). Dès que le prix des grains montait dans les marchés, les pauvres gens qui se nourrissaient surtout de pain s'effrayaient et s'imaginaient qu'on constituait des réserves pour l'exportation ; nous en avons pour preuve une lettre adressée le 13 juin 1757 par un sieur Descamps d'Envermeu ; ce dernier écrivait que des particuliers étaient soupçonnés de faire des amas de céréales pour les Anglais et il ajoutait que ces bruits ne lui paraissaient pas invraisemblables ; deux marchands avaient en effet demandé à des blatiers de leur procurer des grains à quelque prix que ce fût et de les leur livrer dans deux villages à proximité d'Eu (3). Nous ignorons ce qu'il y avait de vrai dans les affirmations de ce Monsieur Descamps, mais on voit combien on s'alar-

1. Archives de la Seine-Inférieure, C. 104.

2. *Ibid.*, C. 104.

3. *Ibid.*, C. 104.

mait vite à cette époque ; il suffisait pour cela que des négociants fissent, après une augmentation des prix, des achats un peu plus considérables qu'à l'ordinaire et d'ailleurs parfaitement justifiés par le manque de blé sur le carreau des halles. Il faut toutefois dire à la décharge des Normands de l'époque que la cherté des grains amenait la famine et que des gens qui craignent de mourir de faim s'affolent avec une grande facilité.

Lorsque les autorités locales avaient veillé à ce que les céréales récoltées ne quittent pas la région de production et lorsque le Gouvernement avait prohibé l'exportation, l'agriculture et le commerce n'étaient pas encore libres d'approvisionner les marchés, comme bon leur semblait ; on redoutait en effet l'esprit de lucre des laboureurs et des négociants et pour que les uns et les autres ne prélévassent pas un bénéfice trop élevé on n'hésitait pas à édicter toutes sortes de mesures tracassières qui seront examinées plus loin.

Avant d'exposer ces mesures, il importe toutefois de faire connaître les autorités qui les ordonnaient. La loi évidemment précisait les principaux points, mais les représentants locaux du pouvoir central n'étaient pas seulement chargés d'appliquer les ordonnances royales ; ils avaient aussi la faculté, dont d'ailleurs ils abusaient souvent, de réglementer les opérations sur les grains et il arrivait même quelquefois que leurs décisions étaient contraires aux édits en vigueur. Nous

savons déjà par l'énumération donnée au chapitre I^{er} que les intendants, les gouverneurs et les Parlements étaient au nombre des autorités qui s'occupaient de la question des subsistances. Pour les premiers et les seconds cette intervention semble toute naturelle ; les intendants en particulier n'avaient-ils pas le titre d'intendants de justice, de police et de finances ? et à une époque où les émeutes étaient presque toujours occasionnées par les disettes, la police des grains devait être d'une importance particulière. Au contraire, un certain étonnement saisit les Français d'aujourd'hui lorsqu'ils apprennent que les parlementaires donnaient des ordres en vue d'assurer l'approvisionnement des marchés ; nous ne sommes pas habitués à voir les membres des cours d'appel s'occuper de ces questions ; dire le droit est l'apanage actuel de nos magistrats, mais non pas procurer à chacun du pain à bon marché. Cette anomalie provient de ce qu'à l'origine de la Monarchie française le pouvoir de juger était accordé par les textes au même représentant du Roi que le pouvoir d'administrer et de réglementer ; celui-ci était la conséquence et l'appendice de celui-là (1). Les Parlements conservèrent plus tard cette double autorité et eurent la faculté de rendre des arrêts de règlement, véritable législation provisoire et supplétoire. Cette législation était provisoire parce qu'elle était

1. Esmein, *loc. cit.*, p. 593 à 595.

faite en attendant une loi et supplétoire parce qu'elle ne pouvait modifier les dispositions légales ou coutumières ; il arrivait d'ailleurs dans les moments de lutte que le Parlement de Normandie rendait des arrêts en contradiction formelle avec les lois en vigueur. Celui de 1768 par exemple viole en maints passages les déclarations de 1763 et de 1764 sur la liberté du commerce des grains. Si le Parlement pouvait édicter en matière de police des céréales de vraies mesures législatives, il était naturel qu'avant de les voter, il se fût occupé des plus infimes détails d'approvisionnement ; il pensait peut-être de cette manière éviter d'avoir à rendre des arrêts de règlement qui lésaient des intérêts respectables. C'est ainsi qu'avant l'adoption de l'arrêt du 15 avril 1768 le premier président Miromesnil essaya, sinon de ramener l'abondance dans la province, chose alors impossible, du moins d'empêcher les prix de monter au-dessus des facultés d'achat du consommateur.

Les Parlements n'étaient pas les seules autorités judiciaires qui s'occupaient des subsistances ; il convient de citer encore les lieutenants généraux de police et les juges de police ; chargés d'assurer le maintien de l'ordre dans leurs circonscriptions, ils devaient nécessairement empêcher les attroupements et les troubles populaires ; comme à cette époque les émeutes étaient presque toujours occasionnées par la cherté du blé, ils étaient amenés, ainsi que nous l'avons vu pour les intendants et les Parlements, à

taxer le pain et à procurer l'abondance sur les halles. Cette fonction est nettement indiquée dans l'Encyclopédie de Diderot au mot « Police ». Le juge de police peut lui-même en faire (des règlements de police), pourvu qu'il n'y ait rien de contraire à ceux qui sont émanés d'une autorité supérieure ; il est préposé pour tenir la main à l'exécution des règlements de police, veille à la conservation des grains, lorsqu'ils sont sur pied, prescrit des règles aux moissonneurs, glaneurs, laboureurs, aux marchands de grains, aux blatiers, aux mesureurs, porteurs de grains, meuniers, boulangers (1). » Le même dictionnaire, sans être aussi catégorique pour le lieutenant général de police, laisse du moins entendre que ce magistrat a des pouvoirs identiques en matière de grains ; il dit en effet d'une façon générale : « Le lieutenant général de police est un magistrat établi à Paris et dans les principales villes du royaume pour veiller au bon ordre et faire exécuter les règlements de police ; il a même le pouvoir de rendre des ordonnances portant règlement dans les matières de police qui ne sont pas prévues par les ordonnances, édits et déclarations du Roi, ni par les arrêts et règlements de la Cour ou pour ordonner l'exécution de ces divers règlements relativement à la police. C'est à lui qu'est attribuée la connaissance de tous les quasi-délits en matière de police et de toutes les con-

1. *Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et de métiers*, t. 9. Neufchâtel, Samuel Fauche, 1765.

testations entre particuliers pour des faits qui touchent la police (1). » Toutes ces règles étaient appliquées en Normandie ; nous voyons ainsi le lieutenant général de Caudebec écrire le 6 février 1768 à Miromesnil pour le mettre au courant de la hausse du prix du blé survenue à la halle et lui demander de lui donner des directives sur la question des grains (2). Par ailleurs L'Averdy, dans une lettre à Miromesnil du 7 avril 1768, se plaint des taxes arbitraires faites par les officiers de police et du dégarnissement des halles qui en est la conséquence (3).

Maintenant que nous sommes familiarisés avec les autorités qui s'occupaient sous l'ancien régime de la question des subsistances, nous pouvons aborder sans crainte d'obscurité l'étude de la réglementation des marchés. Examinons d'abord les mesures qui étaient prises contre les cultivateurs ; des halles avaient été instituées par les seigneurs ou par les représentants du pouvoir central, mais les laboureurs n'étaient pas libres d'y porter leurs grains ou de garder leurs récoltes chez eux pour les négocier dans les greniers. Des règlements locaux et des lois générales, celles du 21 septembre 1709 et du 19 avril 1723, en particulier, contraignaient les agriculteurs à diriger leurs céréales vers les lieux publics où la vente devait se faire ; il était bien permis aux producteurs par

1. *Ibid.*, t. 9.

2. *Correspondance de Miromesnil, loc. cit.*, t. V, p. 79.

3. *Ibid.*, t. V, p. 146.

l'ordonnance du 21 novembre 1577 de conserver leurs récoltes pendant deux ans, mais, en temps de disette, cette liberté n'était pas respectée et les juges du lieu obligeaient tous ceux qui avaient un peu de blé à le porter aux marchés.

Ces mesures et bien d'autres encore qui seront étudiées plus tard étaient prises par crainte des accaparements ; tout le monde redoutait que les agriculteurs ne conservassent dans leurs greniers une grande quantité de grains pour les vendre chez eux à l'abri des regards de l'autorité et à un prix jugé excessif. Nous avons pour preuve de cet état d'esprit la circulaire suivante qui fut adressée le 3 mars 1709 par le contrôleur général à de Courson, intendant de la généralité de Rouen. « Il faut, dit le ministre, que sans faire des inquisitions et sans donner des ordonnances qui pourraient effrayer les peuples et augmenter le mal au lieu de le diminuer, vous fassiez informer par des gens sûrs, fidèles et discrets, non seulement de ceux qui font des amas de blé dans l'étendue de votre département, mais même de tous ceux, soit laboureurs ou autres qui en ont des greniers et magasins et qui diffèrent de les ouvrir jusqu'à ce que le prix soit monté à l'excès. Il faut que vous obligiez ensuite les uns et les autres, non par des ordonnances, mais par voie d'exhortations et de remontrances, accompagnées même, si besoin est, de quelques menaces en termes mesurés et placées très à propos, à faire porter successive-

ment une certaine quantité de blés aux marchés voisins de leur résidence, afin qu'ils soient suffisamment fournis (1). »

Cette situation dura presque pendant tout le XVIII^e siècle, exception faite pour deux courtes périodes où les idées de liberté furent en honneur dans les sphères officielles ; 1763-1769 sous les ministères de Bertin, L'Averdy et Maynon d'Inveau, 1774-1775 avec Turgot. On redoutait la cupidité du laboureur ; aussi, dans sa lettre déjà citée du 13 juin 1757, un sieur Descamps, d'Envermeu, faisait savoir à l'intendant de Brou que la misère augmentait tous les jours et que le prix du blé s'était élevé l'avant-veille de 4 livres 16 sols à 6 livres 5 sols le boisseau ; naturellement les particuliers et les cultivateurs étaient rendus responsables de cette cherté ; on pensait qu'ils conservaient leurs grains dans les greniers et l'un d'entre eux, habitant Lavatoire, paroisse de Mesnil-le-Moine, était même soupçonné de garder intentionnellement chez lui 2.000 boisseaux de blé (2).

Il est évident que l'Administration ne veillait à l'application stricte des règlements que dans les temps de disette ; si les récoltes étaient bonnes, il arrivait souvent que les autorisations locales fermaient les yeux lorsqu'on leur signalait des dépôts de grains ou des ventes en dehors des marchés. Ainsi dans une

1. De Boislille, *Correspondance des contrôleurs généraux*, t. III, n° 106, cité par Afanassiev, p. 11.

2. Archives de la Seine-Inférieure, C. 104.

lettre du 14 novembre 1708 l'intendant de Courson signale que du blé a été acheté dans les dépôts et au cabaret et que « la vilité des prix a empêché l'exacte observation des règlements (1) ». Le 30 août de la même année, Boisguillebert, lieutenant général du Bailliage de Rouen écrit que : les bas prix des six ou sept dernières années auraient encore nu davantage à l'agriculture si quelques personnes ne s'étaient avisées de constituer des dépôts et que, si l'on interdisait cette pratique, ce serait mettre chacun dans l'obligation de n'acheter que pour son approvisionnement particulier. (2) ».

Quand le blé était cher, on ne se contentait pas d'interdire les achats et ventes en dehors des marchés; on procédait au recensement de toutes les céréales qui se trouvaient dans les greniers et on contraignait ensuite les propriétaires à porter leurs grains à la halle. Cette sorte d'inventaire avait lieu sous la surveillance des autorités de police, et toute personne, quelle que fût sa condition, séculière ou régulière, y était assujettie. En juin 1757, l'assemblée des Chambres du Parlement de Rouen donna l'ordre d'exécuter une mesure de ce genre; elle fit procéder en effet à des recherches dans les endroits de la ville où l'on soupçonnait qu'il y avait des blés cachés (3). Quelques années auparavant,

1. Afanassiev, *loc. cit.*, p. 78.

2. De Boislile, *loc. cit.*, t. III, n° 51, cité par Afanassiev, *loc. cit.*, p. 79.

3. Archives de la Seine-Inférieure, C. 106.

au début de 1752, le pays manquant de grains et une certaine effervescence régnant dans toute la généralité, le Parlement avait déjà rendu une ordonnance à peu près semblable; il avait nommé des commissaires qui avaient pour mission de dresser un état fidèle des céréales qui se trouvaient dans les magasins de la région (1). Nous ignorons quel fut le résultat de ces démarches, mais on devine sans peine combien ces inventaires devaient être fréquents dans les campagnes, puisque les autorités locales qui les ordonnaient étaient en quelque sorte couvertes par le plus haut pouvoir judiciaire de la province.

Lorsqu'il avait obéi aux règlements qui lui ordonnaient de porter ses grains au marché, le cultivateur n'en avait pas fini pour cela avec les mesures tracassières; afin d'éviter tout intermédiaire qui aurait pu demander un salaire supplémentaire, on obligeait le vendeur à ne pas quitter son blé; le laboureur devait décharger sa marchandise et la vendre lui-même; en cas d'empêchement, il pouvait se faire remplacer par un membre de sa famille, mais jamais par un étranger. Toute vente par un commissaire et un facteur était interdite par l'article 11 de l'ordonnance du 21 novembre 1577. Pendant quelques années on autorisa, il est vrai, les vendeurs de grains à se servir des commissaires et un édit de décembre 1672 fait mention de cet usage, mais on revint

1. Floquet, *Histoire du Parlement de Normandie*. Rouen, Frère, 1842, t. 6, p. 415.

vite aux « anciennes disciplines » et Delamare, autour d'un traité de police, considérait ce retour en arrière comme « l'un de ces puissants remèdes dont nous sommes redevables aux bontés de Roi (1). ».

La loi ne se contentait pas de contraindre le cultivateur à négocier lui-même ses grains; elle veillait aussi à ce qu'il ne fût pas tenté de demander de ses marchandises un prix trop élevé; si par exemple il ne se trouvait pas d'acheteur au prix qu'il sollicitait, il pouvait confier son blé aux officiers des nalles et attendre le marché suivant, mais il ne devait user de cette faculté que deux fois de suite et il était obligé de vendre au troisième marché même à des conditions réduites. Enfin, il est bon de signaler que le prix, une fois déclaré, ne pouvait plus être baissé.

Dans les cas précédents, le laboureur était encore libre de fixer le prix de vente gré à gré avec l'acheteur, mais en temps de disette, il n'en était même plus ainsi; souvent les autorités de police ou les soldats de la maréchaussée donnaient aux céréales une valeur arbitraire, inférieure à celle qu'elles avaient réellement et contraignaient le cultivateur à s'en dessaisir aux conditions qu'ils fixaient. En juin 1757, le brigadier de la maréchaussée d'Ecouis s'était arrogé ce droit et l'intendant de Brou dut lui écrire que son rôle devait se borner à réprimer les violences et qu'il avait outrepassé son devoir au mar-

1. Delamare, *Traité de la police*, 2^e édit., t. II, p. 81, cité par Afanassiev, p. 27.

ché du Pont Saint-Pierre en forçant les propriétaires à vendre leur blé à un prix inférieur à celui qu'ils auraient pu en obtenir (1). Nous savons d'autre part que, quelques années plus tard en 1768, le Contrôleur Général L'Averdy écrivit au Premier Président Miromesnil pour protester contre les taxes arbitraires faites par les officiers de police et signala que le dégarnissement des marchés était la suite nécessaire de semblables mesures (2).

Il existait encore un autre règlement qui n'était pas plus favorable aux laboureurs que les précédents ; nous voulons parler de celui qui interdisait aux marchands et aux boulangers de s'approvisionner sur les marchés en même temps que les particuliers. Tout le monde n'achetant pas en même temps, les quantités demandées étaient moins élevées à chaque moment de la journée et les prix se fixaient à un niveau plus bas que dans le cas contraire ; nous nous trouvons ici en face de l'un des effets de la loi de l'offre et de la demande. Cette mesure, il faut toutefois le déclarer, n'avait pas été prise contre le cultivateur ; elle avait seulement pour but d'assurer la subsistance des particuliers qui cuisaient eux-mêmes leur pain, en empêchant les négociants d'acheter dès le début du marché tout le blé disponible. Les règlements de police qui s'occupaient de

1. Archives de la Seine-Inférieure, C. 104.

2. *Correspondance de Miromesnil, loc. cit., t. V, p. 146 et supra, même chapitre.*

cette question furent certainement ceux qui furent le plus sévèrement appliqués durant tout le cours du xviii^e siècle; il était défendu aux regratiers ou revendeurs de denrées, aux boulangers, aux marchands et aux meuniers d'entrer dans les marchés avant une heure déterminée. En Normandie, cette interdiction existait le plus souvent jusqu'à 10 heures du matin, quelquefois même jusqu'à 2 heures de l'après-midi.

Le Parlement de Rouen ne manqua pas de donner sur ce point des ordres généraux; à la plus mauvaise période de la disette de 1768, il rendit sur la question deux arrêts successifs. Le 24 mars, il décida que les boulangers, meuniers, blatiers et autres marchands ne pourraient entrer dans les halles qu'après que le peuple et les particuliers se seraient fournis (1); le 15 avril suivant, il crut encore nécessaire de confirmer cette défense (2). Ces mesures étaient tolérées, sinon encouragées par le pouvoir central; nous en avons pour preuves la lettre de Machault adressée le 12 décembre 1751 à l'intendant de la Bourdonnaye et déjà citée plus haut (3). Dans cette missive, le contrôleur général, après avoir fait connaître les vues du Gouvernement sur la liberté de la circulation intérieure, ajoutait que pour éviter tous abus et

1. *Correspondance de Miromesnil, loc. cit.*, t. 8, p. 143

2. Archives de la Seine-Inférieure, série B. Registre du Parlement de N^{le} ayant pour titre Conseil Saint-Martin, 12-11, 1767, 9-11-1768.

3. Voir *supra*, même chapitre.

ne pas favoriser les manœuvres, il était nécessaire de prendre toutes mesures utiles pour que, sans entraver le commerce, il ne serve de prétexte aux désordres et aux monopoles (1). La défense faite aux marchands de procéder à des achats de grains en même temps que les particuliers étant précisément une de ces règles édictées pour prévenir les abus de la part des négociants, il faut bien reconnaître que le ministre en admettait le principe puisqu'il ne la prohibait pas en particulier. Quelquefois même, il arrivait que le temps réservé aux bourgeois pour leurs achats était assez long; ainsi le 5 septembre 1771 la Chambre des Vacations du Parlement de Normandie décida qu'à l'avenir on devrait annoncer publiquement l'arriver des navires dans le port de Rouen et faire connaître les jours et heures où il serait procédé à la vente des blés importés; pendant les deux premiers jours, seuls les bourgeois et les boulangers pourraient effectuer des achats à l'exclusion des marchands de grains (2). Il est intéressant de signaler que, dans le cas présent, les boulangers étaient mis sur le même pied que les particuliers, fait assez logique d'ailleurs, puisque, dans une grande ville comme Rouen, la majorité des habitants ne cuisait pas son pain et était obligée d'avoir recours aux boulangers pour s'en procurer; empê-

1. Archives de la Seine-Inférieure, C. 103.

2. *Ibid.*, C. 106.

cher cette corporation d'acheter du blé aurait nui à une partie très importante de la population.

Le cultivateur, à peine arrivé aux halles, se trouvait en présence d'officiers qui avaient pour mission de présider aux opérations sur les grains; nous voulons parler des mesureurs et des jurés porteurs de grains; les premiers, après avoir vérifié le poids des céréales, percevaient les droits dont il sera parlé un peu plus loin et qui leur étaient affermés à l'origine par les seigneurs des villes, les couvents et les administrations municipales. Plus tard, un édit du mois de janvier 1697 abolit tous les offices de mesureurs à l'exception seulement de ceux de Paris et les remplaça par de nouvelles charges héréditaires de jurés royaux; en fait, cet édit prétendait respecter les droits qui appartenaient à la noblesse au clergé et au Roi et ne supprimait pas sans conditions ceux qui étaient perçus pour le compte des particuliers, des couvents et des communes : il promettait seulement de les racheter. La conséquence de ces nouvelles dispositions légales fut la création de mesureurs royaux dans les marchés où il n'en existait pas encore et l'établissement de nouveaux droits à leur profit; c'était une surcharge pour le commerce qui devait désormais payer deux fois : à la caisse des mesureurs particuliers et à celle des mesureurs royaux. Tous ces officiers s'entendaient souvent avec les marchands et les boulangers pour faire monter le prix des grains; nous en avons pour preuve une

lettre de Miromesnil à L'Averdy, datée du 10 mars 1768, dans laquelle le premier Président du Parlement émet des doutes sur la fidélité d'un rapport relatif à la cherté du blé et présenté par les officiers mesureurs (1) ; il pouvait aussi arriver que la perception du droit de mesurage fût suspendue dans les mauvaises années par ordre des autorités administratives ou de police ; il en a été ainsi en 1775 sur le marché de Fécamp, car il existe aux archives départementales de la Seine-Inférieure une lettre du subdélégué de cette ville informant le 27 juin 1775 l'intendant de la généralité que ce droit avait été à nouveau perçu sans aucune difficulté le samedi précédent (2). Dans la dernière moitié du XVIII^e siècle en 1768 et 1775 deux arrêts du Conseil du Roi annoncèrent la suppression des charges de mesureurs, mais faute d'argent pour indemniser les intéressés, cette réforme resta sur le papier.

Le nom des porteurs de grains a été prononcé plus haut ; c'étaient des officiers érigés en titre d'offices qui avaient le monopole du déchargement des grains et de leur transport dans les halles et dans les greniers ; ils répondaient des marchandises qui leur étaient confiées et devaient garder les blés non vendus jusqu'au marché suivant. Des lettres patentes du 20 juillet 1410, rapportées par Delamare, confirment l'existence de la confrérie des porteurs de

1. *Correspondance de Miromesnil, loc. cit.*, t. 5, p. 111.

2. Archives de la Seine-Inférieure, C. 109.

Paris, qui existait déjà à cette époque depuis longtemps (1). Le même auteur affirme qu'il n'y avait pas d'officiers de ce genre en province et il cite, à l'appui de sa thèse, le règlement de police du 4 février 1567 aux termes duquel il ne devait y avoir sur les marchés des grandes villes d'autres officiers que les mesureurs et le garde des grains « ayant la charge de garder et serrer les sacs pleins de grains qui demeurent à vendre de marché à marché (2). » Cette assertion est vraisemblablement exacte pour la généralité de Rouen, son chef-lieu excepté; il n'a pas en effet été trouvé trace aux archives de la Seine-Inférieure de l'existence de semblables offices dans les marchés de la région autres que celui de Rouen. Dans cette ville au contraire nous les voyons établis dès avant 1604; nous en avons pour preuve le préambule suivant d'un arrêt rendu le 3 août 1605 par le Parlement de Normandie au sujet d'une contestation entre les marchands de grains et la communauté des porteurs « Henry, par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre à tous ceux que ces présentes lettres verront, salut : savoir faisons qu'en la cause dévolue entre notre Cour de Parlement entre les 90 porteurs chargeurs et déchargeurs de grains, se disant jurés en cette ville, halle et quai de Rouen, demandeurs et requérants l'entérinement des lettres

1. Delamare, *Traité de la police*, t. II, p. 127, cité par Afanassiév, *loc. cit.*, p. 69.

2. *Ibid.*, p. 132 et 133, cité par Afanassiév, *loc. cit.*, p. 69.

patentes par eux obtenues le 8 septembre 1604 et suivant icelles maintenues en l'entière jouissance et exercice de leur prétendue charge et manœuvre et droits attribués pour l'exercer, tant ainsi qu'ils faisaient auparavant les derniers troubles (1). »

Ces officiers de marché virent sans aucun doute leur communauté dissoute vers le milieu du xvii^e siècle, car le 17 août 1675, le Conseil d'Etat du Roi chargea le sieur de Creil, commissaire départi en la généralité de Rouen, de donner son avis sur un projet concernant le rétablissement de cette sorte d'association demandé par les 90 porteurs, chargeurs et déchargeurs de grains. Le 28 septembre 1675, quelques jours après la réception de ce rapport, le Conseil du Roi rendit l'arrêt suivant qu'il convient de citer en entier, car il fut la charte des porteurs jusqu'en 1775, date de leur suppression définitive « Le Roy, en son Conseil, suivant l'avis du sieur de Creil du 2 septembre dernier, a maintenu et gardé, maintient et garde les 90 porteurs de grains de la ville et faubourgs de Rouen en leur possession pour à l'exclusion de tous autres, porter, charger et décharger sur le port, dans les marchés et autres lieux et endroits de la dite ville et faubourgs, toutes sortes de grains, sans néanmoins qu'ils puissent empêcher les bourgeois et habitants de se servir de leurs domestiques, chevaux et harnais, pour porter et trans-

1. Archives de la Seine-Inférieure, série F. Volume des arrêts du Parlement de Normandie de 1761 à 1779.

porter grains et farines dans leur maison ou autres lieux et endroits que bon leur semblera, les obliger ni les boulangers de la dite ville à se servir d'eux pour décharger les grains qu'ils feront venir de campagne par charroy ou autrement, ni empêcher les meuniers de prendre du blé au marché pour le porter à leur moulin et seront tenus, les dits porteurs de grains, de se tenir toujours prêts dans les places et lieux ordinaires et accoutumés pour faire leur profession quand ils seront requis et de fournir les hommes, à leurs frais et dépens, de la fidélité desquels ils demeureront responsables pour leur aider à décharger avec plus de diligence les vaisseaux étant au port; et sera payé aux dits porteurs pour leurs peines et salaires, savoir 15 deniers pour mine, mesure de Rouen, des grains qu'ils porteront au col de bord à bord et d'un navire dans un bateau ou depuis le bateau jusqu'en la halle, ou dans les maisons de pareille distance, et lorsque les dites maisons seront plus éloignées, il sera pris des charrettes qui seront payées par les marchands et bourgeois, sans diminution des salaires des dits porteurs qui chargeront et déchargeront les dites charrettes, 10 deniers pour mine à la dite mesure, pour porter le blé aux dites voitures d'Elbeuf et d'Andely jusqu'à la halle ou pour charger et décharger le blé des voitures de Caudébec et Duclair dans les charrettes, et en outre, le loyer des charretiers et pareil droit pour porté le blé des bateaux et voitures plus éloignées

dans les charrettes des boulangers — 12 deniers par mine d'avoine (sans compter le loyer des charretiers) pour les grains, blés ou avoines, apportés de la halle ou des greniers des marchands aux moulins et dans les maisons des bourgeois et habitants de la ville, soit qu'ils le portent à col, ou que les dits porteurs prennent des charrettes à leurs frais et dépens. Il sera payé 18 deniers pour aller au moulin Neuf ou à celui du Petit Pas, deux sols pour aller au moulin de Saint-Maclou; 2 sols 6 deniers pour aller au moulin proche la porte Martainville; 2 sols par mine de blé ou avoine pour aller aux maisons proches Notre-Dame et aux environs; 2 sols 6 deniers pour aller au Gros Horloge à Saint-Ouen, à la Crosse et ès environs; 3 sols pour aller au Coq, à la Rouge-Mare, au Vieil Marché, à la porte Cauchoise, à Saint-Vivien, à la Croix de Pierre, au Château, au Vieil Palais, et ès environs; 3 sols 6 deniers pour aller à la porte Beauvoisine et autres lieux les plus éloignés de la ville; et 4 sols par mine dans les faubourgs, sans que les dits porteurs de grains puissent exiger plus grands droits à peine de concussion (1). »

Tous ces tarifs étaient très onéreux pour l'époque et l'augmentation du prix du blé qui était la conséquence de leur stricte application retombait finalement sur le consommateur; d'autre part, l'absence

1. Archives de la Seine-Inférieure, série F. Vol. des arrêts du Parlement de Normandie, de 1761 à 1779.

de toute concurrence amenait les porteurs à ne consentir aucune réduction et les bourgeois payaient bien cher la certitude de trouver au moment voulu des gens qui ne pouvaient leur refuser leur concours.

Les droits qui viennent d'être indiqués ne sont pas les seuls qui nous sont signalés par les textes comme frappant le commerce des grains dans la généralité de Rouen à la fin de l'ancien régime; il en existait une infinité d'autres, variant de nom et d'importance suivant les localités: les uns, qui étaient perçus par les mesureurs peuvent être classés sous la rubrique générale de droits de marché; ils frappaient le fait de la négociation ou le séjour sur le carreau des halles; les autres, qui étaient des péages et des octrois, étaient dus lorsque les céréales passaient d'un lieu dans un autre ou lorsqu'elles empruntaient certains ponts ou certaines routes. L'existence de ces diverses taxes semble à première vue en contradiction avec les principes reçus en matière de commerce des grains avant 1763. Nous avons vu en effet, et nous verrons encore, que les Gouvernements de l'époque cherchaient avant toutes choses à procurer au consommateur du pain à bon marché; or, la perception de tous les droits qui vont être étudiés entraînait une notable augmentation du prix des denrées. Pour expliquer cette anomalie, il faut savoir que l'établissement de ces taxes remontait presque toujours à de longs siècles en arrière et qu'elles s'étaient enracinées par l'usage.

L'opinion éclairée se rendait bien compte qu'elles surchargeaient considérablement le commerce, mais trop de personnes influentes étaient intéressées à leur maintien pour que l'on ait pu tenter quelque chose de sérieux dans le sens de leur suppression.

Examinons d'abord les droit de marché. D'après Afanassiev, ils étaient très variés et portaient les noms de hallage, étalage, mesurage, minage, roulage, râclage, leude et bien d'autres encore. « Le hallage était le droit de place dans les halles couvertes. Les droits de mesurage, de minage, de roulage, de râclage représentaient outre la simple rétribution des mesureurs une sorte de garantie de bonne foi et de justice entre le vendeur et l'acheteur (1). » Certaines sommes enfin étaient perçues au profit des pauvres et des prisonniers. Voici une liste de quelques-uns seulement de ces droits, les archives de la Seine-Inférieure ne contenant aucune énumération officielle. A Pont-de-l'Arche, il était perçu au profit de l'hôpital un droit de mesurage de 10 deniers par sac, qui produisait par année 80 livres. A Fécamp, on devait payer pour le même motif 3 sols par boisseau; c'était le prieuré de Saint-Antoine réuni à l'hôpital de la ville qui touchait cette somme et qui encaissait ainsi tous les ans 1.200 livres. Au Havre, le tarif était de 22 sols 65

1. Afanassiev, *loc. cit.*, p. 28.

par 100 boisseaux; à Dieppe il était de 2 sols par boisseau pesant 40 livres; ce dernier droit rapportait 2.500 livres et le produit en était partagé par moitié entre l'Archevêque de Rouen et l'hôpital de la ville. A Dieppe encore, on percevait : 1° Au profit de la ville et pour droit de quayage 6 sols par mine de blé venue par mer; 2° à titre d'aumône et au profit de l'hôpital 2 boisseaux sur chaque cargaison de grain débarquée dans le port. L'hôpital de Pacy encaissait chaque année une somme d'environ mille livres pour droit de hallage à raison de 1 pot de blé par sac composé de 6 boisseaux. On constate encore le paiement des droits suivants : 1° A Nonancourt 2 sols par minot ou boisseau de blé, seigle ou avoine au profit de la ville à titre de droit de mesurage ; 2° A Eu, au profit des sergents de ville 6 deniers par chaque mine de blé vendue sous la halle, bien qu'il n'y ait aucun titre, mais seulement un vieil usage; ce droit leur tenait lieu de gages; 3° A Montvilliers, au profit de l'Abbaye, sur le blé, le seigle, l'orge ou l'avoine un droit de havage consistant en la douzième partie du boisseau (de 21 pots) ; 4° A Saint-Romain, à Gonnevillle et à Coudreville un sol pour droit de halle par sac de blé ou autres grains. Par contre, il résulte de la correspondance échangée entre l'intendant de Rouen et ses subdélégués qu'il n'était pas perçu de droits de marché à Caudebec, Chaumont et Honfleur. A Evreux, il n'en existait qu'un seul, appartenant d'ail-

leurs à l'hôpital et non à la ville, mais aucune note n'indique quel en était le montant (1).

Un arrêt du Conseil d'Etat du Roi du 9 février 1788 nous signale que la ville d'Aumale possédait un droit de mesurage appelé palette; ce droit, qui était déjà très ancien, était confirmé; il consistait « dans le droit de percevoir la palette, ou mesurage de tous les froments, seigle, orges, avoines, vesces et bisailles vendus et mesurés en la dite ville d'Aumale, dans telles places ou lieux publics de la dite ville et quelque jour de la semaine que ce soit (2). » Voici d'autre part le tarif fixé par l'arrêt « Le Roi ordonne que le dit droit sera perçu à raison du quarante-huitième des grains de la nature ci-dessus, et acquitté par les vendeurs en dehors et en sus des 48 mesures par eux vendues sans qu'il puisse être exigé ni aucun autre sur les grains et grenailles, ni sur les farines vendues dans la dite ville d'Aumale, non plus que sur les grains de quelque espèce qu'ils soient, vendus dans les maisons des particuliers (3). Ce droit de palette avait été donné en fief d'héritage « par Jean de Ponthieu, comte d'Aumale, aux Mayeurs, Echevins et communauté de la ville d'Aumale, aux termes d'une charte en date du quinzième jour de la Trinité de l'année 1285 (4) ». Avant

1. Archives de la Seine-Inférieure, C. 106.

2. Archives de la Seine-Inférieure, C. 141.

3. *Ibid.*, C. 141.

4. *Ibid.*, C. 141.

d'aborder la question des péages, nous devons dire un mot des droits de coutume qui étaient assez nombreux dans la généralité de Rouen, si l'on en croit une note émanant des bureaux du contrôle général et conservée aux Archives de la Seine-Inférieure. Ces droits étaient très souvent confondus avec les péages et la note qui vient d'être rappelée déclare qu'il faut avoir bien soin de les distinguer. Toutes les taxes qui se lèvent sur les marchandises, voitures, bêtes de somme ou bestiaux qui passent dans un lieu sont des péages. Toutes celles qui se lèvent sur ce que l'on amène dans une ville ou dans un bourg pour y être vendu ne sont que des droits de foire ou de marché; les droits de coutume rentrent dans cette dernière catégorie, bien que ce nom ait été très souvent donné aux péages dans la correspondance officielle du temps (1).

En fait il est très peu question de ce droit dans les pièces qui se trouvent aux Archives de la Seine-Inférieure; il devait toutefois en exister un à Rouen, car dans un mémoire, remis en juillet 1757 par les frères Durand à l'intendant de Brou, il est fait mention d'une somme de 1 livre 7 sols 3 deniers payée au coutumier pour 99 sacs (2).

Bien que l'énumération des droits de marché qui vient d'être donnée soit loin d'être complète, il est cependant facile de se rendre compte que toutes ces

1. *Ibid.*, C. 861.

2. Archives de la Seine-Inférieure, C. 104, pièce n° 280.

taxes réunies n'étaient pas sans augmenter assez considérablement le prix des grains. L'impression sera encore plus forte lorsqu'on aura un aperçu des péages et des octrois qui se levaient sur les céréales à leur entrée dans les villes et bourgs ou à leur passage sur les ponts. Voici d'ailleurs le jugement porté par M. Afanassiev sur ces droits. « Entre les divers droits qui grevaient la circulation des marchandises de toute sorte et des grains en particulier, il n'en est guère de plus lourds que les droits de péage (1). » Le même auteur nous explique qu'à l'origine ils furent considérés comme une sorte de dédommagement attribué à ceux qui prenaient à leur charge la construction ou l'entretien d'une voie de communication (2). C'est ainsi que nous voyons un arrêt de la commission des péages du 12 mars 1753 confirmer le droit perçu par l'évêque de Lisieux « dessous le pont de Touques à la charge d'entretenir le pont (3). » Au XVIII^e siècle, ces taxes n'étaient plus en général qu'une source de revenus au profit des particuliers; on avait perdu de vue le principe qui leur servait de justification et l'intérêt général n'en exigeait pas le maintien. Le Gouvernement lui-même s'était aperçu de la gêne qu'ils causaient au commerce et en avait projeté la suppression. A diverses reprises, des commissions fu-

1. Afanassiev, *loc. cit.*, p. 110.

2. *Ibid.*, *loc. cit.*, p. 110.

3. Archives de la Seine-Inférieure, C. 861.

rent instituées pour étudier les droits des propriétaires, notamment en 1724 et en 1779 mais, soit qu'elles eussent été négligentes, soit qu'elles eussent manqué de moyens d'action, leurs travaux furent toujours frappés de stérilité. Il en fut ainsi, en particulier, pour celle de 1779 ; il avait été prévu, au moment de sa constitution, qu'elle procéderait à l'estimation des péages et que le Trésor les rachèterait au taux de cette estimation. Après avoir travaillé pendant cinq années, de 1779 à 1783, elle dut cesser de se réunir ; en effet, elle ne servait guère qu'à faire connaître au Roi les taxes innombrables qui se percevaient en France, et il était impossible de les supprimer en raison de l'état des finances.

En 1739, le Gouvernement eut bien la volonté d'en interdire la perception et, sur la proposition du contrôleur général Orry, le Conseil publia le 10 novembre un arrêt d'après lequel « les blés, grains et farines, légumes verts ou secs étaient exempts dans toute l'étendue du royaume des droits de péage, passage, pontonnage, travers, coutumes et de tous autres droits généralement quelconques, tant par terre que par eau, soit que les dits droits appartiennent à des villes et communautés ou à des seigneurs ecclésiastiques laïques ou autres personnes sans exception (1) ». En fait cet arrêt ne fut jamais exécuté

1. Collection des édits, déclarations et arrêts de la bibliothèque nationale, année 1739, cité par Afanassiev, *loc. cit.*, p. 130.

dans la généralité de Rouen et la plupart des péages qui existaient à l'époque ont été précisément portés à notre connaissance par des décisions qui les confirment. Voici d'ailleurs un exemple. Un arrêt du Conseil d'Etat du Roi, rendu le 27 mars 1752, maintint le marquis de Rothelin dans les droits de péage qu'il percevait jusqu'alors au lieux de Neauphle, Saint-Eloy, Saint-Denis-le-Ferment. Le tarif était le suivant : 1^o par chariot chargé de marchandises autres que les blés, grains, farines et légumes verts ou secs, 2 sols tournois ; 2^o par charrette chargée de même un sol ; 3^o par chariot non chargé ou chargé de blés, grains, farines et légumes verts ou secs, 1 sol ; 4^o par charrette non chargée ou chargée de blés, grains, farines et légumes verts ou secs, 6 deniers (1). Un autre arrêt du 2 septembre 1748 autorisa le maréchal duc de Belle-Isle à percevoir les taxes désignées ci-après : 1^o pour les voitures entrant dans la ville de Gisors par la porte de Cappeville par quelque porte qu'ils doivent sortir ou sortant par la porte de Cappeville après être entrées par celle de Neauphle le tarif était de 10 deniers par chariot ou charrette chargés de blés, grains, farines et légumes verts ou secs ; 2^o pour les voitures entrant par la porte de Paris, par quelque porte qu'elles doivent sortir ou sortant par la dite porte de Paris après être entrées par celle de Neauphle on devait payer 5 de-

1. Archives de la Seine-Inférieure, C. 862.

niers par chariot ou charrette chargés dans les mêmes conditions que précédemment (1).

Nous venons de voir que le Conseil du Roi violait lui-même la déclaration de 1739 quelques années à peine après sa publication, et il n'est pas étonnant que les droits de péage aient continué à être perçus par leurs propriétaires, puisque l'administration centrale était la première à mépriser la loi.

Nous allons maintenant énumérer quelques taxes qui étaient perçues au XVIII^e siècle dans la généralité de Rouen. Voici le nom des personnes ou des communautés de ville à qui étaient dus des droits à l'occasion du transport des grains de Mantes à Rouen par la Seine : 1^o à la Roche-Guyon, le duc de la Rochefoucauld ; 2^o à Vernon et à Andely le maréchal de Belle-Isle ; 3^o au pont de Vernon, la ville de Vernon ; 4^o à Pont-de-l'Arche, M. de Gerponville, M. de Courvaudon et M. Langlois ; 4^o au pont de Rouen, l'Hôtel de Ville de Rouen (2). Nous n'avons pu malheureusement retrouver le tarif de ces droits, ceux de Vernon et d'Andely excepté ; il résulte en effet d'un état dressé en 1719 par de Goujon, intendant de la généralité, que chaque muid de blé, orge, avoine et autres grains devait payer 4 sols dans ces deux villes à titre de péage ; le setier, la mine et le boisseau étaient taxés en proportion. On

1. *Ibid.*, C. 147.

2. Archives de la Chambre de commerce de Rouen, 2 liasses, C. 7.

constate encore qu'un arrêt du Conseil d'Etat du 23 février 1771 maintint le maire et les échevins de Gournay dans la possession et jouissance d'un droit de péage; ce droit devait se percevoir aux portes de Notre-Dame, d'Ybert de Paris, de Ferrières et de Contemelle « aux charges, conditions et suivant le tarif ci-après, savoir : 1^o par chaque cheval, mulet, chargés ou non chargés ayant bride à harnais, bât, torche ou panneau 2 deniers tournois; 2^o par chaque charrette chargée ou non chargée 6 deniers; 3^o... 4^o lorsqu'une même charrette entrera et sortira plusieurs fois en un même jour, il ne sera payé que 6 deniers le matin et 6 deniers l'après-midi desquels droits les bourgeois et habitants de Gournay seront exempts pour les chevaux et charrettes à eux appartenant et non autrement (1). Un autre droit très important était perçu au profit des hôpitaux du Havre et de Honfleur à l'occasion de la traversée de l'estuaire de la Seine par les bateaux chargés de grains; cette taxe fut confirmée par deux arrêts du Conseil d'Etat datés du 9 octobre 1785 et 18 août 1787; le tarif était le suivant: 1^o par mine d'avoine 5 sols; 2^o par sac de son 6 sols; 3^o par boisseau de blé, seigle et orge 16 sols. On devine sans peine combien ce dernier droit était onéreux pour les marchands et les consommateurs sur qui il retombait finalement; le passage du Havre à Honfleur en effet

1. Archives de la Seine-Inférieure, C. 862.

était emprunté par les céréales importées des pays étrangers et destinées à la Basse-Normandie. En temps de disette, cette voie était très fréquentée et la taxe de péage devait être d'un grand rapport pour les hôpitaux des deux villes.

L'Administration prenant des soins constants en vue d'assurer l'approvisionnement des marchés, il n'est pas étonnant de constater que parfois, dans ses arrêts de confirmation, le Conseil d'Etat exempte les grains de taxes qui se perçoivent sur les autres marchandises. Nous trouvons trace de trois décisions de ce genre aux archives de la Seine-Inférieure. L'une, datée du 7 janvier 1770 « maintient et garde Monsieur le duc d'Orléans, premier prince du sang, rétablit et maintient pareillement les héritiers et représentants du sieur de Martimbos dans la propriété, possession et jouissance des droits de coutume et travers pour être perçus sur les marchandises passantes et traversantes par le bourg et dans l'étendue de la seigneurie de Roncheville et leur fait défenses comme à tous autres jouissants des dits droits de travers, péages et coutumes de percevoir aucuns droits sur les bleds, grains, farines et légumes verts ou secs passant debout par le dit lieu et dans l'étendue de la seigneurie de Roncheville sous les peines portées par les ordonnances (1) ». Un autre arrêt du Conseil d'Etat exonérant les céréales de toutes taxes

1. Archives de la Seine-Inférieure, C. 862.

est daté du 6 août 1747 et concerne le droit de vieil acquit que possédait un sieur Langlois à Pont-de-l'Arche. Après avoir confirmé les taxes qui se percevaient sur les autres marchandises, le Roi s'exprime ainsi : « Fait Sa Majesté très expresses inhibitions et défenses au dît sieur Langlois de percevoir dessus et dessous le dit pont de Pont-de-l'Arche, d'autres et plus grands droits que ceux compris dans le tarif ci-dessus, ni aucun droit de vieil acquis sur les bateaux chargés de bleds, grains, farines ou légumes verts ou secs passant sous le dit pont, nonobstant tous arrêts, jugements, sentences, tarifs ou pancartes à ce contraires, auxquels Sa Majesté déroge par le présent arrêt (1).

Il semble toutefois qu'ici l'exemption de taxe n'était pas absolue pour les grains; le Roi en effet décide bien que les blés passant sous le pont ne paieront aucune somme, mais il n'ordonne rien de semblable pour ceux qui passeront dessus; le droit de 6 deniers qui était perçu à l'occasion du passage d'une charrette sur le pont était dû sans aucun doute lorsque la voiture était chargée de grains. A Brionne et Pont-Authou par contre, l'exemption était complète. L'arrêt du Conseil d'Etat du 5 août 1758 qui s'occupe de cette question interdit au comte de Brionne de percevoir aucune taxe sur les blés (2).

Il convient de signaler que, dans la généralité de

1. *Ibid.*, C. 862.

2. *Ibid.*, C. 862.

Rouen, les péages n'étaient pas tous la propriété entière des particuliers. Certains appartenaient en partie au Roi; il est probable que cet état de choses provenait de ce qu'en 1709 tous les droits de ce genre avaient été doublés au profit du Trésor et que cette augmentation avait été maintenue par la suite pour quelques-uns d'entre eux. Un arrêt du Conseil d'Etat du 28 octobre 1744 nous donne un exemple de ces taxes mixtes; il décide qu'il sera procédé par l'intendant de Rouen à l'adjudication du bail de la totalité des droits de péages et de travers du Pollet et de Dieppe; l'adjudicataire devra payer le prix du bail « savoir les 2/3 au fermier du domaine et l'autre tiers au sieur du Buseq, propriétaire d'icelui (1). »

Certaines taxes enfin étaient perçues lorsque les grains empruntaient en l'absence de ponts de passage des bacs très nombreux dans la région; aucune objection ne peut d'ailleurs être élevée contre la légitimité de ces droits qui rémunéraient un service rendu. Une ordonnance de l'intendant de la généralité de Rouen, datée du 14 décembre 1753, fixe les tarifs suivants : à Vernonnet on pouvait prélever 2 deniers pour chaque boisseau de grains, de quelque nature qu'ils soient; au bac de Fourneaux, le taux de la taxe était relativement considérable, il s'élevait à 7 sols 6 deniers pour chaque carrosse, coche, chariot ou charrette chargée (2).

1. Archives de la Seine Inférieure, C. 1471.

2. *Ibid.*, C. 861.

Avant de terminer l'étude des droits de marché et des péages, il nous reste un mot à dire du droit de banalité qui se percevait à Rouen et qui ne rentrait dans aucune des deux catégories de taxes qui viennent d'être examinées. Voici en quoi il consistait : la ville de Rouen possédait 5 moulins où les boulangers étaient forcés de s'approvisionner en farine ; si ces moulins ne produisaient pas assez, les boulangers avaient alors la faculté de s'adresser ailleurs, mais à la condition expresse de payer le droit de mouture au fermier de la banalité. Turgot, dans son édit de suppression de juin 1775, évaluait à un neuvième l'augmentation du prix qui résultait de la perception de la taxe (1).

Les noms de boisseau, setier, somme, mine ont été souvent prononcés jusqu'à présent, soit comme mesures de poids, soit comme mesures de capacité, mais aucune explication n'a été fournie sur eux ; le moment est venu d'étudier cette question. La diversité des poids et des mesures, très grande en Normandie, au XVIII^e siècle, était naturellement défavorable au commerce des grains ; chaque ville, chaque marché avait ses usages et les étalons particuliers, d'où des difficultés incessantes dans l'établissement des comptes entre négociants et consommateurs ; cet état de choses était en outre une source d'erreurs et d'escroqueries continuelles. La même mesure pesait plus

1. Turgot, *Œuvres*, édition Guillaumin, Paris, t. 2, 1844, p. 200.

ou moins, selon qu'elle était appliquée à telle ou telle espèce de grains; à Neufchâtel, par exemple, le boisseau de blé pesait 44 livres 7 onces 3 gros et celui d'avoine 36 livres seulement.

Une mesure souvent employée à Rouen était la somme. Celle de blé représentait 5 boisseaux et pesait de 340 à 350 livres (nous dirions aujourd'hui 170 à 175 kgr.). Le poids du boisseau était donc de 68 à 70 livres (34 ou 35 kgr.) et celui de 2 boisseaux de 130 à 140 livres (68 à 70 kgr.), soit un peu moins du poids actuel de l'hectolitre de blé qui est de 77 kilogrammes. Il résulte également de ceci que la capacité du boisseau était de un demi hectolitre. Le setier, qui était peut-être avec la somme la mesure la plus employée dans la généralité de Rouen à la fin de l'ancien régime, contenait environ 156 litres. Le muid, enfin, mesure de Rouen, pesait 25 livres.

Voici le tableau des mesures de poids en usage sur les principaux marchés de la région; il fut établi en 1767 d'après les rapports que les subdélégués envoyèrent à cette époque à l'intendant et il représente assez fidèlement l'état de choses existant au milieu et dans la seconde partie du XVIII^e siècle (1).

1. Archives de la Seine-Inférieure, C. 102.

OBSERVATIONS	Marchés de :	Dates
2 boisseaux et 1/4 font une mine d'avoine.	Rouen	12 juin
	Dieppe	26 juin
	Neufchâtel	25 juin
	Magny	10 juin
Le sac de blé est de 6 boisseaux. Celui d'orge de 6 ras ou de 5 combles et celui d'avoine de 5 ras ou de 4 combles.	Evreux	12 juin
	Andely	16 juin
	Lyons	10 juin
Le boisseau est de 16 pots et le pot de 2 pintes.	Gisors	12 juin
La somme et de 6 boisseaux ras et de 2 quarts combles.	Pont-Audemer	4 juillet
	Pont-d-el'Arche	1 ^{er} juillet
	Eu	6 juin
	Le Havre	3 juin
Le boisseau est de 20 pots combles.	Caudebec	22 juin
	Pont-l'Evêque	3 juin

Année	Nature des grains	Mine			Boisseau			Minot			Poids du boisseau de l'étape mesuré ras		
		livres	onces	gros	livres	onces	gros	livres	onces	gros	livres	onces	gros
1767	blé	168	6								21	8	
	avoine				114	12					14	7	
id.	blé				43	12					23	4	
	orge				43	12					23	4	
	avoine				35	4					17		
id.	blé				44	7	3				25	2	
	orge				39	12	6				22	7	6
	avoine				36						17	11	3
id.	froment							75	10		25	8	1
	méteil							72	12		24	15	6
	seigle							69	10	2	24	4	2
	orge							66	5	3	22	12	4
	avoine							50	14	7	17		
id.	blé				66	11					24	2	
	orge				59	3					20	12	4
	avoine				44	13					15	2	
id.	blé				53						19	8	
	méteil				50	7					20	15	
	seigle				52	3					21	8	
	orge				47						19	8	
	avoine				32	9					13	2	4
id.	froment				57	1					22	2	
	méteil				53	7					21	5	
	seigle				55	14					21	12	
	orge				50	12					19	4	
	avoine				40	4					14	10	
id.	froment				59	4					26	4	
	méteil				57	12					25	10	
	seigle				56	13					24	12	
	orge				53						23	6	
id.	blé				33	10					21	9	6
	orge				47	14					19	2	6
	avoine				46		6				14	15	
id.	blé				70						23		
	orge				63						21	4	
	avoine				53	8					16		
id.	tous grains				35	13					23	3	
	avoine				41	8					17		
id.	blé				73	9					22	11	4
	orge				63	1	6 1/2				19	15	5 1/2
	avoine				54	8	1				15	5	
id.	blé				66	4					22	2	1/6
	méteil				63	12					21	4	2/3
	orge				56	4					18	10	4
	avoine				41	4					14	4	1/3
id.	blé				79	14					22	10	
	orge				67	8	2				16	6	
	avoine				67	15					20	15	

Il est naturel que la question de l'étalonnage de ces diverses mesures ait été jugée très importante à l'époque ; aussi le livre sur la vicomté de l'Eau à Rouen publié en 1856 par M. de Beaurepaire contient l'énumération de nombreuses décisions royales sur ce point. Dans la capitale normande les étalons des poids et mesures étaient confiés au vicomte de l'Eau qui s'occupait des transports et du commerce fluviaux. D'autre part, on ne pouvait peser des marchandises d'un poids supérieur à 24 livres à un autre endroit qu'au siège de cette vicomté. Cette prescription qui remontait au coutumier de Normandie avait été renouvelée par l'ordonnance de 1415 dans les termes suivants : « Au Poix de notre vicomté de l'Eau, les marchands d'icelle ville sont tenus d'y porter toutes les denrées et marchandises par eux vendues en gros à poids en icelle ville, au-dessus de 24 livres pesant, à nous en paier certain droit, sans que ce qu'ils en puissent poisier pour un jour plus hault que 2 douzaines pour une seule personne ne user de greigneurs poys que de dousainnes (1). » La déclaration royale du 24 octobre 1724 avait enfin interdit aux marchands en détail de se servir de poids supérieurs à 24 livres pour la vente et la livraison ; il leur était seulement permis d'avoir des poids de 26 et 52 livres pour vérifier les marchandises.

1. De Beaurepaire, *de la Vicomté de l'Eau*. Evreux, Hérissé, 1856, p. 110.

Dans les autres principales villes de la généralité le droit de jauge et d'étalon était accordé à diverses personnes, à Dieppe au vicomte (1), à Honfleur au prévôt du Roi. D'après un mandement adressé par le roi Philippe de Valois le 27 mai 1330 au bailli de Caux, les religieuses de l'abbaye de Montivilliers avaient la connaissance et le profit des poids dont on se servait pour la vente des marchandises dans les foires et les marchés de cette ville (2).

Pour indemniser les religieux de Saint-Wandrille des ravages que les bandes bourguignonnes avaient commis sur leurs terres, Louis XI leur céda « le droit de poids en la ville de Caudebec tel que lui-même l'exerçait à Rouen, c'est-à-dire le privilège exclusif de peser toutes denrées, marchandises accoutumées à être pesées et qui, dorénavant, seraient vendues, revendues, troquées et échangées à Caudebec et dans la banlieue (3). » Un arrêt de la Cour des Aides de Normandie du 25 octobre 1607 maintint l'abbaye de Saint-Wandrille dans la possession de ces droits et la situation demeura inchangée jusqu'à la Révolution.

Nous avons vu au début de ce chapitre les lois édictées par le Gouvernement pour que la France ne manque pas de blé et que les marchés soient approvisionnés suffisamment et à un prix abordable

1. *Ibid.*, p. 108.

2. *Ibid.*, p. 109.

3. De Beaurepaire, *De la Vicomté de l'Eau*, loc. cit., p. 107.

pour le menu peuple. Nous avons examiné ensuite les droits qui grevaient la vente et la circulation des grains; enfin les mesures de poids et de capacité viennent d'être étudiées. Il reste une question très importante qui n'a pas encore fait ici l'objet de nos recherches : nous voulons parler de la condition des négociants. Là encore, nous verrons l'Administration prendre des soins minutieux pour que les marchands ne prélèvent pas un bénéfice usuraire et ne puissent pas favoriser la hausse des cours.

On distinguait deux catégories de personnes qui se livraient au commerce des céréales : les négociants proprement dits et les « bladiers » ou « blatiers ». Nous commencerons par dire quelques mots sur ces derniers qui jouaient d'ordinaire le rôle d'intermédiaires entre les agriculteurs et les marchands en gros et qui assumaient le soin de garnir les halles des petites villes; nous voyons en effet leur nom revenir souvent sous la plume des autorités administratives et judiciaires de l'époque. Dans une lettre du 6 février 1768, déjà citée, le lieutenant général de Caudebec se plaint du nombre des blatiers qui viennent au marché de cette cité et qui sont cause, d'après lui, de l'augmentation du prix du blé qui vient de s'y produire (1). Le 11 juin 1757 la Chambre des Vacations du Parlement de Rouen décida de rendre un arrêt de règlement pour enjoindre aux

1. *Correspondance de Miromesnil, loc. cit.*, t. 5, p. 79 et *supra*, même chapitre.

laboureurs et « blatiers » de garnir les marchés (1). La répétition même de ces textes indique que le rôle de ces petits commerçants était très important; d'après Delamare, ils achetaient dans le fond des campagnes, de préférence là où l'absence de rivières et de chemins carrossables rendait les transports plus difficiles. Ils s'adressaient surtout aux cultivateurs pauvres, à ceux qui n'avaient pas de chevaux et qui ne pouvaient vendre plus de 4 à 5 setiers de grains. Ils centralisaient chez eux tous ces petits achats, les transportaient sur leurs bêtes de somme ou sur leurs charrettes de marché en marché, achetant des grains après en avoir vendu et arrivant de proche en proche dans les grandes villes et dans les ports où ils se défaisaient de tout leur chargement. Leur rôle était des plus importants l'hiver quand le mauvais état des chemins empêchait le transport des grains par voiture; ils continuaient alors de fréquenter les marchés et d'y faire leurs opérations habituelles sur les céréales. C'étaient le plus souvent des journaliers ou des cultivateurs que la culture de la terre ne parvenait pas à nourrir et qui n'avaient qu'un capital insignifiant; quelques livres d'avance leur suffisaient (2).

La situation des négociants proprement dits qui

1. Archives de la Seine-Inférieure, C. 104, pièce n° 352.

2. Delamare, *Traité de la police*, t. II, p. 90 et Le Taconnoux, *Le Commerce des subsistances en Bretagne au XVIII^e siècle*, Rennes, Oberthur, p. 65 et 66, 1909.

dans les villes possédaient quelquefois des capitaux considérables était réglée avant 1763 par les dispositions de l'ordonnance royale du 31 août 1699. Tout d'abord, nul ne pouvait être marchand sans une permission spéciale de l'Administration. « Nous avons fait et faisons très expresses inhibitions et défenses... à toutes personnes de quelque qualité qu'elles soient de faire à l'avenir trafic et marchandise de blés, seigles, avoines et autres grains pour les acheter, vendre et revendre dans notre royaume qu'après en avoir demandé et obtenu la permission des officiers de nos justices ordinaires dans l'étendue desquelles ils résident, qu'après avoir prêté serment devant eux et en avoir fait enregistrer les actes avec leurs noms, surnoms et demeures aux greffes des mêmes justices, à peine de confiscation des grains qui se trouveront à eux appartenant... de 500 livres d'amende et d'être déclarés incapables de faire le trafic et marchandise de grains » (art. 1^{er} de la déclaration). Cette ordonnance n'excluait des dispositions de son article premier que les négociants importateurs et exportateurs; ces derniers, probablement en raison de leur situation particulièrement importante, étaient dispensés des permissions et enregistrements qui viennent d'être exposés.

Certaines catégories de personnes ne pouvaient pratiquer le commerce des grains. « Défendons à tous laboureurs, gentilhommes, officiers, soit de Nous, soit des sieurs Hauts Justiciers ou des villes de notre

Royaume et à tous receveurs et fermiers de nos droits, commis à nos recettes, caissiers et à tous autres intéressés dans le maniement de nos finances ou chargés du recouvrement de nos deniers de s'immiscer directement ou indirectement, sous prétexte de sociétés ou autrement, à faire le trafic et marchandise des grains » (art. 2 de la déclaration).

Conformément aux dispositions de l'article 9, « les marchands de grains qui voudront contracter des sociétés générales ou particulières avec d'autres personnes pour raison du dit trafic et marchandise de grains seront tenus d'en passer des actes par écrit et de les faire enregistrer dans un mois au plus tard après leur date ».

Telles étaient les règles principales auxquelles fut assujettie la profession de négociant en céréales pendant près des deux tiers du XVIII^e siècle depuis 1699 jusqu'en 1763; elles avaient été édictées pour permettre à l'Administration de surveiller les marchands dont on redoutait toujours l'âpreté au gain et qu'on soupçonnait de vouloir édifier une fortune en rançonnant les consommateurs. Ces mesures n'étaient d'ailleurs pas les seules qui avaient été prises contre les négociants, mais, alors que les précédentes frappaient plutôt la profession, celles qui vont être exposées entravaient les opérations d'achat et de vente. Afin d'éviter les accaparements, l'article 10 de la déclaration du 31 août 1699 interdisait les enarrhements de grains en vert, sur pied et avant la récolte

« à peine de nullité des dites ventes, de perte des deniers qu'ils auront fournis d'avance pour les dits achats, d'être privés de la faculté de faire commerce des grains, de 3.000 livres d'amende qui ne pourra être remise ni modérée et de punition corporelle s'il y échoit. » Cette défense était appliquée strictement en tous temps, mais surtout aux époques de disette ; le Parlement de Rouen dans son célèbre arrêt du 15 avril 1768 ne manqua pas d'insister sur ce point et enjoignit aux boulangers, bladiers et marchands de ne pas acheter leurs blés en dehors des halles et marchés (1).

Les négociants normands essayaient d'ailleurs d'éluider ces prescriptions chaque fois qu'ils croyaient pouvoir le faire sans risques ; en 1757 plusieurs d'entre eux, chargés d'effectuer des achats dans l'Orléanais, arrhèrent des grains chez les fermiers ; malheureusement pour eux, Barentin, intendant d'Orléans, fut averti de leurs opérations et s'en plaignit au contrôleur général de Moras ; il déclara en particulier dans sa lettre au ministre que, le bruit de ces achats s'étant répandu, les laboureurs s'étaient imaginés que de tels enlèvements de blé annonçaient une disette et qu'ils en avaient profité pour vendre leurs céréales beaucoup plus cher (2).

1. Archives de la Seine-Inférieure, série B, Registre du Parlement de Normandie ayant pour titre *Conseil Saint-Martin*, 12-11-1767, 9-11-1768.

2. Archives de la Seine-Inférieure, C. 104, pièce n° 256.

Une fois autorisés à pratiquer le commerce des grains, les marchands étaient tenus d'assurer l'approvisionnement régulier des villes où ils avaient leur résidence. D'après l'article 7 de l'ordonnance du 27 novembre 1577 « les marchands seront tenus d'amener leurs grains au marché public de la ville où ils résideront, une fois le mois pour le moins, si plus souvent n'est ordonné et d'en avoir à cet effet toujours quantité en grenier ès dites villes et déclarer les autres lieux auxquels ils feront leurs achats et amas de grains ». Cette obligation de porter du blé aux marchés explique en partie pourquoi les intendants eurent si souvent recours à eux pour approvisionner la Normandie en temps de disette; il était difficile aux négociants de refuser leur concours aux autorités administratives puisque des textes de loi les obligeaient à garnir les halles.

En ce qui concerne les dépôts de blé qui étaient constitués par des marchands et qui se trouvaient autorisés par l'article 7 de l'ordonnance du 27 novembre 1577, il est permis de dire que l'application de cette disposition fut rendue très difficile dans la généralité de Rouen par suite de l'hostilité du peuple contre les accapareurs. L'opinion des gens éclairés en fut presque toujours partisan, sauf peut-être dans les grandes disettes de 1752, 1757 et 1768; nous connaissons en 1709 les idées de Boisguillebert, lieutenant général au bailliage de Rouen (1). Ces idées

1. Voir *supra*, même chapitre.

furent partagées au cours du XVIII^e siècle par les contrôleurs généraux et les intendants de Rouen. Les dépôts de blé étaient autorisés dans les temps d'abondance afin de posséder une réserve lorsque l'on commençait à souffrir de la disette; cet état d'esprit est exposé en peu de mots dans une lettre de Miromesnil à L'Averdy du 21 décembre 1767. « Ce n'est pas un grand mal, déclare-t-il en parlant des dépôts de céréales, attendu que ces magasins se retrouveront toujours au besoin et que la nécessité de vendre forcera ceux à qui ils appartiennent de s'en défaire tôt ou tard (1). » Il est donc permis de dire que, si légalement les dépôts de blé sont permis aux négociants alors qu'ils ne le sont pas aux cultivateurs (2), pratiquement cette différence de régime n'existe pas; dans l'un comme dans l'autre cas, les magasins sont tolérés dans les bonnes années, mais dès qu'il y a disette, le Parlement rend des arrêts pour contraindre cultivateurs et marchands à approvisionner les marchés. C'est ce qui se passa en 1752, 1757 et 1768 (3). Quelques années auparavant, le 22 octobre 1740, la Chambre des Vacations rendit un arrêt aux termes duquel elle faisait « très expresses inhibitions et défenses à toutes personnes de constituer aucun amas et magasins de bleds et autres grains ni de commettre aucuns abus, enarrhements

1. *Correspondance de Miromesnil, loc. cit.*, t. 5, p. 65.

2. Voir, *supra*, même chapitre.

3. Voir *supra*, même chapitre et *infra*, chapitre III.

ou malversations de quelque nature qu'ils soient dans les halles et marchés à peine de 500 livres d'amende et même de punition corporelle s'il y échoit, sans que les dites peines puissent être réputées comminatoires (1) ».

Les autorités administratives et judiciaires ont d'ailleurs eu en cette matière la main forcée par le peuple qui, dès que le prix du blé s'élève, murmure contre les accaparements vrais ou inexistants et organise le siège en règle des magasins où il soupçonne que des grains sont cachés. Le 14 juin 1757 un sieur Bernière de Pont-l'Evêque écrit à l'intendant de Brou pour lui dire que le prix du blé a considérablement augmenté depuis huit jours ; le peuple demande que des perquisitions soient effectuées dans les endroits où il croit qu'il existe des réserves (2). Cette lettre n'est qu'une des manifestations de l'état d'esprit qui vient d'être analysé et on voit encore percer la crainte des accaparements dans de nombreuses autres pièces conservées aux archives de la Seine-Inférieure.

Si tous les marchands de la généralité sans aucune exception devaient observer les règles qui viennent d'être exposées, ceux de Rouen toutefois bénéficiaient d'une situation toute particulière et très avantageuse. Afin probablement de mieux assurer l'approvision-

1. Archives de la Seine-Inférieure, série F, volume des arrêts du Parlement de 1730 à 1759.

2. Archives de la Seine-Inférieure, C. 104, pièce 341.

nement de la capitale normande, des édits de décembre 1692 et de juillet 1693 avaient érigé en litre d'offices une compagnie privilégiée de 112 négociants en grains. Ces marchands jouissaient d'un véritable monopole qui leur attribuait « non seulement le droit de vendre seuls des grains à la halle de la dite ville dans leurs maisons et boutiques et d'en tenir magasin chez eux, mais encore celui de pouvoir seuls acheter les grains qui y seraient transportés d'ailleurs par des laboureurs ou des marchands étrangers (1) ».

Bien plus, ils avaient seuls le droit d'acheter exclusivement et sans concurrence des grains dans quatre des principaux marchés de la province, à Andely, Elbeuf, Duclair et Caudebec; ils jouissaient enfin d'un autre moyen pour décourager le commerce libre qui aurait essayé de pénétrer sur la place; ils pouvaient en effet visiter tous les grains qui entraient dans Rouen et s'ériger en juges de leur bonne ou mauvaise qualité. Toutes ces dispositions légales privaient de liberté, tant à l'achat qu'à la vente, le commerce des subsistances dans la ville de Rouen et rendaient les négociants privilégiés seuls arbitres du prix des grains. On le vit bien, au cours de la terrible famine de 1768; la valeur des céréales augmenta tellement à la halle de la ville que le premier président Miromesnil, homme cependant pondéré, n'hésita pas dans sa correspondance avec L'A-

1. Turgot, *Œuvres*, édition Guillaumin, Paris, 1844, t. 2, p. 200.

verdy et Bertin à rendre les marchands privilégiés responsables pour partie de cette hausse exagérée. « Je crois, écrivait-il à L'Averdy le 18 mars 1768, que cela (l'élévation des prix) provient des marchands privilégiés de grains qui s'entendent pour soutenir le cours du blé dans la halle et qui revendent 18 livres ce qu'ils achètent 15 livres 10 sols et 16 livres 10 sols (1). » De même, dans une lettre à Bertin du 16 mars de la même année, Miromesnil se plaint de ce que les négociants faisaient tout ce qui était en leur pouvoir pour soutenir le prix du blé (2). Il est donc permis de dire que, si l'approvisionnement du marché de Rouen était assuré par cette compagnie, les habitants de cette ville payaient très cher la certitude d'avoir du pain; nous nous trouvons ici en présence d'une conséquence bien connue du monopole; lorsque des commerçants savent qu'ils n'ont à craindre aucune concurrence, ils s'entendent entre eux pour rançonner le consommateur.

Il existait aussi à Dieppe des marchands privilégiés de grains et on remarque que là encore des manœuvres étaient organisées pour faire hausser le cours du blé. « Des faits notoires, dit Roubaud, économiste de l'époque, ce sont les manœuvres des marchands privilégiés de Dieppe pour écarter toute concurrence. Un commerçant, nommé Jean, avait osé

1. *Correspondance de Miromesnil, loc. cit.*, t. 5, p. 119.

2. *Ibid.*, t. V, p. 119.

faire entrer du blé dans le port; ils s'efforcèrent de l'engager à le leur céder en lui offrant plus de bénéfice qu'il ne pouvait en attendre d'une vente publique; il le refuse; alors ils baissent insensiblement le prix de leurs grains, ils vendent à perte afin de le forcer à baisser le prix des siens, de le punir de sa témérité et d'apprendre à tous les négociants qu'un pareil commerce serait leur ruine (1) ».

Gênés dans leurs opérations par des règlements surannés, en butte sur les principaux marchés de la généralité aux manœuvres des marchands privilégiés de Rouen et de Dieppe, les négociants libres normands ne pouvaient guère donner à leur commerce une grande extension. Aussi, dès que les cultivateurs ne garnissaient plus les halles, une disette commençait à sévir dans toute la province; peu de marchands possédaient des capitaux assez considérables pour pouvoir importer du blé de l'étranger et les autres se voyaient opposer une prohibition de sortie par les intendants voisins, lorsqu'ils voulaient faire transporter à Rouen les céréales qu'ils venaient d'acheter dans les généralités environnantes. Afin de prévenir les émeutes qui accompagnaient toujours le manque de blé sur les marchés, les autorités administratives étaient obligées d'agir; elles guidaient les négociants dans leurs opérations; quelquefois même, lorsque la situation devenait inquiétante, elles

1. Roubaud, *Représentations aux magistrats*, p. 99, cité par Afanassiev, *loc. cit.*, p. 465 et 466.

les assuraient contre les pertes d'argent; par exemple, le 24 septembre 1757, le sieur Begouen-De-meaux remettait son compte à l'intendant de Rouen et lui signalait que 2.597 boisseaux de blé, achetés par lui aux frères Dubergier de Bordeaux pour une somme de 25.936 livres 16 sols 3 deniers n'avaient été vendus que 17.900 livres, d'où une perte de 8.036 livres 16 sols 3 deniers (1). Il arrivait quelquefois que l'Administration opposait une certaine résistance lorsque des commerçants lui demandaient de les indemniser d'un préjudice subi, mais dans ce cas la Chambre de commerce ne manquait pas d'appuyer la requête des intéressés, tant était répandue partout cette idée que le Gouvernement devait assurer lui-même la subsistance des Français. Voici un exemple qui prouve l'assertion précédente; en 1757, les frères Durand de Rouen avaient acheté à un sieur Olivier d'Orléans 685 sacs de blé au prix de 17.405 livres 13 sols 3 deniers et les avaient vendus à la halle de la capitale normande 15.453 livres 7 sols; il résultait donc de cette opération pour les marchands rouennais un préjudice de 1.962 livres 6 sols 3 deniers; en présence de ce résultat les syndics de la Chambre de commerce de Rouen adressèrent une requête à l'intendant de Brou et lui demandèrent réparation de la perte subie par les frères Durand (2).

1. Archives de la Seine-Inférieure, C. 104.

2. *Ibid.*, C. 104.

Très souvent les grains que les négociants vendaient n'étaient pas leur propriété; ils appartenaient au Roi qui, dans les époques de disette, les faisait venir de l'étranger ou des provinces suffisamment pourvues. Il en fut ainsi en particulier pendant la famine de 1757 et on constate qu'à cette époque le subdélégué du Havre entretenait des relations suivies avec un sieur Premord; négociant à Honfleur; ce dernier était certainement chargé par son subdélégué de vendre diverses cargaisons de blé pour le compte du Roi, sinon, on ne s'expliquerait pas pourquoi le relevé de ces opérations fut présenté à l'intendant de Brou (1). Le doute n'est d'ailleurs plus permis pour une vente de 946 sacs de blé et de 1.800 sacs de farine effectuée en octobre 1757 par un sieur François Lesable, négociant au Havre. Le compte qui présentait un excédent de recettes de 3.768 livres 12 sols 9 deniers indiquait que le marchand avait été chargé par le subdélégué Plaimpel de vendre ce chargement (2). Les secours dont il vient d'être parlé prirent d'ailleurs une véritable importance, car il résulte d'un état dressé le 4 août 1757 que les expéditions suivantes avaient été faites sur l'ordre de Plaimpel et pour le compte du Gouvernement : à Honfleur 2.900 boisseaux et 300 sacs de blé, à Rouen 5.880 boisseaux et 830 sacs de blé ainsi que

1. Archives de la Seine-Inférieure, C. 104, comptes du 30 juillet 17 et 27 août 1757.

2. *Ibid.*, C. 104.

1.900 quarts de farine (1). Si les mêmes faits ne se reproduisirent pas dans la même proportion en 1768, c'est parce que les idées de liberté prévalaient alors dans les sphères gouvernementales, mais si l'on avait écouté les représentations du Parlement de Normandie, il n'en aurait certainement plus été ainsi. Des commissaires spécialement désignés par cette assemblée pour délibérer sur la question des subsistances rédigèrent en effet le 29 avril 1768 un projet de lettre à adresser au Roi afin de demander des secours pour les habitants de la province et les chambres réunies approuvèrent cette supplique (2).

Puisque nous nous occupons des subsistances, il convient de dire que les Chambres de commerce s'intéressaient tout particulièrement à la question; le plus souvent d'ailleurs, comme nous allons le voir, elles agissaient de concert avec les administrations municipales. Il a déjà été parlé d'une intervention de la Chambre de commerce de Rouen auprès de l'intendant en faveur de négociants qui avaient éprouvé un préjudice dans la vente de leur blé (3), mais là ne se bornaient pas les initiatives de cette assemblée. En temps de misères publiques et de famines occasionnées par de mauvaises récoltes, la caisse ou plutôt le crédit de l'octroi des marchands rendait d'importants services en permettant de faire,

1. *Ibid.*, C. 104.

2. *Correspondance de Miromesnil*, *loc. cit.*, t. 5, p. 162 et 173

3. Voir *supra*, même chapitre.

de concert avec la ville, des achats de blé pour approvisionner les marchands. Un arrêt du Conseil d'Etat du 19 novembre 1740 approuva les emprunts qui avaient été faits précédemment par les octrois de la municipalité et de la Chambre de commerce et qui se montaient à 149.805 livres pour le premier et à 151.200 pour le second, soit au total 301.005 livres; de plus il autorisa de nouvelles opérations identiques pour une somme de 700.000 livres, 400.000 devant être prêtées aux marchands et 300.000 à la ville et il décida qu'en cas de perte sur la revente des grains achetés dans ces conditions le reliquat débiteur serait « passé dans la dépense des comptes de la régie des dits octrois dont Sa Majesté a prorogé et proroge la perception pendant le temps qui sera nécessaire pour parvenir au parfait remboursement de ceux qui ont prêté (1) ».

A une autre époque difficile, le 18 janvier 1752, le Conseil du Roi rendit un second arrêt du même genre que le précédent; cette décision permettait aux directeurs des octrois d'emprunter 200.000 livres pour l'achat de grains étrangers, destinés à l'approvisionnement de Rouen; cette somme était répartie de la manière suivante entre les deux octrois : 80.000 pour celui de la ville et 120.000 pour celui des marchands. Comme en 1740 la perte pouvant résulter de ces opérations devait rester à la charge

1. Vallon, *La Chambre de commerce de la province de Normandie* (1703-1791). Rouen, Cagniard, 1903, p. 193.

de la caisse municipale et de celle de la Chambre de commerce ; elle s'éleva en fait à 349.434 livres pour un chiffre d'affaires de 1.061.094 livres (1). Des achats de blé furent de nouveau autorisés par l'arrêt du Conseil du 5 décembre 1768 qui permit aux directeurs de l'octroi des marchands d'effectuer des opérations sur les grains jusqu'à concurrence de 300.000 livres et d'emprunter cette somme s'il y avait lieu. Se trouvant dans l'impossibilité de rembourser ses prêteurs dans le délai convenu, la Chambre de commerce dut demander au Roi de lui accorder une sorte de moratorium et le 10 mai 1770 un arrêt du Conseil prorogea le précédent emprunt jusqu'à concurrence de 120.000 livres (2).

A certains moment la Chambre de commerce ne marqua pas un grand empressement pour aider les négociants en grains ; il en fut ainsi notamment en 1758, époque où l'intendant de Brou cherchait dans le produit des octrois les moyens de prévenir la cherté du pain et d'encourager le commerce du blé. Ce dernier écrivit le 19 décembre 1758 dans les termes suivants aux membres de la Chambre. « Vous savez, Messieurs, que lors de la cherté que nous eûmes le malheur d'éprouver il y a deux ans sur le blé, je ne trouvai pas de meilleur moyen pour la diminuer et rétablir l'abondance dans la ville que d'exciter le commerce des blés en donnant une ré-

1. Wallon, *loc. cit.*, p. 193.

2. *Ibid.*, p. 193.

compense de 3 livres par muid de blé, mesure de Paris, à tous ceux qui apporteraient dans notre ville des blés qu'ils justifieraient étrangers ou de quelque autre province du royaume. Ce moyen eut en effet le succès que nous pouvions désirer; plusieurs négociants nous apportèrent des secours fort utiles et vous-mêmes voulûtes bien alors vous joindre à moi pour reconnaître et récompenser leur zèle. Quoi qu'il y ait tout lieu de croire que nous n'ayons plus à craindre à beaucoup près des circonstances aussi fâcheuses, j'ai cru devoir prier M. le Contrôleur général de me permettre d'employer les mêmes moyens pour les prévenir et en conséquence il m'a outorisé à donner sur les octrois au temps de la récolte prochaine une gratification de 3 livres par muid de blé, mesure de Paris, à tous ceux qui feraient venir dans la ville de Rouen des blés qu'ils justifieraient avoir fait venir de l'étranger ou de quelque autre province (1). » L'intendant terminait sa lettre en priant les membres de la Chambre de commerce d'encourager les opérations sur les grains, mais, contrairement à son attente, ceux-ci ne le suivirent pas de bonne grâce; ils déclarèrent en effet que ces mesures répandaient toujours l'alarme parmi le peuple et engageaient les laboureurs à conserver leurs céréales dans la crainte d'une disette. Ce n'est qu'après de nouvelles instances de la part de l'intendant que

1. Wallon, *loc. cit.*, p. 203 et 204.

la Chambre finit par s'incliner. Feydeau de Brou puisa alors, avec l'autorisation du contrôleur général, dans la caisse des octrois l'écu par muid de blé importé à Rouen et, le 25 mai 1759, il fit connaître aux membres de l'Assemblée les effets de cette mesure qui avait empêché l'augmentation du prix des grains pendant l'hiver (1).

Nous connaissons maintenant les conditions générales du commerce des grains vers le milieu du xviii^e siècle; on s'aperçoit facilement qu'elles étaient très complexes, mais ce qui était général dans toutes les lois concernant les céréales, c'était le désir qui animait leurs auteurs de procurer au menu peuple du pain à bon marché. C'est pour cela que l'exportation était le plus souvent interdite et que les intendants prohibaient les sorties de blé en dehors de leurs généralités; c'était encore pour éviter une hausse des cours causée par la cupidité que les cultivateurs et les marchands étaient entourés d'une surveillance constante. Enfin les diverses autorités gouvernementales, administratives, judiciaires, municipales et même commerciales essayaient par tous les moyens en leur pouvoir de faire régner une certaine abondance dans les marchés. A côté de ces diverses mesures qui sont toutes caractérisées par le même but, nous en avons bien remarqué d'autres qui nous ont paru dans l'ensemble du système constituer des ano-

1. *Ibid.*, p. 203, 204 et 205.

malies. Ainsi, le grand nombre des droits de marché et de péage et l'existence de marchands privilégiés devaient nécessairement entraîner une hausse des cours, mais c'étaient là de vieilles survivances du passé qu'un pouvoir central, pour ainsi dire anémié, devait avoir beaucoup de mal à détruire.

La liberté complète apparaissait bien dangereuse avant 1763 car on craignait que les cultivateurs et les marchands ne profitassent de l'absence de surveillance pour rançonner les ouvriers qui gagnaient de maigres salaires. Nous verrons par la suite qu'après 1763 la réglementation fut partiellement laissée de côté, mais il fallait attendre la Révolution pour que tout ce qui restait du vieux système qui vient d'être exposé fut définitivement aboli.

CHAPITRE III

LES DISETTES ET LES ÉMEUTES DE 1750 A 1763

La première émeute qui doit être signalée durant cette courte période est celle de 1752 ; elle eut pour cause réelle la cherté qui sévissait cette année-là et pour motif déterminant une ordonnance de l'intendant de Rouen qui défendait aux merciers d'acheter des cotons filés et aux fileuses de vendre à d'autres qu'aux fabricants. Cette décision de de la Bourdonnaye ne faisait que sanctionner un de ces règlements de métier qui interdisaient toute initiative aux ouvriers de l'ancien régime et qui séparaient les diverses professions par des cloisons étanches ; le moment était toutefois très mal choisi pour modifier l'état de choses existant, car le pain était cher et les facultés d'achat des petites gens se trouvaient limitées par leurs faibles gains ; or au lieu d'autoriser les travailleurs à étendre le champ de leurs opérations, on le restreignait au contraire ; on ne permettait plus aux fileuses de vendre aux particuliers et aux merciers de travailler les cotons filés qu'ils avaient l'habitude d'acheter aux fabricants et de négocier au détail.

Dès que ce nouveau règlement eut été porté à la connaissance du public, toutes les femmes du peuple s'attroupèrent dans les rues, sur les places et même au Palais, en criant qu'on leur enlevait le pain ; cette agitation n'aurait cependant peut-être pas eu de suite grave si, depuis plusieurs mois, les conditions difficiles de la vie n'avaient pas aigri la population rouennaise, mais dans la crainte de ne plus pouvoir acheter ce qui était nécessaire à leur nourriture, les ouvriers se portèrent presque immédiatement sur les magasins de blé du Roi aux Cordeliers, les magasins du Grand Cours, de Saint-Julien et des villages voisins de Couronne et de Déville. Un pillage méthodique commença et l'esprit de sédition se répandit au loin dans la campagne. Devant les proportions prises par la révolte, le Parlement n'hésita pas à rendre un arrêt aux termes duquel le régiment de Dampierre qui était dispersé dans le pays devait d'urgence opérer à Rouen sa concentration ; on enjoignit d'autre part à la garde bourgeoise de prendre les armes, mais cette dernière ne mit aucun empressement à suivre les instructions qui lui étaient données ; quelques-uns de ceux qui obéirent furent massacrés par les rebelles et le président de Bailleul dut publier « du vœu unanime du Parlement » une ordonnance où il était dit que ceux qui ne se dérangeraient pas seraient privés du droit de bourgeoisie, punis de prison, de 50 livres d'amende ainsi que de la destitution et exclusion des maîtrises d'arts et métiers. Devant la pré-

cision de ce texte et les peines dont ils étaient menacés, s'ils restaient chez eux, les bourgeois acceptèrent enfin de marcher contre les révoltés et assurèrent le maintien de l'ordre avec l'aide du régiment de Dampierre qui venait d'arriver.

Le moment était venu de passer à la répression et le désir de tous était qu'il fallait y procéder avec vigueur ; le défaut d'exemples de sévérité dans les années précédentes avait enhardi les esprits séditeux ; c'est là le secret de la sédition actuelle ». C'est ainsi que s'exprimait l'avocat général Godart de Belbeuf et il continuait en demandant « des actes de sévérité capables de contenir désormais les plus factieux ». En fait, cinq personnes furent condamnées à la potence, d'autres aux Galères, à la prison, au blâme, à l'admonestation. Par ailleurs, afin de ramener l'abondance sur le carreau des halles, le Parlement ordonna aux laboureurs de porter leurs grains aux marchés et là il devait se trouver des prévôts, des officiers et des soldats qui avaient pour instruction de punir de mort et sur le champ tous les perturbateurs. Ces mesures n'eurent cependant pas pour conséquence immédiate le retour de la confiance car des bruits alarmistes continuèrent à circuler dans le public ; des magasins illicites et très nombreux recèleraient, disait-on, des blés qui s'y seraient gâtés et on aurait jeté des grains dans la rivière, alors qu'il n'y en avait pas dans les marchés ; de là venait la cherté du pain, cherté si excessive que, « le commun

peuple qui n'y pouvait atteindre en manquait totalement et était réduit, pour ne pas mourir de faim, à se former des nourritures qui faisaient horreur à l'humanité ».

C'est à ce moment, nous l'avons d'ailleurs déjà dit plus haut (1), que le Parlement de Normandie nomma des commissaires et leur donna l'ordre de dresser un état des blés qui se trouvaient dans les magasins de la région; ces blés devaient être immédiatement portés aux marchés. Une lettre du Roi censura l'arrêt dont il vient d'être question, et fit défendre d'y donner suite; le gouvernement reprochait au Parlement d'avoir intimidé les négociants qui faisaient venir des blés de loin et de paraître désapprouver ceux qui emmagasinaient par ordre du Roi. Le Parlement ne se tint pas pour battu et protesta dans un mémoire du 9 mai 1752; il y dépeignit en traits vigoureux le désespoir de la multitude et la détresse où les enarrhements de grains avaient réduit la province; il déclara qu'il avait seulement voulu atteindre « les misérables sans autre aveu que leur insatiable cupidité, ces gens durs qui préféraient leur vil intérêt aux sentiments d'humanité qui n'entrent jamais dans leur cœur, citoyens pervers sans commisération pour leurs semblables qui s'arrogeaient d'eux-mêmes le droit et la licence de faire des amas de blés et qui, cachant leurs trames avides

1. Voir *supra*, chapitre II.

sous le spécieux manteau des magasins ordonnés par le Roi, espéraient qu'elles ne seraient pas découvertes et qu'ils s'enrichiraient impunément de la misère et du sang du peuple. Ce sont ces gens odieux qui ont causé, qui causent encore le désespoir de votre peuple et sont les auteurs de sa misère. Leur crime doit être puni selon la rigueur des ordonnances ».

Huit jours plus tard, le Parlement rendit un second arrêt pour empêcher les enarrhements dans les marchés, mais cette fois, il tint à assurer la plus grande liberté aux négociants qui auraient eu l'intention de faire venir des grains de l'étranger ainsi qu'aux agents autorisés, chargés par le gouvernement d'en acheter pour son compte dans la province. Une lettre du ministre Saint-Florentin blâma à nouveau cet arrêt « qui pouvait donner croyance à de fausses idées » mais le Parlement passa outre à la volonté royale et décida le 18 juillet suivant que « ce qui avait été fait à ce sujet resterait en l'état qu'il était (1) ».

Le récit qui vient d'être rapporté montre quels étaient les sentiments de toute la population normande à cette époque et confirme ce qui a été dit sur ce point dans le chapitre II.

1. Toute cette question de l'émeute de 1752 et des événements qui la suivirent est étudiée d'après Floquet, *Histoire du Parlement de Normandie*, loc. cit., t. VI, Rouen, Edward Frère, 1842.

Le peuple et les autorités de la province préféraient que les marchés fussent approvisionnés par le Gouvernement plutôt que par les négociants, car le premier vendait presque toujours à perte, donc à bas prix, tandis que les seconds cherchaient à réaliser un gain, considéré par les uns et les autres comme usuraire. Le Parlement croyait encore à la vertu toute puissante de la réglementation, mais les ministres du Roi ne partageaient déjà plus complètement ces idées; bien que le « tableau économique de Quesnay » n'ait pas encore paru, on devine que dans les sphères officielles on souhaitait se décharger sur les négociants du soin d'assurer l'approvisionnement des halles.

Cette nouvelle orientation ne fut pas acceptée à Rouen, nous venons de le voir, et, devant la gravité de la famine, le contrôleur général dut faire envoyer du riz au Havre. Machault, dans une lettre du 12 février 1752, annonça cette expédition à de la Bourdonnaye et lui donna l'ordre de le distribuer dans les cantons où le besoin s'en fera le plus sentir (1). Ce riz arriva peu après et, afin que le prix n'en soit pas trop élevé, il fut exempté des droits d'entrée. Cette exonération se produisait très souvent dans des cas semblables, mais il est curieux de constater combien était grande à l'époque la crainte de la fraude; le 21 février 1752, les fermiers généraux

1. Archives de la Seine-Inférieure, C. 105.

non seulement écrivirent à M. Puissant, leur directeur à Rouen, pour lui faire savoir qu'il n'aurait pas de taxes à percevoir, mais encore ils le prièrent de surveiller avec soin le déchargement, afin qu'il ne soit introduit en même temps d'autres marchandises ou de la contrebande (1). La ville de Rouen souleva de grandes difficultés avant d'accepter cette exemption et prétendit exiger le paiement d'un droit de pontage sur le riz qui avait été déposé à Rouen ; cette prétention fut d'ailleurs repoussée et le Conseil du Roi rendit l'arrêt suivant : « Les riz doivent être exempts de tous droits et l'adjudicataire n'a pu prendre la ferme que sous cette condition qui est de règle : ainsi la demande de la ville n'est pas mieux fondée que le serait la demande en indemnité de l'adjudicataire s'il la formait (2).

Cette fourniture de riz est la seule qui paraisse avoir été faite par le Gouvernement en 1752 et, jusqu'en 1756, nous ne trouvons plus trace aux archives de la Seine-Inférieure d'interventions ministérielles ou administratives dans le commerce des grains. La récolte de 1756 ayant été mauvaise en Normandie, on commença vers la fin de l'année à approvisionner la généralité de Rouen. C'est ainsi qu'on signale à l'intendant que le navire « La Jeanne Catherine » est entré le 2 décembre dans le port du Havre avec un chargement de 1.549 barils de farine destiné à

1. Archives de la Seine-Inférieure, C. 105.

2. Archives de la Seine-Inférieure, C. 105.

secourir la région (1). Prévoyant sans aucun doute la prochaine disette, Feydeau de Brou prend même des mesures à longue échéance : le 26 décembre les sieurs André du Faillis, conseiller du Roi en l'élection de Chaumont et Magny et Georges Petit, receveur fermier de la seigneurie de Genainville s'obligent envers lui à faire conduire à Rouen 350 muids de blé, mesure de Paris, du 1^{er} janvier au 1^{er} août 1757, à raison de 50 muids par mois. Il était convenu d'autre part : 1^o que le prix de vente serait le prix courant de la halle, tant qu'il resterait au-dessus de 14 livres la mine, mesure de Rouen, mais qu'au-dessous, la négociation pourrait être différée ; 2^o qu'il serait payé aux sieurs du Faillis et Petit 3 livres par muid à titre de gratification, s'ils justifiaient avoir fait venir leur blé d'une autre province (2).

La disette ayant pris rapidement de très grandes proportions dans la région de Rouen, on fut obligé d'avoir recours aux réserves des autres généralités et, le 19 janvier 1757, dans une lettre à l'intendant de Soissons, le subdélégué de Noyon déclare qu'il a été chargé à Pont-l'Evêque, près Noyon, 108 muids de blé pour l'hôpital de Rouen, 109 muids pour le sieur Roost et 70 muids pour le sieur Petit (3). La cherté avait même atteint la région du Havre et nous savons que le 26 janvier le secrétaire de Feydeau de

1. Archives de la Seine-Inférieure, C. 104.

2. Archives de la Seine-Inférieure, C. 105.

3. Archives de la Seine-Inférieure, C. 104.

Brou recommandait au subdélégué Plainpel d'empêcher toute exportation (1). Les mesures prises pour empêcher la sortie des grains à l'étranger ne furent d'ailleurs pas sans gêner le commerce intérieur parfaitement légitime. Ainsi les sentinelles, postées dans les différents corps de garde des bords de la Seine, arrêtaient tous les bateaux chargés de céréales ; un laboureur des environs de Tancarville qui devait fournir de l'avoine à un régiment en garnison à Sotteville ayant vu son chargement dans l'impossibilité d'avancer à la suite d'une défense de ce genre, de Brou ne manqua pas de protester contre ces interdictions qui ne pouvaient que rendre encore plus difficile l'approvisionnement des marchés. Dans une lettre au duc d'Harcourt, en date du 22 janvier 1757, et déjà partiellement citée (2), il s'exprimait de la manière suivante : « Ces mesures sont on ne peut plus contraires aux vues de la Cour et du Gouvernement dont l'intention est que le commerce des blés et de toute espèce de grains soit absolument libre dans l'intérieur du royaume, parce que c'est là en effet le seul moyen que les provinces puissent se prêter les unes aux autres les secours dont elles ont besoin et la disette serait bientôt à craindre avec de pareilles gênes. Je vous avouerai que, si les gênes actuelles subsistent, j'aurai les plus grandes inquiétudes tant pour la subsistance de la ville de Rouen

1. Voir *supra*, chapitre II

2. *Idem*, chapitre II.

que pour celle du reste de la province. Il faut donc absolument que Messieurs les Officiers des gardes-côtes n'entrent pour rien dans cette administration (1). »

Malheureusement, la crainte de l'exportation était tellement ancrée dans l'esprit de tous que les justes réclamations de Feydeau de Brou ne furent pas prises en considération. Le duc d'Harcourt lui répondit en effet qu'il maintenait ses précédentes instructions aux gardes-côtes ; il était persuadé pour sa part qu'il y avait eu des embarquements de blé à la Canardière sur des navires hollandais et il craignait que la Normandie ne fournisse des grains en contrebande à Jersey et à Guernesey. « Il peut bien arriver, ajoutait-il, qu'il résulte quelques inconvénients des ordres que j'ai donnés pour empêcher tout embarquement de blés sans permission, mais ils ne balanceront jamais ceux de l'exportation qui peut s'en faire de cette province à l'étranger (2). »

Quelles qu'aient été les explications du duc d'Harcourt, il est cependant certain que les mesures prises à son instigation devaient avoir pour effet de décourager le commerce et nous allons voir que le gouvernement contribuait lui aussi à raréfier le blé sur les marchés de la province ; des achats de grains

1. Hippeau, *Le Gouvernement de la Normandie d'après les archives des d'Harcourt*, t. IV, p. 430. Caen, Groussiaume de La-porte, 1864.

2. *Ibid.*, p. 432.

faits pour le compte du manutentionnaire des vivres avaient en effet donné lieu à des abus et la population avait été très émue par une expédition de 6.000 sacs de blé de Rouen à Caen et au Havre ; le Parlement ayant ordonné d'arrêter les personnes qui feraient de semblables expéditions, le contrôleur général de Moras protesta contre une telle mesure dans une lettre à Feydeau de Brou et déclara que des dispositions de ce genre empêchaient l'approvisionnement des troupes répandues en Normandie (1). Nous sommes toutefois bien obligés de reconnaître que le Gouvernement aurait pu procéder à ses achats dans d'autres provinces où la récolte avait été bonne plutôt que dans les environs de Rouen où une disette effrayante se préparait.

Ce furent les mois de mai, juin et juillet qui furent les plus difficiles à passer ; aucun des marchés de la généralité ne fut pourvu abondamment pendant cette période et des troubles éclatèrent un peu partout. L'intendant, ses subdélégués et le contrôleur général s'occupèrent de la question des subsistances jusque dans ses moindres détails, dirigeant les négociants dans leurs achats et ventes et faisant amener dans les régions les plus déficitaires des quantités importantes de grains fournis par le Gouvernement.

C'est au Havre que les difficultés commencèrent ; les échevins ayant fait placarder à la principale porte

1. Archives de la Seine-Inférieure, C. 103.

de l'église une affiche concernant l'augmentation du prix du pain, le subdélégué Plaimpel exposa à l'intendant dans une lettre datée du 1^{er} mai les craintes que cette nouvelle hausse du coût de la vie lui faisait éprouver : misère considérable, absence de travail, aggravation des impôts. Des troupes enfin allaient être nécessaires pour assurer le maintien de l'ordre et il était indispensable que des secours fussent envoyés (1). La cherté gagna ensuite rapidement la ville de Dieppe et le 13 mai de Brou dut conseiller au maire de cette cité d'encourager les marchands à faire venir une certaine quantité de blé des provinces où il était à bon marché (2).

L'extension que prenait cette disette ne pouvait manquer d'attirer l'attention des bureaux du contrôleur général et Moras, prenant à son compte les précédentes recommandations de Feydeau de Brou, lui conseilla d'engager les commerçants à aller acheter des grains dans la Beauce, l'Orléanais et le pays Chartrain, où ils se vendaient à un prix raisonnable ; c'est le seul moyen, disait-il en terminant, de ne pas laisser augmenter l'inquiétude qui règne dans votre généralité (3) ». Nous verrons bientôt que des achats eurent effectivement lieu dans la généralité d'Orléans, mais ils ne furent qu'un faible palliatif, tant la crise était grave. On ne se trouve plus désormais

1. Archives de la Seine-Inférieure, C. 104.

2. Archives de la Seine-Inférieure, C. 104, pièce n° 388.

3. Archives de la Seine-Inférieure, C. 104, pièce n° 383.

en face d'un simple mécontentement de la population ; des émeutes se préparent et elles seront si graves qu'à Louviers notamment le concours de la troupe sera nécessaire pour rétablir l'ordre. La révolte eut lieu dans cette dernière ville vers le 15 juin et il fut procédé à l'arrestation de trois des mulins, mais la maréchaussée n'étant pas assez forte et ayant même été maltraitée, on dut envoyer 50 hommes du régiment de Tournai qui furent bientôt remplacés par une compagnie du régiment de Beaufremont (1). A Forges, une émeute éclata entre le 20 et le 24 mai ; des sacs de blé furent crevés et de mauvais traitements furent infligés aux personnes qui les portaient. A Andely on dut faire assurer la garde de la halle par de la police et le secrétaire de Feydeau de Brou recommanda au subdélégué de donner les ordres nécessaires pour que les habitants trouvent suffisamment de blé au marché ; nous avons vu par ailleurs quelles pouvaient être ces mesures ; elles se réduisaient à une seule : veiller à l'application stricte des arrêts qui obligeaient les laboureurs à ne pas garder de grains dans les greniers (2). »

Pont-Audemer et Rouen virent aussi leur population s'alarmer ; dans la première de ces deux villes, le lieutenant général de police demanda même l'envoi de troupes et de détachements de la maréchaussée pour contenir le peuple, mais le 4 juillet, le repré-

1. Archives de la Seine-Inférieure, C. 104, pièce n° 303.

2. Archives de la Seine-Inférieure, C. 104, pièce n° 259.

sentant de l'intendant lui répondit que, le prix du blé ayant diminué, il ne voyait pas la nécessité de mettre de nouveaux renforts à sa disposition ; bien plus, selon ce dernier la fermentation que l'on constatait dans les esprits était due à la conduite de la maréchaussée de la région dont « les recherches et les contraintes sont contraires aux visées du bien public et incapables de ramener l'abondance (1) ». On voit sans difficulté combien les instructions des autorités administratives étaient contradictoires ; d'une part elles conseillent au subdélégué d'Andely d'employer des mesures de contrainte, de l'autre elles invitent le lieutenant de police de Pont-Audemer à plus de modération ; cela provient sans aucun doute de ce que l'intendant était gagné aux idées libérales mais qu'il n'en était pas de même pour la population normande ; aussi de Brou était obligé de faire de nombreuses concessions aux préjugés de ses concitoyens et n'opposait une certaine résistance que si la réglementation édictée par les représentants locaux du pouvoir central lui paraissait trop sévère.

En ce qui concerne la ville de Rouen, il faut reconnaître immédiatement que les tristes événements de 1752 ne s'y reproduisirent pas en 1757, mais nous savons que dans le courant de juillet une augmentation de 40 sols par mine de blé causa une certaine effervescence à la halle ; deux femmes furent arrê-

1. Archives de la Seine-Inférieure, C. 104, pièce n° 204.

tées et le Parlement jugea nécessaire de leur faire un procès (1).

Dans deux autres villes, Pont-l'Evêque et Honfleur, il n'y eut aucune émeute et cependant la cherté des grains ne manqua pas d'alarmer la population. Il en fut ainsi au début de juin dans la première de ces localités où une augmentation assez forte inquiéta vivement les habitants et donna naissance à des bruits d'accaparement ; cette hausse était d'ailleurs d'autant plus inexplicable que les halles étaient assez suffisamment garnies (2). A la même époque, le blé devint très rare à Honfleur : il y eut un marché où 17 sommes seulement furent apportées par les laboureurs et les marchands et « le peuple fondait en larmes en voyant le prix de la somme monter à 58 livres (3). »

Quelle fut l'attitude du Parlement de Normandie en présence de tels événements, telle est la question qui se pose maintenant ? Lui qui s'était montré en 1752 un farouche défenseur des mesures de réglementation ne pouvait rester inactif quelques années plus tard, alors que des disettes et des émeutes ravageaient la province. Nous allons voir en effet qu'il montra en 1757 des dispositions d'esprit identiques à celles que nous lui avons déjà connues. L'Assemblée

1. Archives de la Seine-Inférieure, C. 104, pièce n° 37.

2. Archives de la Seine-Inférieure, C. 104, pièce n° 344.

3. Archives C 104, pièce n° 268, lettre de M. Lechevallier à M. de Brou du 18 juin 1757.

des Chambres du Parlement décida le 11 mai : 1^o de rendre un arrêt pour enjoindre aux laboureurs et blattiers de garnir les marchés ; 2^o d'ordonner de rechercher s'il y avait des blés cachés et 3^o de faire apposer aux halles une affiche qui promettrait toute sûreté à ceux qui y apporteraient des grains (1). Cette décision aboutissait à la mise en vigueur des anciennes ordonnances qui privaient de toute liberté le commerce des grains, mais, cette fois, nous ne voyons pas comme en 1752 le Gouvernement s'opposer à des mesures de ce genre. La disette actuelle étant plus générale que la précédente, le pouvoir central était sans aucun doute débordé par les événements ; peut-être même était-il retourné aux idées de réglementation. Il se borna à prohiber complètement l'exportation et à favoriser les envois de céréales effectués par les autres provinces à destination de la généralité de Rouen.

Dans le premier ordre d'idées, nous connaissons déjà la lettre adressée le 10 mai 1757 par le contrôleur général à Feydeau de Brou en vertu de laquelle la sortie des grains à l'étranger était complètement interdite (2). De Moras attachait tant d'importance à cette question qu'il crut devoir y revenir encore le 20 juin ; des bruits continuant à circuler dans la province au sujet d'une prétendue exportation de blé, il recommanda à l'intendant de veiller à l'ap-

1. Archives de la Seine-Inférieure, C. 104, pièce n^o 352.

3. Voir *supra*, chapitre II.

plication stricte des ordonnances et des circulaires qui prohibaient ce genre de commerce (1).

Dans le second ordre d'idées nous voyons le ministre s'occuper des moindres détails concernant l'approvisionnement des marchés ; c'est ainsi que, dans une lettre du 16 mai 1757, il demande à Feydeau de Brou de s'assurer que 203 mines de blé, chargées le mois précédent à Soissons pour le compte d'un sieur Dégremont sont bien parvenues à destination (2). Peu de temps après, le 29 juin, Moras signale à l'intendant que cinq navires partis de Brest le 23 arriveront prochainement à Honfleur avec un chargement de 14 à 15.000 quintaux de vivres, tant grains que farine et biscuits ; une autre expédition de 5 à 6.000 quintaux de blé ne tardera pas à être effectuée (3). Il va de soi que le contrôleur général suivait d'un œil attentif la vente des céréales qu'il dirigeait vers la généralité de Rouen ; il conseillait notamment à l'intendant de les faire porter aux marchés en vue d'obtenir une baisse notable des cours mais aussi il lui recommandait de veiller à ce que la diminution ne soit pas assez considérable pour éloigner les laboureurs des halles.

Si le contrôleur général dirigeait de loin l'approvisionnement de la Normandie, l'intendant et ses agents, les subdélégués n'étaient pas moins zélés que

1. Archives de la Seine-Inférieure, C. 104, pièce n° 258.

2. Archives de la Seine-Inférieure, C. 104, pièce 384.

3. Archives de la Seine-Inférieure, C. 105.

lui dans l'étude et le règlement des questions de détail. De Brou suivait avec une attention minutieuse les variations du prix des grains et il alla même jusqu'à faire demander le 14 juin par son secrétaire à Oudart, subdélégué d'Andely, de lui envoyer le cours du blé après chaque marché (1). Son activité était d'ailleurs très loin de se borner à cela ; il dirigeait les céréales du Roi et des négociants vers les lieux où leur présence était le plus nécessaire ; la disette sévissant à Rouen à la fin de juillet, il demanda au subdélégué du Havre, Plaimpel, de faire expédier à un négociant, nommé Delacour, un chargement de blé assez considérable et de la meilleure qualité afin de faire baisser les prix à la halle et aux marchés circonvoisins (2). Cette démarche ne demeura pas sans suite et le subdélégué répondit le 27 juillet à l'intendant qu'avant la réception de sa lettre il lui avait déjà envoyé de la farine et qu'il se proposait de faire partir le lendemain une allège de blé à destination de Rouen (3). Nous savons par ailleurs que ce Monsieur Delacour reçut de Plaimpel quelques jours après : 1^o par le navire Sainte-Marie 2.650 boisseaux et 289 sacs de blé ; 2^o par un autre navire 1.310 quarts de farine (4). Cet approvisionnement n'est pas le seul qui ait été constitué par ordre de l'intendant pour assurer une abondance relative sur

1. Archives de la Seine-Inférieure, C. 104, pièce n^o 342.

2. Archives de la Seine-Inférieure, C. 104.

3. Archives de la Seine-Inférieure, C. 104.

4. Archives de la Seine-Inférieure, C. 104.

la place de Rouen. Le 2 août après avoir reçu une lettre de Feydeau de Brou demandant l'envoi de secours considérables, le subdélégué du Havre annonça à son supérieur qu'un chargement de blé était parti la veille à la marée du soir et que 320 quarts de farine allaient encore lui être expédiés par la Marie-Anne (1).

Le souci des autorités administratives n'était pas concentré uniquement sur le marché de la capitale de la province ; elles veillaient aussi à ce que les petites villes ne manquassent pas de grains pour leur subsistance, et c'est ainsi que le 3 août, une négociante d'Honfleur, Mme Prémord, n'hésita pas à écrire au sieur Plaimpel qu'il ne lui restait plus que 150 boisseaux en magasin ; ne pouvant en donner que 2 boisseaux par personne, elle lui demandait de lui faire parvenir 3 à 4.000 boisseaux de blé (2).

Afin d'avoir à sa disposition des quantités aussi considérables de grains, il va sans dire que l'intendant était obligé de les faire venir des autres provinces et même de l'étranger, puisque toute la généralité était atteinte par la disette. Là encore, nous constatons que Feydeau de Brou veillait aux moindres détails ; pour ne pas se voir opposer des prohibitions de sortie par les autorités du lieu, il demandait le 4 juin au contrôleur général d'autoriser le transport au Pecq du blé acheté dans l'Orléanais et le pays

1. Archives de la Seine-Inférieure, C. 104.

2. *Ibid.*, C. 104.

Chartrain (1) ; trois jours après, le 7 juin, afin de ne pas perdre de temps, il pria un subdélégué de l'intendant d'Orléans de faire le nécessaire pour lui procurer les voituriers qui devaient transporter à Rouen les grains qui venaient d'être achetés (2) ; enfin sur ces entrefaites, il écrivait à l'inspecteur du port de Marly de faire décharger un bateau rempli de bois ; grâce à cette mesure, ce navire pouvait se rendre à Conflans où il devait prendre du blé destiné à l'approvisionnement de Rouen (3).

Lorsque les négociants et les autorités administratives voulaient faire venir du blé par mer de l'étranger ou des autres provinces françaises, ils étaient obligés de prendre de multiples précautions pour éviter que les cargaisons ne soient confisquées par les Anglais avec qui nous étions en guerre à cette époque ; le moyen classiquement employé pour détourner les soupçons de nos ennemis consistait dans l'établissement de plusieurs connaissements ; les uns, destinés à rester secrets, formaient la loi des parties et prévoyaient le déchargement dans un port normand ; les autres, qui figuraient ostensiblement parmi les papiers du bord, indiquaient un port étranger, hollandais le plus souvent, comme lieu de destination. Voici d'ailleurs un exemple de cette convention ; il constitue l'article 7 de la charte partie du

1. *Ibid.*, C. 104, pièce n° 369.

2. Archives de la Seine-Inférieure, C. 104, pièce n° 362.

3. *Ibid.*, C. 104, pièce n° 365.

navire « La Sainte-Catherine » (pièce datée du 30 juin 1757). « L'affréteur voulant pour plus grande sûreté de la cargaison en déguiser la véritable destination, il est convenu que le dit capitaine signera de doubles connaissements, les uns pour Le Havre et les autres simulés pour Amsterdam à l'adresse du sieur Marc Fraissinet. Il sera également passé une charte partie simulée entre le dit capitaine et le sieur Vouley pour le dit lieu d'Amsterdam afin que, en cas de rencontre et de visite à la mer, le dit capitaine puisse dérober la connaissance de sa véritable destination (1). « Ces précautions étaient tellement nécessaires que Moras non seulement les tolérait, mais encore les recommandait : il écrivait en ces termes au sieur Plainpel le 16 juillet 1757 : « Il est fort essentiel que le secret soit observé sur les noms des différents navires neutres qui ont été expédiés de Brest et de Bordeaux pour la Normandie ; je ne doute pas que vous ne l'ayez recommandé à ceux que vous avez chargés de vos ordres dans les ports de leurs destinations ; vous sentez combien cette précaution est importante, afin que dans le cas où quelques-uns de ces navires seraient pris, les négociants d'Amsterdam à qui ils sont adressés soient à portée de les réclamer, sans qu'on puisse opposer des soupçons de leur véritable destination fondés sur des bruits qui auraient pu y transpirer (2). » Quelques commerçants même ne

1. *Ibid.*, C. 104. pièce n° 159.

2. Archives de la Seine-Inférieure, C. 104.

sentaient pas leurs grains suffisamment en sûreté lorsqu'ils étaient expédiés avec de faux connaissements sur des navires français ; ils préféraient que l'on se servît pour ce genre de transport de navires étrangers qui écartaient davantage les soupçons des Anglais. C'est ce sentiment qui animait le sieur Helot lorsqu'il écrivait le 15 juin 1757 à Feydeau de Brou pour lui proposer de faire venir à Rouen du blé de Vannes ou de l'île de Noirmoutier à bord de bateaux hollandais (1).

Le commerce des grains causant beaucoup de soucis aux autorités de l'époque, il était naturel que les personnes qui s'en occupaient plus spécialement reçussent des gratifications proportionnées aux services rendus ; aussi, lorsque la disette de 1757 fut terminée, on prit soin de récompenser la maréchaussée qui avait maintenu l'ordre dans les marchés et le subdélégué du Havre Plaimpel. Le 12 septembre 1757 Feydeau de Brou reçut l'autorisation de verser 200 livres au commandant de la maréchaussée et de répartir une somme de 1.000 livres entre les différentes brigades qui s'étaient signalées par leur dévouement au bien public (2). Un an et demi plus tard, le 9 avril 1759, le contrôleur général Silhouette signala à l'intendant de Rouen qu'il y avait lieu de remettre à Plaimpel la gratification qui lui avait été accordée en remerciement de l'activité qu'il avait

1. Archives de la Seine-Inférieure, C. 104.

2. Archives de la Seine-Inférieure, C. 104.

manifestée en 1757 ; muni de cette autorisation, Feydeau de Brou rendit l'ordonnance suivante : « Vu les ordres à nous donnés par M. le contrôleur général des Finances, nous ordonnons au dit sieur Le-sable de payer au sieur Plaimpel, notre subdélégué au Havre, la somme de 1.000 livres, dont M. le contrôleur général nous a pressé de le gratifier par rapport aux peines et soins qu'il s'est donnés dans l'exercice de ses fonctions relativement aux blés et farines (1) »

Nous avons constaté que l'administration ne ménageait ni son temps ni son argent pour adoucir les épreuves des classes populaires en temps de disette, mais tout cela coûtait cher et les sommes provenant de la vente des blés du Roi rentraient difficilement dans les caisses du Contrôle général. C'est ainsi que le 13 avril 1758, le manutentionnaire des vivres de la marine n'avait pas encore récupéré la valeur des fournitures de grains par lui faites à la Normandie en 1757 ; Feydeau de Brou conservait en caisse à cette date une somme de 107.157 livres 2 sols 10 deniers qui ne lui appartenait pas et il restait à recouvrer 50.490 livres 11 sols 4 deniers auprès des négociants et des administrations municipales (2).

D'autre part, bien que tout ce qui avait été déboursé par le trésor royal dût finalement retomber

1. *Ibid.*, C. 105.

2. *Ibid.*, C. 105.

sur le peuple sous forme d'impôts, l'administration centrale chercha à se décharger sur les autorités locales du soin de payer le reliquat débiteur des comptes de 1757. La disette qui vient d'être exposée ayant occasionné des dépenses très considérables, Silhouette fit remarquer à Feydeau de Brou que les sommes payées par l'Etat pouvaient seulement constituer une avance dont le remboursement devait être effectué « dès que les besoins ont cessé et que les peuples jouissent d'un temps plus heureux (1) ». Le montant des secours fournis s'étant élevé effectivement à 538.088 livres 9 sols 3 deniers et les ventes ayant produit 327.389 livres 9 sols 4 deniers, il restait un solde débiteur de 210.698 livres 19 sols 9 deniers qui devait être réparti entre les généralités de Rouen et de Caen. Naturellement Feydeau de Brou protesta contre cette réclamation dans un mémoire au contrôleur général en date du 10 juillet 1759 et il ne manqua pas de faire remarquer qu'une imposition supplémentaire de 200.000 livres, même ajoutée à la taille et répartie sur deux années, serait très mal accueillie par la population (2). Silhouette ne reçut pas avec faveur les explications de l'intendant et, dans sa réponse du 13 août, il fit savoir à ce dernier que, si les remboursements réclamés n'étaient pas effectués, le Gouvernement se verrait obligé de ne plus

1. Archives de la Seine-Inférieure, C. 105.

2. *Ibid*, C. 105.

secourir les provinces atteintes par la disette (1).

De 1759 à 1763, année où commence la période de liberté, il ne se passa pas d'événements notables ; en 1762 toutefois on put craindre un moment que la généralité ne connût encore de mauvais jours, mais heureusement le manque de blé aux halles ne se fit pas sentir longtemps. Vernon seul eut à subir un commencement d'émeute au début d'avril 1762, mais le lieutenant général du bailliage le fit réprimer par la maréchaussée et les principaux meneurs furent arrêtés (2).

Voici terminée l'étude d'une période où s'est révélé l'état d'esprit de l'immense majorité des hommes du XVIII^e siècle vis-à-vis du commerce des grains. A cette époque, le producteur n'est rien, il peut seulement avec le prix de vente de son blé couvrir ses frais d'exploitation ; seul le consommateur retient l'attention ; pour que ce dernier obtienne une nourriture à bon marché, on annihile par des mesures de réglementation le commerce qui prélève un bénéfice et par conséquent fait monter les cours ; on s'en remet au Gouvernement du soin d'approvisionner les marchés sans remarquer que les pertes éprouvées retombent finalement par l'augmentation des impôts sur ceux-là mêmes qu'on cherche à soulager. Nous allons entrer à partir de 1763 dans une période où les idées sont plus larges, où la maxime

1. *Ibid.*, C. 105.

2. *Ibid.*, C. 105.

« laissez-faire, laissez-passer » va être en honneur, mais cela ne durera pas longtemps et bientôt nous verrons reparaître les errements que nous venons de constater.

CHAPITRE IV

LA PÉRIODE DE LIBERTÉ 1763-1770

Nous avons déjà remarqué à différentes reprises que de 1750 à 1763 le gouvernement ne paraissait plus croire à la vertu toute puissante de la réglementation ; en 1752 notamment il avait essayé de modérer le zèle du Parlement de Normandie qui gênait le commerce par ses arrêts de règlement tracassiers et, dans leurs lettres aux intendants de la Bourdonnaye et de Brou, les contrôleurs généraux qui se succédèrent au pouvoir pendant cette période de douze ans insistèrent presque toujours sur la nécessité de favoriser la circulation des grains de province à province. Bien plus cette bonne volonté avait amené sur ce dernier point en 1754 un changement dans la législation existante. Ce renversement dans les sphères officielles des théories admises jusque-là sans contestation était l'œuvre des physiocrates ; si le Conseil du Roi rendit l'arrêt du 17 septembre 1754, ce fut bien parce que ses membres avaient été convertis aux idées nouvelles par un livre d'Herbert tout récemment paru : l'Essai sur la police générale des grains ; mais là ne devait

pas s'arrêter l'effort de pénétration commencé par les « Economistes ». Contraindre les Français à ne plus considérer les provinces de leur pays comme des Etats séparés aurait été en effet très peu de chose, bien que déjà l'entreprise était assez malaisée à l'époque. La « secte », comme on l'appelait, voulait plus ; elle souhaitait détruire totalement le système en usage et instaurer partout la liberté à la place de la réglementation. Elle parvint à jouir à la Cour d'une grande influence, grâce à Quesnay, médecin du Roi, qui jouissait de la faveur personnelle de Louis XV ; ne dit-on pas en effet que le *Tableau économique* fut imprimé pour la première fois à Versailles en 1758 « sous les yeux et dans le palais même du Roi qui en tira des épreuves de sa main (1) » et dans ces conditions il n'est pas étonnant de constater que la législation fut imprégnée des nouvelles idées, avant qu'elles n'aient été reçues par le grand public.

Profitant du passage au Contrôle général d'un de leurs amis, Bertin, les physiocrates parvinrent à faire rendre par le Conseil du Roi la déclaration du 25 mai 1763 qui confirmait la faculté de transporter librement des grains à l'intérieur de la France et qui affranchissait la profession de marchand de diverses règles très gênantes. Cette loi, dans son préambule, allait même jusqu'à reconnaître que des fautes avaient été commises dans le passé. « Les

1. Afanassiev, *loc. cit.*, p. 149.

rois, nos prédécesseurs, ont regardé la liberté de la circulation dans l'intérieur comme nécessaire à maintenir, mais les précautions qu'ils ont cru devoir prendre pour empêcher les abus ont souvent donné quelque atteinte à la liberté... Rien n'est plus propre à arrêter les inconvénients du monopole qu'une concurrence libre et entière dans le commerce des denrées alimentaires (1). »

Dans ses articles 2 et 3 sur la circulation intérieure la déclaration de 1763 ne faisait guère que maintenir les dispositions de l'arrêt de 1754 ; elle allait toutefois un peu plus loin que ce dernier puisqu'elle affranchissait les grains « des droits de péage, passage, pontonnage ou travers à titre de propriété, engagement ou à quelque autre titre que ce soit (2) », mais nous verrons bientôt que l'on revint vite sur cette exemption et que la plupart des taxes sur les céréales furent maintenues. L'innovation principale figurait à l'article 1^{er}. « Permettons à tous nos sujets de quelque qualité et condition qu'ils soient, même les nobles et privilégiés, de faire, ainsi que bon leur semblera, dans l'intérieur du royaume le commerce des grains, d'en vendre et d'en acheter, même d'en faire des magasins, sans que, pour raison de ce commerce, ils puissent être inquiétés ni astreints à aucunes formalités (3). » Quant à l'article 5 il prescri-

1. Cité par Afanassiev, *loc. cit.*, p. 149. .

2. *Ibid.*

3. Cité par Afanassiev, *loc. cit.*, p. 150.

vait formellement l'abolition de toutes les règles opposées. « Dérogeons par ces présentes à tous les précédents édits et règlements, en ce qui pourrait y être contraire (1). » C'était anéantir les dispositions fondamentales de l'ordonnance du 31 août 1699 sur les marchands dont il a été question plus haut (2).

A la première lecture des passages intéressants de la déclaration de 1763, on pourrait croire que les opérations sur les grains allaient se dérouler dorénavant dans un atmosphère d'entière liberté et cependant il n'en devait rien être grâce à certaines dispositions de la loi nouvelle. On conservait en effet les règlements de Paris et les droits de marché et on passait sous silence les règlements locaux. Nous ne dirons rien de ce qui se passait dans la capitale, car cette question est en dehors de la présente étude ; nous nous arrêterons seulement sur le maintien des droits de marché et des règlements locaux ; la première de ces mesures ne pouvait avoir que des conséquences funestes, car elle avait pour suite nécessaire le maintien des officiers chargés de les percevoir ; or la permission de vendre en dehors des marchés ayant compromis les intérêts de ces officiers et des propriétaires des droits, les uns et les autres devaient nécessairement unir leurs efforts pour réduire la réforme à néant. En fait ils essayèrent de percevoir les taxes sur les négociations effectuées

1. *Ibid.*

2. Voir *supra*, chapitre II.

en dehors des marchés et ils ne manquèrent pas de s'opposer par tous les moyens en leur pouvoir aux achats de blé sur place chez les cultivateurs (1). Quant aux règlements locaux consacrés le plus souvent par un long usage, la déclaration de 1763 les maintenait puisqu'elle ne les abolissait pas et d'ailleurs n'en parlait dans aucun de ses articles. Les marchands privilégiés de Rouen et de Dieppe voyaient ainsi leur situation consolidée au moment même où la conversion des sphères officielles aux idées de liberté avait pu leur faire concevoir des craintes légitimes.

Nous avons vu (2) que la loi nouvelle dans ses articles 2 et 3 affranchissait les grains de tous les droits de circulation ; cette disposition donna naissance à des contestations sans nombre, car des taxes, ayant le même caractère spécifique, portaient suivant les lieux des noms différents et quelques-uns d'entre eux n'étaient pas cités dans la déclaration. On ne savait pas en particulier si les octrois avaient été supprimés. Les partisans des anciennes réglementations profitèrent de ce désarroi pour faire adopter par le Conseil du Roi des lettres patentes que l'on déclara interprétatives, mais qui en réalité réduisirent considérablement la portée de la réforme. La première de ces lettres, datée du 5 mars 1764, déclara que l'article 3 de la déclaration n'avait pas

1. Afanassiev, *loc. cit.*, p. 153.

2. Voir *supra*, même chapitre.

supprimé comme on l'avait cru « les octrois sur les grains, farines et légumes appartenant aux Etats, villes et communautés ou qui font partie des fermes ». Pour faire accepter plus facilement ce maintien de presque tous les droits de circulation, le Roi déclarait se réserver « lorsque les circonstances pourront le permettre, d'aviser aux moyens qui pourraient concilier les droits des Etats, villes et communautés avec la plus grande liberté du commerce des grains. » Quant à la seconde des lettres-patentes, datée du 7 avril 1764, elle ne faisait guère que répéter la précédente (1).

Il nous reste à voir maintenant comment la déclaration de 1763 fut accueillie dans la généralité de Rouen. Le Parlement de Normandie l'enregistra sans réserves, mais avec un long retard ; nous savons en effet par une lettre adressée le 9 janvier 1764 à l'intendant de Rouen et émanant des bureaux du contrôle général que cette formalité n'avait pas encore été effectuée à cette date. Il est fait remarquer dans cette missive que, si les circonstances n'avaient pas différé l'enregistrement au Parlement de la province, un sieur Bénézel ne se serait pas trouvé dans l'impossibilité d'envoyer des grains par mer en Provence et en Languedoc ; il y avait donc lieu d'autoriser la spéculation de ce négociant (2). Pour quelles

1. Afanassiev, *loc. cit.*, p. 158.

2. Arch. S.-I., C. 103.

raisons n'avait-on pas procédé à cet enregistrement dans un délai bref, ainsi qu'il était d'usage dans la plupart des cas ? Il est facile de répondre à cette question, si l'on se rappelle les tendances réglementaires que les membres de cette Assemblée avaient montrées au cours des disettes de 1752 et de 1757. Les idées nouvelles effrayaient encore nombre de parlementaires et plusieurs d'entre eux n'acceptèrent pas facilement de publier un édit qui renversait toutes les théories admises jusque-là.

La réforme du commerce intérieur n'était pas la seule qui fût désirée par les physiocrates ; ils avaient encore à cœur de mener à bien une transformation radicale des conditions de l'exportation et ils furent aidés dans l'exécution de leur dessein par l'avilissement du prix du blé qui se produisit à la fin de 1762 après une excellente récolte. Les représentants des négociants consultés répondirent par l'avis suivant : « Les députés du commerce qui désirent ardemment que votre agriculture soit enfin affranchie du joug sous lequel un préjugé destructeur la fait languir voteront pour la liberté de l'exportation des farines, d'autant plus volontiers qu'elle peut insensiblement préparer les voies à la libre sortie des grains qui serait vraisemblablement permise depuis longtemps par une loi générale, si l'on n'avait pas cru devoir procéder sur cette matière avec ménagement pour les préventions du peuple que la crainte de la disette fait trembler dans le sein même de

l'abondance, sans que la fertilité du sol ni l'exemple de l'Angleterre puissent le rassurer (1). »

Dès que le contrôleur général Bertin eut reçu cet encouragement, il fit préparer une ordonnance aux termes de laquelle l'exportation des farines de minot était permise sous la seule condition de payer un droit de un sol par quintal (2). Le Conseil du Roi approuva cette décision et lui donna force de loi le 27 mars 1763. A la fin de la même année la question fit un nouveau pas en avant et le gouvernement, par un arrêt du 21 novembre, ordonna que la liberté de sortie accordée aux farines de minot serait étendue à toutes les espèces de farines moyennant le paiement du droit fixé par l'ordonnance du 27 mars.

La récolte de 1763 ayant été excellente et les prix continuant à ne pas rémunérer le cultivateur, le successeur de Bertin au contrôle général, L'Averdy, voulut aller plus loin que ne l'avait fait son prédécesseur ; alors que ce dernier s'était obstinément refusé à autoriser l'exportation des grains, le premier geste de L'Averdy fut pour permettre de semblables opérations ; il limita, il est vrai, cette faculté de sortie aux menus grains, graines, fèves et ne l'accorda pas au blé et au méteil. Voici d'ailleurs en quels termes était rédigé cet arrêt qui est daté du 2 janvier 1764, « Sur ce qui a été représenté au Roi, étant en son conseil, que l'abondance des récoltes de toute

1. Cité par Afanassiev, *loc. cit.*, p. 212.

2. Archives de la Seine-Inférieure, C. 180

espèces depuis plusieurs années rendait difficile dans l'intérieur du royaume la consommation des menus grains et légumes, qu'une partie de ces denrées conservées depuis longtemps dans des greniers était exposée à un dépérissement prochain, si on ne leur procurait un prompt débouché, et Sa Majesté voulant favoriser en général le commerce des grains et autres denrées, exciter les cultivateurs et leur procurer autant que les circonstances le permettront tous les moyens de jouir des fruits de leurs travaux, Vu aussi l'avis des députés du commerce, Oûi le rapport du sieur de L'Averdy, conseiller ordinaire au Conseil royal, contrôleur général des finances ; le Roi, étant en son Conseil, a ordonné et ordonne qu'à l'avenir les menus grains, graines et grenailles, les fèves et autres légumes venant de l'étranger paieront à toutes les entrées du royaume, savoir les avoines 3 sols par quintal, les orges, sarrasins, maïs et autres menus grains et grenailles 2 sols 6 deniers par quintal et les fèves et autres légumes et graines 3 sols 7 deniers par quintal. Permet Sa Majesté la sortie à l'étranger par tous les ports du royaume indistinctement des dits menus grains, graines et grenailles, des fèves et autres légumes, à l'exception des blés, froments, seigles et méteils en payant pour tous droits, savoir : pour les avoines, 6 deniers par quintal, pour les orges, sarrasins, maïs et autres menus grains 5 deniers par quintal ; et pour les fèves et autres légumes et graines : 7 deniers par quintal ;

à l'effet de quoi les dits menus grains, graines et grenailles, fèves et autres légumes pourront être librement transportés tant par terre que par mer (1). »

Nous verrons bientôt que l'exportation du blé, du seigle et du méteil fut autorisée par un édit daté du 19 juillet 1764, mais il convient de signaler au préalable que les sphères officielles étaient tellement pénétrées des idées de liberté que la sortie de ces grains était très souvent permise à titre individuel au cours des mois précédents. C'est ainsi que, le 16 avril 1764, le contrôleur général priait l'intendant de Rouen de donner les ordres nécessaires pour que 250 tonneaux de blé provenant des récoltes du maréchal d'Estrées soient expédiés par le port du Havre à destination de Naples (2). Quatre jours plus tard, le 20 avril, L'Averdy autorisait l'envoi au même lieu de 25.000 quintaux de blé ; ces grains devaient être embarqués à Dieppe et il était recommandé à l'intendant de la Michodière de veiller à ce qu'une plus grande quantité ne sortît pas du royaume (3). Vers la même époque deux négociants du Havre, Baudry et Boullongue avaient fait venir de Dantzig une cargaison de blé, mais devant la vilité des prix qui sévissait en Normandie, ils demandèrent la permission de réexporter ce chargement, ce qui leur fut accordé le 18 juin (4). Le 17 juillet enfin, alors que la loi sur la liberté de sortie des

1. Arch. S.-I., C. 103.

2, 3 et 4. Arch. S.-I., C. 103.

grains n'était pas encore promulguée, le contrôleur général, dans une lettre à de la Michodière, autorisait un sieur Fleury à expédier du blé à Lisbonne (1).

Pendant ce temps quels étaient sur l'exportation les sentiments des membres du Parlement de Normandie ? Telle est la question qui se pose maintenant. Chose absolument incompréhensible à première vue, les parlementaires qui s'étaient montrés si attachés aux anciennes réglementations et qui avaient tant hésité à enregistrer la déclaration de 1763 étaient les premiers à réclamer la liberté de l'exportation. Dans une audience que leur avait accordée Louis XV au début de mai 1764, l'un d'entre eux s'exprimait de la manière suivante : « Sire, favorisez l'agriculture et le commerce en autorisant l'exportation des blés hors du royaume (2). » Cette demande fut maintenue même après que le contrôleur général L'Averdy eût objecté : « la disette qui affligeait le Languedoc, disette causée par l'enlèvement des blés de ce pays pour Rome et Naples qui en manquaient (3). » Qui donc avait pu être la cause d'un pareil revirement ? Il est permis de répondre que ce changement d'attitude fut dû presque uniquement à l'influence personnelle du premier président du Parlement. Dans une lettre à L'Averdy du 27 mai 1764 dont la teneur va suivre, Miromesnil fait savoir que la conversion des

1. Arch. S.-I., C. 103.

2 et 3. Floquet, *Hist. du Parlement de Normandie*, loc. cit., t. 6, p. 421.

Normands n'a pas été une chose facile et il conseille sur la matière de l'exportation d'agir avec beaucoup de tact et de mesure ; on devine sans peine à la lecture de cette missive que les idées exposées par Miromesnil étaient précisément celles dont il s'était inspiré à Rouen pour convertir ses collègues. « Je ne suis point surpris, disait-il, que le projet de permettre l'exportation des blés ait de la peine à réussir et qu'il alarme plusieurs provinces. La peine que l'on a eu ici à vaincre les préjugés sur cette matière est une preuve qu'il doit être difficile de les vaincre ailleurs. Ainsi c'est une affaire qu'il faut amener avec le temps à son point de maturité, afin d'éviter de cabrer les esprits, mais l'on pourrait, je crois, tolérer l'exportation pour la Normandie et pour les autres provinces qui la désirent, avant de donner une loi générale qui la permette dans tout le royaume, et par degré, persuader ainsi, à l'aide de l'expérience, ceux qui ne veulent pas encore adopter un système que je crois bon en lui-même, mais pour lequel cependant je crois qu'il ne faut rien risquer (1).

L'Averdy ne suivit qu'en partie les conseils de Miromesnil et fit adopter par le Conseil du Roi l'édit du 19 juillet 1764 qui accordait la liberté de l'exportation à toute la France et non pas seulement aux provinces qui l'avaient demandée. Après un préambule

1. *Correspondance de Miromesnil, loc. cit.*, t. IV, p. 283.

qui constituait un véritable exposé des motifs et où il était dit qu'il fallait empêcher le prix des grains de s'avilir au point de décourager le cultivateur, la nouvelle loi confirmait dans son article 1^{er} la déclaration de 1763 et permettait dans son article 2 à tous, y compris les nobles et les privilégiés de pratiquer le commerce des grains « soit avec les regnicoles, soit avec les étrangers et de faire à cet effet tels magasins qu'ils jugeront nécessaires ». L'article 3 autorisait la libre exportation des grains et farines de toutes sortes par mer et par terre « aux seules exceptions et limitations portées par les articles suivants. »

« La sortie des blés, seigles, méteils et farines, disait l'article 4, ne sera permise par mer, quant à présent, jusqu'à ce qu'il en soit par nous autrement ordonné, que par les ports de Calais, Saint-Valéry, Dunkerque, Fécamp, Dieppe, Le Havre, Rouen, Honfleur, Cherbourg, Caen, Granville, Morlaix, Saint-Malo, Brest, Port-Louis, Nantes, Vannes, La Rochelle, Rochefort, Bordeaux, Blaye, Libourne, Bayonne, Cette, Vendre, Marseille et Toulon et l'exportation ne pourra en être faite que sur des vaisseaux français dont le capitaine et les deux tiers au moins de l'équipage seront français sous peine de confiscation. » Il convient de s'arrêter ici un moment et de faire constater que, parmi tous les ports qui viennent d'être énumérés, cinq appartenaient à la généralité de Rouen : c'étaient ceux de Fécamp, Dieppe,

Le Havre, Rouen et Honfleur ; d'autres ports furent ultérieurement ouverts à l'exportation par des édits datés des 7 septembre et 6 novembre 1764, 17 janvier 1765 et 13 juin 1768, mais aucun d'entre eux ne se trouvait dans les limites de notre région.

L'article 6 contenait la concession faite aux adversaires de la loi nouvelle et peut-être aussi à ceux qui, comme Miromesnil, auraient souhaité des mesures différentes suivant les provinces. « Dans le cas, disait-il, où, contre notre attente et malgré les espérances légitimes que donne la libre entrée des blés étrangers, le prix du blé serait porté à la somme de 12 livres 10 sols le quintal et au-dessus... et que ce prix se serait soutenu dans le même lieu pendant trois marchés consécutifs, voulons que la liberté accordée par les articles précédents demeure suspendue dans ce lieu... jusqu'à ce que sur les représentations des officiers dudit lieu, qui seront adressées au contrôleur général de nos finances, l'ouverture dudit lieu ait été ordonnée en notre Conseil. »

Une taxe était naturellement perçue à la sortie des grains et le tarif était fixé par l'article 7 de l'édit à $1/2$ 0/0 du prix déclaré. Toutefois en raison des contestations qui se produisirent sur ce point entre les fermiers des droits et les négociants, on ne tarda pas à changer la législation : des lettres-patentes du 7 novembre 1764 remplacèrent cette taxe par un droit fixe sur la quantité : pour le froment 7 deniers et demi par quintal, pour la farine un sol par quin-

tal, pour l'avoine 6 deniers par quintal, pour les seigles, méteils, orges, sarrasins, maïs et autres menus grains 5 deniers par quintal. L'article 10 enfin maintenait les règlements propres à la Ville de Paris.

Le peuple des villes se montra dès le premier moment irréductiblement hostile à cette déclaration car il se rendit très bien compte que son application devait entraîner une hausse de prix, peut-être minime, mais cependant inévitable. Le Parlement de Normandie au contraire qui avait sollicité la publication de l'édit, n'éprouva pas de suite ce sentiment de réprobation ; il partageait tout à fait à cette époque l'enthousiasme qui avait gagné les hautes sphères de la société à l'apparition des doctrines physiocratiques et il crut même devoir écrire au Roi aussitôt après l'enregistrement de la déclaration « pour lui rendre de très humbles actions de grâces et avoir écouté favorablement les représentations de son Parlement (1) ». Il était d'ailleurs en parfaite communion d'idées avec les masses rurales qui espéraient voir monter le prix des grains grâce à la liberté de l'exportation. « Cette mesure, écrivaient le 22 juin 1764 les Annonces, affiches et avis divers de la Haute et Basse Normandie, ne pouvait que répandre la joie la plus vive parmi les habitants de la campagne, gênés dans le paiement de leurs fermages par la modicité actuelle du prix du blé (2). »

1. Floquet, *loc. cit.*, t. 6, p. 422.

2. Floquet, *ibid.*, p. 422, t. 6.

Les récoltes de 1764 et de 1765 ayant été bonnes, il ne se passa rien d'anormal dans la généralité de Rouen au cours de ces deux années ; le cours des grains monta, il est vrai, comme dans les autres provinces grâce au progrès de l'exportation mais cette hausse fut relativement peu importante et le prix de vente ne permettait pas encore au cultivateur de « retirer ses frais et ses dépenses (1) ». Avec 1766 les difficultés commencent et, dans une lettre à L'Avrery du 31 juillet, Miromesnil exprime la crainte qu'en raison des pluies continuelles le blé ne soit perdu. « Le blé, hier, au marché de Rouen, ajoutait-il, s'est vendu savoir le plus beau 13 livres 5 sols, 13 livres, 12 livres 15 sols et 12 livres 10 sols la mine, ce qui revient à peu près, l'un portant l'autre, 12 livres 15 sols. La mine de Rouen contient 4 boisseaux ; ainsi c'est à peu près 3 livres 3 à 4 sols le boisseau qui pèse environ 35 livres ; ainsi c'est à peu près sur le pied de 21 livres 16 sols le setier de Paris et de 9 livres 2 sols le quintal (2). » Depuis très longtemps le cours du blé n'avait pas été aussi élevé à la halle de Rouen et le peuple commençait à murmurer ; devant la menace d'une émeute, l'intendant de la Michodière pensait même devoir demander au gouvernement l'envoi de troupes pour empêcher des séditions de se produire si les grains augmentaient encore de prix, mais Miromesnil qui nous dévoile ce

1. Afanassiev, *loc. cit.*, p. 230.

2. *Correspondance de Miromesnil, loc. cit.*, t. 5, p. 197.

dessein et qui ne fut jamais partisan d'employer des mesures de violence, donna le conseil à L'Averdy dans sa lettre déjà citée de ne pas accepter cette suggestion (1). Les vues du premier président furent d'ailleurs partagées par le contrôleur général qui, dans sa réponse, promit à son correspondant qu'aucun régiment ne serait envoyé à Rouen, car cette solution ne pourrait manquer d'échauffer encore les esprits et de causer plus de mal que de bien (2).

La situation ne fit que s'aggraver vers la fin de l'année et en présence du haut prix atteint par le blé, le Parlement de Normandie jugea le moment venu d'assurer l'approvisionnement de la halle de Rouen ; le 24 octobre il prit un arrêté aux termes duquel le sieur Fleury, adjudicataire de la ferme des Moulins, devait porter un muid de blé à la halle chaque jour de marché à partir du lundi suivant 27. C'était la ville qui prenait à sa charge les pertes pouvant provenir éventuellement de ces négociations (3). Dans le même temps, les prix ayant dépassé 12 livres 10 sols le quintal, on ferma à l'exportation trois sur cinq des ports de la généralité où jusque-là la sortie des grains à l'étranger était autorisée : nous voulons parler de Rouen, Honfleur et Le Havre (4). Les commis des fermes chargés de l'ap-

1. *Corresp. Miromesnil, loc. cit.*, t. 8, p. 197.

2. *Ibid.*, p. 201.

3. Arch. S.-I., Registres du Parlement, série B 16, f^o 108.

4. Afanassiev, *loc. cit.*, p. 161.

plication de cette dernière décision ne surent pas faire la discrimination entre les envois de blés à destination des autres puissances et ceux qui étaient faits aux diverses provinces de France ; ils crurent que comme autrefois la prohibition de sortie s'appliquait à ces deux sortes d'expéditions et ils interdirent à un sieur Laval d'embarquer du blé à Rouen sur un navire en partance pour Toulon. Le contrôleur général averti autorisa la spéculation de ce négociant (1) ; cet événement est sans contestation possible de minime importance, mais il était bon cependant de ne pas le passer sous silence, car il est un signe révélateur de l'état d'esprit qui régnait à cette époque. Les doctrines physiocratiques n'avaient nullement pénétré dans les masses populaires ; dès que les prix s'élevaient, l'affolement commençait et on demandait aussitôt à l'administration de remettre en vigueur les anciennes réglementations.

Le calme serait certainement revenu dans la généralité si la récolte de 1767 avait été meilleure que la précédente, mais au lieu de constater une amélioration dans le rendement des cultures, on ne tarda pas à s'apercevoir que, cette année-là encore, la Normandie manquerait du blé nécessaire à sa consommation. Le prix des céréales d'ailleurs ne cessait pas de monter et, de même qu'en 1766, le peuple murmurait contre la liberté de l'exportation qui était, d'après

1. Arch. S.-I., C. 103.

l'immense majorité des gens, la cause des maux dont on souffrait ; les employés des fermes essayèrent encore d'empêcher les envois de céréales à destination de l'étranger ; à Dieppe notamment ils s'opposèrent à une expédition de blé pour Portsmouth et cette opération ne fut autorisée qu'après une intervention du contrôleur général (1) ; il ne faudrait pas croire cependant en présence de cette décision que le gouvernement était systématiquement favorable à la liberté de l'exportation, au risque peut-être de laisser affamer les populations ; il ne faisait bien au contraire qu'appliquer la loi d'une façon stricte et il savait refuser l'autorisation de sortie lorsqu'une des dispositions de l'ordonnance du 19 juillet 1764 lui commandait de le faire ; c'est ainsi que, Rouen ayant été fermé à l'exportation en 1766, le contrôleur général interdit un envoi de blé de cette ville à destination de Dunkerque qui, comme nous l'avons vu plus haut, était réputé port étranger (2). De même le taux prohibitif de 12 livres 10 sols le quintal ayant été atteint à Dieppe et à Fécamp dans le courant de 1767, ces deux ports ne furent plus autorisés à se livrer à ce genre de commerce.

A partir des mois de juillet et d'août les difficultés sérieuses commencèrent et Miromesnil signala à L'Averdy dans une lettre du 1^{er} août que l'inquiétude gagnait de plus en plus la ville de Rouen à cause

1. Arch. S.-I., C. 103.

2. Voir *supra*, chapitre I^{er}.

du haut prix des céréales (1). Le cours du blé atteignait le 13 juillet, au marché de la capitale normande, 15 livres, 14 livres 15 sols et 14 livres 10 sols la mine, ce qui représentait sur l'année précédente une augmentation notable, puisque nous avons vu que, durant la même période de 1766, les prix se fixaient en moyenne à 12 livres 15 sols. Bien plus la cherté se faisait sentir encore davantage aux halles des environs et les officiers municipaux croyaient de leur devoir de garnir les marchés lorsque les négociants ne le faisaient pas suffisamment ; naturellement c'était l'exportation qui était rendue responsable de ces maux et Miromesnil dans sa lettre susvisée se fait l'écho de ce sentiment. « Plusieurs personnes, nous dit-il, qui ne sont pas encore persuadés sur l'avantage de l'exportation, alarmés par l'augmentation du prix des blés, marquent leur inquiétude et ne rassurent par conséquent pas le peuple. » Lui-même d'ailleurs a vu diminuer le zèle qu'il déployait en faveur de la liberté de ce commerce au cours de l'année 1764 ; le 1^{er} août 1767 il n'hésitait pas à demander à L'Averdy si le moment ne serait pas venu d'empêcher complètement les expéditions de grains à destination de l'étranger et il exprimait le regret que les opérations de ce genre n'aient été prohibées pendant quelque temps que par la Seine. « Il en a résulté, disait-il, qu'il ne nous est point venu de blé de l'intérieur du royaume par le canal de la Seine

1. *Correspondance de Miromesnil, loc. cit., t. 5, p. 3.*

et que l'on en a enlevé pour l'étranger dans tous les ports de la province, en sorte que notre blé 's'en est allé sans qu'il nous en soit revenu (1). »

La situation ne s'améliora guère dans les jours qui suivirent. Du 1^{er} au 15 août le blé fut coté en moyenne à Dieppe 12 livres 10 sols le quintal, à Caudebec 12 livres 8 sols, à Rouen 12 livres 11 sols 3 deniers, à Andely 13 livres 10 sols, à Lisieux 11 livres 12 sols, à Pont-l'Evêque 11 livres, à Pont-Audemer 11 livres, 6 sols, 8 deniers (2). A partir du 20 août une légère diminution est à signaler ; les prix tombèrent respectivement sur les marchés de Dieppe, Caudebec, Rouen, Andely, Lisieux et Pont-Audemer à 11 livres 5 sols, 11 livres 8 sols 9 deniers, 10 livres 16 sols, 9 livres et 10 livres 13 sols 4 deniers (3).

Il est à remarquer que, pendant cette période et pendant toute l'année 1768 qui suivit, ce fut le premier président Miromesnil qui s'occupa principalement de la question des subsistances ; il agit beaucoup plus que l'intendant de la généralité et il est probable que ce dernier s'effaça d'autant plus volontiers devant lui qu'il le savait lié d'amitié avec L'Averdy et par conséquent plus apte que quiconque à attirer sur la province la bienveillance du contrôleur général. C'est encore en effet par Miromesnil

1. *Corresp. de Miromesnil, loc. cit.*, t. V, p. 4 et 5.

2. *Ibid.*, p. 6 et suivantes, t. V.

3. *Ibid.*, t. V, p. 17 et 32.

que nous connaissons la cherté qui sévissait durant le mois de septembre 1767 et qui depuis lors ne cessa pas jusqu'à l'été de 1768 ; le peuple témoignait son mécontentement en présence des difficultés croissantes que lui occasionnait le prix élevé des subsistances et, chose regrettable dans une période comme celle-ci, les boulangers n'étaient pas sans être quelque peu responsables de l'aggravation de la situation ; « ils y contribuaient, nous dit Miromesnil, par quelque affectation à cuire moins qu'à l'ordinaire (1) » et des procès-verbaux durent être dressés contre 12 à 14 membres de cette corporation qui vendaient à faux poids.

Dans le même mois de septembre 1767 les halles de Rouen ne furent pas à certains jours suffisamment garnies et le premier président se vit contraint d'engager « les Messieurs de Ville » à y faire porter du blé de leurs magasins, mais malheureusement ces envois de grains n'amenèrent pas une diminution appréciable, tant étaient déficitaires les approvisionnements constitués par les négociants (2). Aussi il n'est pas étonnant de constater que le Parlement de Normandie, en présence de cette cherté persistante, ait prêté une oreille favorable aux adversaires des déclarations royales des 25 mai 1763 et 19 juillet 1764. Dans une lettre à L'Averdy du 13 octobre 1767, Miromesnil exprime la crainte que la Chambre des

1. *Corresp. Miromesnil*, t. V, *loc. cit.*, p. 46 (l. du 20 sept.).

2. *Ibid.*, t. V, p. 46-48.

Vacations, pressée par les représentations qui lui étaient adressées, ne rendit des arrêts qui gêneraient le commerce intérieur et ici nous devons signaler que, si le premier président n'a plus beaucoup d'enthousiasme pour l'exportation, il reste par contre toujours persuadé que la liberté de la circulation intérieure est un bienfait et que la moindre atteinte qui y serait portée entraînerait de regrettables conséquences (1). Les juges de police qui enfin partageaient souvent dans les petites villes et dans les bourgs le genre de vie et les préjugés du peuple voyaient ainsi leurs idées adoptées par la majorité des membres du Parlement et se montraient tout disposés à donner des ordres pour entourer de formalités les ventes et les achats.

Sans nul doute cette offensive vigoureuse des adversaires de la liberté aurait amené les pouvoirs publics à réformer les déclarations de 1763 et de 1764, si un ministre autre que L'Averdy avait occupé le Contrôle général à cette époque ; mais loin de se laisser émouvoir par les réclamations continuelles qui lui étaient adressées, le contrôleur général s'employa de son mieux à calmer les esprits, et, par l'intermédiaire de Miromesnil et du président au Parlement de Bailleul, il fit connaître son point de vue aux diverses autorités de la province. Il s'exprimait ainsi au début d'octobre 1767 dans une lettre qu'il écrivait à

1. *Ibid.*, p. 49, t. V.

de Bailleul et où il était question de la nécessité de protéger la liberté de la circulation intérieure. « L'expérience de tous les temps a appris que ces précautions (les mesures contre la liberté) bien loin de remédier au mal l'ont augmenté par l'effroi qu'elles ont répandu dans le public et la gêne qu'elles ont apporté au commerce... Cependant comme il serait possible que l'on s'adressât à la Chambre des Vocations pour se plaindre de la cherté du pain, je vous prie d'éviter qu'il ne soit rendu aucuns arrêts qui puissent gêner le commerce des grains. Vous sentez combien cette gêne serait susceptible d'inconvénients dans les circonstances actuelles (1). » Pas une fois au cours de l'année 1768 L'Averdy ne donna le moindre démenti aux idées qui viennent d'être exprimées et, si son influence modératrice ne s'était pas donnée libre cours, il est infiniment probable que le Parlement aurait rendu son arrêt du 15 avril beaucoup plus tôt qu'il ne l'a fait et qu'il aurait entouré les négociations de grains de formalités encore plus nombreuses.

Le gouvernement d'ailleurs ne restait pas inactif et vers la fin de l'année 1767 il fit expédier diverses cargaisons de blé à destination de la généralité de Rouen ; c'est ainsi que le 2 novembre le subdélégué Plaimpel annonce à l'intendant de la Michodière l'arrivée dans le port du Havre de deux navires chargés chacun de 30 tonneaux de blé « La Catherine Olive »

1. *Corresp. de Miromesnil, loc. cit., t. V, p. 48*

et « Le Pierre Marie » (1) ; de même d'autres bateaux, munis d'un approvisionnement semblable et venant de Bretagne, étaient attendus le mois suivant, mais malheureusement la situation devenait si grave que ces envois n'étaient pas suffisants pour faire baisser les prix et assurer l'abondance sur le carreau des halles.

Le mois de décembre en effet ne vit se produire aucune amélioration, bien que les cultivateurs eussent fait battre le produit de leurs récoltes ; ils espéraient tous que les prix allaient encore augmenter, ne portaient rien aux marchés et conservaient leurs grains dans les greniers. Aussi il n'est pas étonnant de constater que des bruits d'exportation clandestine et illégale se répandirent dans le peuple et que beaucoup de gens considérèrent ces prétendues sorties de céréales comme la cause de la cherté qui sévissait. Miromesnil dans une lettre à L'Averdy du 21 décembre 1767 se fait l'écho d'une rumeur de ce genre, sans d'ailleurs beaucoup y croire. Des embarquements de blé se seraient faits, nous dit-il, dans des ports où de telles opérations étaient interdites ; des enlèvements auraient eu lieu la nuit et des Hollandais achèteraient en fraude une grande quantité de grains qu'ils emmagasineraient dans leur pays. Nous ne pouvons attacher aucune créance à ces bruits mais il est intéressant de voir encore une fois comment, en temps de disette, les imaginations s'échauf-

1. Arch. S.-I., C. 105.

faient et comment les récits les plus extravagants étaient admis sans contrôle (1) ».

Il est par contre beaucoup plus vraisemblable d'admettre comme l'ont fait à l'époque Miromesnil et L'Averdy que les marchands privilégiés étaient en partie responsables de la cherté. Sans vouloir les charger outre mesure, on peut tout au moins admettre que, maîtres du prix des grains grâce à leur monopole, ils devaient être incités à gagner le plus possible et nous savons par Miromesnil qu'ils ne manquaient pas de le faire. Les blatiers d'autre part qui étaient admis à se présenter à la halle de Rouen ne cédaient pas leurs grains à un prix inférieur à celui que demandaient les 112 négociants privilégiés et un cours uniforme, toujours assez élevé, ne tardait pas à s'établir au début de chaque marché (2). Aussi le premier président qui se montrait en toutes occasions partisan de la liberté la plus entière du commerce intérieur souhaitait vivement la venue de temps plus calmes où l'on pourrait songer à la suppression de cette corporation qui causait à la population rouennaise plus de mal que de bien. Ce sentiment était en tous points partagé par L'Averdy qui estimait que seule la concurrence pouvait amener une diminution dans les prix mais aussi qu'une telle mesure ne pouvait être prise en pleine crise alors qu'on se débattait au milieu de difficultés presque inex-

1. *Corresp. de Miromesnil, loc. cit., t. V, p. 66.*

2. *Ibid., t. V p. 66.*

triables. « Vous sentez, écrivait-il à Miromesnil, avec combien de peine l'on parvient à rompre la chaîne des anciens préjugés et je crois comme vous qu'il faut attendre des temps plus calmes pour s'occuper d'une réforme dont je sens toute l'utilité, mais dont je prévois en même temps toutes les difficultés (1). »

Vers la fin de l'année le premier président qui, comme nous l'avons vu, n'était plus du tout un défenseur de l'exportation, tenta un nouvel effort auprès du contrôleur général afin de limiter les dangers qui pouvaient résulter des envois de grains à destination des autres puissances ; il exprima notamment le désir que le taux prohibitif au-dessus duquel les sorties étaient interdites, fut abaissé de 12 livres 10 sols le quintal à 10 livres et. en agissant ainsi, il ne faisait que refléter l'opinion des moins acharnés parmi les adversaires de la déclaration du 19 juillet 1764 (2). Mais L'Averdy, qui en maintes occasions faisait siennes les idées de son correspondant, s'acharna dans le cas présent à défendre cette loi qui était son œuvre. Ne vivant pas dans une province maritime et n'étant aux prises que de loin avec les difficultés occasionnées par le manque de grains, le contrôleur général ne se rendait pas compte que le commerce intérieur était à peu près nul et ne pouvait à cette époque suppléer efficacement au déficit causé en Normandie par l'exportation, lorsqu'elle était permise ; il se con-

1. *Corresp. de Miromesnil, loc. cit.*, t. V, p. 68.

2. *Ibid.*, p. 68, t. V.

tenta de faire un exposé théorique pour expliquer le maintien de la déclaration attaquée, mais il oublia que souvent il y avait loin de la théorie à la pratique. « Il y a moins d'inconvénients, disait-il, que celles (les provinces) maritimes fournissent à l'exportation, elles sont plus à portée de recevoir des secours de l'intérieur et il est peut-être à désirer que les prix se soutiennent dans les ports afin d'y appeler les grains des provinces maritimes et de faciliter la circulation de proche en proche qui seule suffira pour remédier à l'intempérie des saisons et à la médiocrité des récoltes qui n'est jamais universelle dans la totalité du royaume (1). »

Le début de 1768 ne vit se produire aucune amélioration; bien au contraire la disette ne fit encore que s'aggraver au fur et à mesure que se consommait le maigre produit de la récolte de 1767. Des chargements importants de blé destinés à l'approvisionnement de la région étaient annoncés il est vrai, mais ils ne pouvaient arriver que plus tard sur les quais de Rouen; les uns qui s'élevaient à 10.000 mines de blé venaient de Bretagne et ne devaient être distribués aux populations que dans le courant de mars, d'autres étaient bloqués par les glaces à Amsterdam, Dantzig, Königsberg et Riga et les prévisions les plus optimistes ne prévoyaient leur débarquement que pour avril (2). En attendant si

1. *Corresp. de Miromesnil, loc. cit., t. V, p. 68.*

2. *Ibid., p. 84, t. V.*

le peuple restait tranquille, il souffrait. « La désolation augmente partout dans ce pays, écrivait le 15 février 1768 à Miromesnil le lieutenant général de Caudebec, et il m'a été assuré au bureau de l'hôpital où je viens de me trouver que nombre de pauvres de la campagne ont déjà fait du pain d'avoine. Je connais aussi par moi-même l'extrême misère de quantité de gens. Nous sommes réduits à supprimer aux pauvres de l'hôpital toute espèce de boisson, le mauvais poiré coûtant 28 livres le muid et nous trouvant obérés de deux années de notre revenu par la cherté du blé (1). »

La population de Rouen était également très à plaindre bien que l'on s'occupât d'elle plus que des habitants des autres villes et le premier président crut devoir faire tout ce qui était en son pouvoir pour empêcher la livre de pain bis d'atteindre le prix de 3 sols, jugé hors de proportion avec les facultés d'achat de la classe ouvrière; afin d'entraîner une diminution de la valeur du blé au-dessous de 17 livres la mine, ce qui devait éviter d'augmenter le prix du pain, Miromesnil invita la municipalité, vers le milieu du mois de février, à faire porter à la halle de Rouen par l'intermédiaire d'une tierce personne 6 muids de blé provenant des magasins de la ville; dans le même temps il s'était assuré le concours d'un négociant qui devait vendre au marché 4 ou 6 muids de

1. *Ibid.*, p. 85, t. V.

blé à un prix au-dessous du cours normal (1) ; malheureusement ces diverses interventions n'amenèrent pas le résultat que l'on avait espéré et il fut indispensable d'élever à 3 sols le coût de la livre de pain bis, mesure d'autant plus délicate à prendre qu'au même moment l'industrie traversait une crise et que les salaires étaient exceptionnellement bas.

Des murmures s'élevèrent à nouveau parmi le peuple à la fin de février et les membres du Parlement ne manquèrent pas de prêter une oreille complaisante aux réclamations qui leur étaient adressées ; on demandait en effet l'abolition complète des déclarations de 1763 et de 1764 en même temps que le retour aux anciennes réglementations et cela ne devait pas déplaire à ces magistrats qui étaient si vite revenus à leurs vieux préjugés. Ainsi que nous l'avons vu en octobre 1767, il ne fallut rien moins cette fois encore que l'influence personnelle de Miromesnil et les exhortations de L'Averdy pour empêcher le Parlement de faire un geste d'éclat. Il est d'ailleurs infiniment probable que, malgré ces interventions, la peur aurait amené les membres de cette assemblée à édicter des mesures réglementaires s'ils avaient connu la part prépondérante que leur premier président prenait à l'approvisionnement de la Normandie et les soucis que cette action continue lui occasionnait ; mais Miromesnil qui con-

1. *Corresp. de Miromesnil*, t. V, p. 89.

naissait à fond l'état d'esprit de ses collègues mit le plus grand soin à la recherche de ses collaborateurs et ne s'entoura en matière de grains que de gens dont il connaissait la discrétion absolue (1). Grâce à cette sage précaution on put retarder jusqu'à la fin de mars l'intervention du Parlement.

Les marchands privilégiés, dont nous avons vu l'âpreté au gain à la fin de 1767 (2), ne changèrent aucunement leur attitude dans les premiers mois de 1768 et ne firent qu'aggraver par leurs agissements la misère qu'avait déjà à supporter la classe ouvrière. Ainsi qu'il a été signalé plus haut, ils faisaient encore au début de 1768 tout ce qu'ils pouvaient pour soutenir le cours du blé et s'entendaient ensemble pour vendre 17 livres, 17 livres 10 sols, 18 livres et 18 livres 10 sols des grains qu'ils achetaient 16 livres 16 livres 10 sols et 15 livres 10 sols (3). La question de leur suppression fut à nouveau agitée dans la correspondance de Miromesnil et de L'Averdy, mais il fut vite reconnu que cette mesure serait tout à fait impolitique dans les circonstances présentes; en effet il était à craindre que, si on anéantissait leurs privilèges, ils excitassent le peuple à des révoltes et à des émeutes et d'autre part on avait besoin d'eux pour assurer l'approvisionnement de la halle de Rouen; les négociants libres

1. *Ibid.*, p. 100, t. V.

2. Voir *supra*, même chapitre.

3. Voir *supra*, chapitre II.

de la région n'étaient pas encore assez accoutumés au commerce du blé et ne s'y livraient qu'en tremblant; il faut d'ailleurs reconnaître pour les excuser que ces derniers craignaient le peuple et qu'ils se souvenaient avec terreur des séditions et des pillages de 1752 (1) »

On put espérer un moment que la situation allait s'améliorer grâce aux arrivages de grains qui se produisaient sur le carreau des halles; depuis le 17 février en effet des bateaux remplis de céréales et venant de Bretagne avaient effectué leur entrée dans le port et il débarqua ainsi à Rouen jusqu'au 7 mars 1.638 tonneaux et 550 sacs de froment, 110 sacs de farine et 295 tonneaux de seigle. Une certaine quantité de ces chargements ne fit, il est vrai, que passer et fut expédiée à Paris, mais plus de la moitié resta dans la capitale normande. Cependant en dépit de ces approvisionnements supplémentaires les prix ne diminuèrent pas. A quoi faut-il attribuer cette persistance de la cherté? On peut sans aucun doute répondre que les manœuvres des marchands privilégiés n'y étaient pas étrangères; ces négociants s'entendaient en effet avec les boulangers de la ville à qui ils vendaient à terme de paiement et qui pour cette raison préféraient traiter avec eux plutôt qu'acheter à des cours un peu moins élevés mais argent comptant à des commerçants libres; d'ailleurs marchands

1. *Corr. de Miromesnil, loc. cit.*, t. V, p. 115.

privilégiés et boulangers avaient grand soin de décrier, tant qu'ils le pouvaient, le blé qui arrivait de Bretagne et ils engageaient les bourgeois qui cuisaient eux-mêmes leur pain à ne prendre des grains qu'aux blatiers de la campagne qui vendaient très cher (1). Naturellement cela n'empêchait pas les boulangers de se plaindre à la première occasion et de solliciter à chaque instant des augmentations de la taxe du pain, aggravant ainsi une situation dont ils étaient déjà en partie responsables ; afin de gagner davantage ils allèrent même jusqu'à demander que les farines achetées par eux à l'étranger fussent exemptées du droit de banalité, mais leur requête fut rejetée le 20 mars par le Parlement de Normandie (2). En théorie il aurait été évidemment préférable que la banalité fut supprimée dès cette époque et elle le fut en fait sept ans plus tard en 1775, mais il est certain que dans les circonstances présentes l'exemption n'aurait servi qu'à ceux qui la sollicitaient et que le peuple n'en aurait pas tiré de grands avantages.

A partir du 15 mars, la cherté devenant intolérable, l'affolement commença à gagner les différentes classes de la société ; comme il arrive toujours dans les circonstances analogues, des faux bruits circulaient parmi la population et c'est ainsi qu'un jour on vint avertir Miromesnil que des révoltés avaient essayé

1. *Corr. Miromesnil, loc. cit.*, t. V, p. 119.

2. Archives municipales de Rouen, C. 37, note, n° 2.

de piller un magasin de blé aux Cordeliers ; or lorsqu'on voulut se renseigner sur ce qui se passait à cet endroit, on s'aperçut que la tranquillité n'y avait jamais été troublée (1). Ce qui était le plus terrible, c'était que les personnes de la haute société ne faisaient rien pour calmer les esprits ; bien au contraire « ceux qui font le plus de rumeur, nous dit le premier président, sont les gens au-dessus du peuple que la frayeur fait parler indiscretement devant leurs valets (2) ».

Cette surexcitation devait bientôt amener la population de Rouen puis celle de toute la généralité à procéder à des actes regrettables ; les troubles commencèrent l'après-midi du 22 mars dans la capitale normande et durèrent plusieurs jours. Le peuple s'attaqua à tous les magasins de blé, aux communautés qui possédaient des grains et aux bateaux qui en étaient chargés ; il pilla notamment les dépôts des Cordeliers, du Grand Cours, de la rue des Crottes, de la rue du Cul-de-verre, de la porte Cauchoise, des Augustins, des Capucins et des religieuses de la Visitation (3). Voici d'ailleurs comment débuta la sédition : le 22 mars un attroupement d'au moins 1.000 personnes fut signalé sur la rive gauche près d'un magasin de blé et les officiers de la maréchaussée reçurent comme instructions d'avoir à se rendre avec

1. *Corr. Miromesnil*, t. V, p. 119, *loc. cit.*

2. *Corr. Miromesnil*, *loc. cit.*, t. V, p. 128.

3. Floquet, *Histoire du Parlement de Normandie*, t. VI, *loc. cit.*, p. 424.

leurs troupes à l'endroit indiqué pour assurer le maintien de l'ordre ; de plus afin d'empêcher toute communication de la ville avec les émeutiers on prit soin de faire une coupure dans le pont de bateaux qui reliait les deux parties de la cité. Devant la gravité de la sédition et en l'absence du gouverneur et des troupes qui séjournaient à Rouen d'ordinaire, les chambres du Parlement furent convoquées par le premier président et prirent en mains la police. Elles donnèrent l'ordre aux compagnies de la Cinquante et des Arquebusiers ainsi qu'à la milice bourgeoise de prendre les armes et elles eurent d'autant plus à se louer de cette mesure que la populace rouennaise s'apprêtait à piller tous les magasins où elle soupçonnait qu'il y eut des blés cachés ; on n'arriva pas, il est vrai, à sauver les dépôts signalés plus haut, mais on put toutefois dissiper quelques rassemblements et empêcher d'autres pillages. Le lendemain 23 mars, vers 11 heures du soir, 300 habitants du faubourg Saint-Sever et de Sotteville se réunirent à nouveau auprès du même magasin de la rive gauche que la veille avec l'intention de s'emparer des grains qui y étaient conservés, mais la maréchaussée alertée à temps survint sur les lieux pendant le pillage ; 10 ou 12 personnes furent arrêtées et allèrent rejoindre à la Conciergerie les deux prisonniers qui avaient déjà été incarcérés vingt-quatre heures auparavant pour le même motif (1).

1. Arch. S.-I., C. 107.

Naturellement le Gouvernement fut averti tout de suite de ces troubles par un rapport dont la rédaction fut confiée à Miromesnil et deux jours plus tard, le 25 mars, le duc de Choiseul informa l'intendant de Crosne que deux régiments allaient être envoyés à Rouen pour assurer la tranquillité de la ville et des faubourgs ; il s'agissait du régiment de Navarre qui se trouvait à Cambrai et de celui de Royal Lorraine qui était à Hesdin (1). Cette mesure jointe à la mobilisation de la garde bourgeoise eut un effet tout à fait salulaire sur la marche des événements ; le calme ne tarda pas à revenir et le bruit ayant un moment couru que le peuple avait l'intention de piller un magasin de blé dans le faubourg cauchoise, il suffit de l'envoi sur les lieux d'un détachement de troupes pour qu'aucun incident ne se produisit (2).

Nous venons de voir les troubles qui attristèrent la ville de Rouen au mois de mars 1768 ; examinons maintenant quel était à la même époque l'état d'esprit des habitants de la campagne et des bourgs dans la généralité. Là aussi tout le monde était las de souffrir et dès que le peuple sut que la capitale de la province était en pleine effervescence, il s'empressa à son tour de prendre les armes et de piller les magasins de blé qui se trouvaient dans sa région ; des troubles se produisirent notamment à Bourgheroulde,

1. Arch. S. I. C. 107.

2. Hippeau, *Le gouvernement de la Normandie*, loc. cit., t. 4, p. 463.

Bourg-Achard, Darnétal, Maromme, La Bouille, Louviers, Gournay, Notre-Dame de Bondeville, Bèos, Caudebec et Yvetot (1). Le 26 mars au marché d'Elbeuf le peuple se fit livrer du blé à 3 livres le boisseau, prix inférieur à celui qui était ordinairement coté à ce moment-là (2). De même dans les premiers jours d'avril diverses émeutes eurent lieu à La Roche-Guyon et à Véteuil ; dans la première de ces localités les mécontents s'emparèrent de quelques mines de blé mais ils ne tardèrent pas à être facilement contenus ; à Véteuil après avoir maltraité le gardien et enfoncé les portes du magasin où ils étaient conservés, le peuple pillà 130 setiers de farine destinés à l'approvisionnement de Rouen ; au moulin des Milonets enfin, paroisse de Véteuil, 150 setiers de farine tombèrent aux mains des mutins (3). Le Parlement s'empessa d'informer contre les émeutiers tant de Rouen que des autres villes mais il ne prononça pas de nombreuses condamnations ; une personne fut envoyée aux galères ; d'autres furent admonestées par la Cour et plusieurs furent simplement remises en liberté. On doit attribuer cette absence presque totale de répression à deux causes : d'abord à l'indulgence que l'on ne pouvait manquer d'avoir pour des gens qui souffraient de la faim, ensuite aux instructions que le Parlement lui-même avait données pendant

1 et 2. *Corr. Miromesnil, loc.cit.*, p.133 et Hippeau, t.4, p.465.

3. Hippeau, *Le gouvernement de la Normandie, loc. cit.*, p. 471, t. IV.

les troubles aux officiers chargés de maintenir l'ordre. A Rouen, en particulier, le premier président ne disposant au début de la sédition pour contenir le peuple que de 12 cavaliers de la maréchaussée, 60 officiers de la bourgeoisie et une vingtaine de sergents dut donner l'ordre de ne pas verbaliser, ce qui aurait occasionné une perte de temps, mais de protéger avant tout les magasins attaqués (1) ; grâce à cette façon d'agir, les procès-verbaux faits après coup ne pouvaient être pris bien au sérieux et on arrêta les premiers venus pour en imposer aux émeutiers.

Les troubles qui viennent d'être rapportés devaient nécessairement confirmer les membres du Parlement dans leur désir de revenir aux anciennes réglementations et cette fois ni l'influence du premier président, ni les conseils de L'Averdy ne purent rien contre cet état d'esprit. Les chambres assemblées n'admirent pas, comme le contrôleur général l'écrivait le 28 mars à Miromesnil, qu'un arrêt sur la matière des grains aurait pour seules conséquences de donner raison aux préjugés du peuple et d'augmenter la fermentation qui régnait dans la région (2).

En pleine sédition, le 24 mars, elles permirent aux officiers municipaux du Havre de taxer le pain dans cette ville et le lendemain 25, elles autorisèrent la mise en vente à Rouen de trois sortes de pains ; le 28 elles donnèrent l'ordre aux boulangers d'avoir des

1. *Corr. Miromesnil, loc. cit.*, t. V, p. 153.

2. *Ibid.*, t. V, p. 137.

balances et des couteaux et de vendre au détail par livre, demi-livre et quarteron ; elles décidèrent encore le même jour que des officiers de la maréchaussée se transporteraient dans les foires et marchés pour empêcher les rassemblements, arrêter les séditions et punir de mort sans autre forme de procès toute personne prise en flagrant délit. D'autre part, des commissaires furent nommés pour établir le texte des remontrances qui devaient être adressées au Roi ; il avait été en effet décidé que l'on allait exposer à Sa Majesté la misère du peuple et supplier le gouvernement de suspendre la liberté de l'exportation, lorsque le prix du blé atteindrait 9 livres le quintal et non pas 12 livres 10 sols ainsi qu'il était dit dans l'ordonnance de juillet 1764. Enfin la Cour ordonna que les boulangers, meuniers, bladiers et marchands ne devraient entrer à l'avenir dans les halles qu'après que le peuple et les particuliers se seraient fournis.

Le 29 mars, le Parlement crut nécessaire de confirmer son arrêt de la veille où il était ordonné aux boulangers d'avoir des balances et des couteaux. « La Cour a ordonné, dit la nouvelle décision, que les arrêts des 13 janvier 1726, 27 octobre 1740, 18 mai et 14 juin 1752 et 6 mars 1754 seront exécutés selon leur forme et teneur et en conséquence que les boulangers seront tenus de garnir leurs étaux et boutiques d'une quantité suffisante de pain de la qualité requise par les règlements et notamment par l'arrêt du 25 de ce mois, d'en livrer à tous ceux qui en

demandèrent par livre, demi-livre et quarteron ; d'avoir des balances et poids jaugés et étalonnés pour y peser même sans réquisition des acheteurs le pain qu'ils vendront et de suppléer au poids qui se pourrait trouver défectueux par du pain de même qualité qu'ils couperont, à l'effet de quoi leur boutique sera garnie d'un couteau et de pain prêt à couper, à peine de 50 livres d'amende pour la première contravention, de destitution de maîtrise pour la deuxième et même de plus grandes peines s'il y échéait, enjoint aux commissaires de police de faire des visites exactes chez les dits boulangers et au Bel de la Vieille Tour et de faire leur rapport contre les contrevenants et au juge de police de prononcer les dites peines, sans qu'elles puissent être réputées comminatoires (1). »

En dépit de toutes ces mesures prises par le Parlement, les esprits ne se calmèrent pas dans la généralité et nous savons par une lettre envoyée le 16 avril 1768 par L'Averdy à Miromesnil que les Rouennais accusaient constamment le contrôleur général, le premier président, Choiseul et Trudaine de Montigny, intendant des finances, de s'être associés pour faire le commerce des blés (2). Ces bruits se rattachaient certainement à la croyance au pacte de famine qui aurait été conclu, d'après les dires des contemporains, entre le roi Louis XV et Malisset

1. Hippeau, *Le gouvernement de la Normandie, loc. cit.*, t. 4, p. 468.

2. *Corr. Miromesnil, loc. cit.*, t. V, p. 151.

chargé d'assurer l'approvisionnement de Paris ; ils devaient être accueillis en Normandie avec d'autant plus de créance que des achats assez considérables de grains avaient été faits d'une façon insolite l'année précédente dans les régions de Dieppe et de Fécamp, afin de faire hausser les prix et de provoquer la fermeture de ces ports à l'exportation ; d'autre part on sait que, lorsque les peuples traversent des circonstances tragiques, ils acceptent sans discussion les récits les plus invraisemblables qui leur sont faits.

Tout cela n'était malheureusement pas destiné à calmer le zèle des parlementaires qui rendaient les nouvelles lois de 1763 et de 1764 responsables de la pénible situation où la province était plongée. Miromesnil, toujours attaché à la liberté du commerce intérieur, essaya bien encore une fois de modérer ce désir de réglementer le marché des céréales et il proposa seulement à ses collègues de défendre aux juges de fixer le prix des grains ; de son côté le procureur général joignit ses efforts à ceux du premier président et exposa aux membres du Parlement les regrettables conséquences des dispositions qui pourraient être prises en vue d'interrompre la circulation intérieure (1).

Ces exhortations ne purent cependant changer en rien les idées des magistrats qui, après avoir puni les mutins du 22 mars, jugèrent le moment venu

1 *Ibid.*, t. V, p. 159.

de chercher à soulager le peuple ; le 15 avril il fut rendu un arrêt qui, au mépris des lois en vigueur, faisait revivre les anciennes ordonnances. Voici d'ailleurs le texte complet de cette décision : « La Cour, toutes Chambres assemblées, faisant droit sur le réquisitoire du procureur général du Roy a ordonné et ordonne que les articles 10 et 11 de la déclaration du Roy du 31 août 1699 et celle du 19 avril 1723, ensemble les arrêts et règlements de la Cour et notamment ceux des 22 octobre 1740, 16 mars 1752, 10 et 23 juin 1757 en ce qui concerne la police des halles et marchés seulement seront exécutés selon leur forme et teneur, ce faisant enjoint aux laboureurs, fermiers, décimateurs ou autres faisant valoir de porter chaque semaine leurs grains aux halles et marchés voisins pour y être vendus au prix courant d'iceux ; leur fait deffenses de vendre aucuns grains dans leurs greniers et ailleurs que dans les halles ou marchés, n'y d'en vendre aux dits marchés sur simple échantillon, pourront néanmoins les laboureurs, fermiers, décimateurs ou autres faisant valoir vendre et distribuer le blé dans leurs greniers aux habitants de leur paroisse pour leur usage seulement, autres cependant que les bladiers, boulangers et marchands de grains ; fait également deffenses à toutes personnes d'enarrher aucuns grains soit dans les halles, marchés ou ailleurs ; d'apporter aucuns troubles dans les marchés, d'injurier les laboureurs, bladiers ou autres qui y apporteront des grains, d'en fixer les prix, ou de les

forcer de le donner à un prix inférieur à celui auquel le propriétaire voudra le vendre, à peine d'être poursuivis extraordinairement et de punition corporelle ; deffenses encore faites aux boulangers, bladiers ou marchands de grains d'acheter leurs bleds ailleurs qu'aux halles et marchés, d'y mettre un prix au-dessus du courant, d'entrer dans les halles pour y acheter des grains que le public ne soit fourni ; à l'effet de quoy enjoint aux juges de police de fixer dans les marchés de leur ressort l'heure de l'ouverture de la halle destinée pour l'approvisionnement du public et le tems qu'elle durera, pour le temps passé les dites halles être ouvertes aux boulangers, bladiers, marchands de grains ou autres ; a ordonné et ordonne que tous les grains qui seront vendus dans les marchés y seront exactement mesurés et que les laboureurs et bladiers dans les poches et sacs desquels il sera trouvé une plus grande quantité de bled que celle que doit comporter le sac ou somme suivant l'usage du pays seront tenus de vendre le surplus sans pouvoir le donner à l'acheteur comme gratification ou surmesure à peine de 100 livres d'amende contre le vendeur et l'acheteur pour la première fois et du carcan en cas de récidive ; fait deffenses aux laboureurs et bladiers de donner aux boulangers, marchands de grains et autres aucune surmesure de quelque espèce qu'elle soit sous les peines ci-dessus et en outre de confiscation du sac ou somme de bled lesquelles peines ne pourront être

réputées comminatoires, remises ny modérées, fait pareillement deffenses à tous meuniers, garçons meuniers ou leurs préposés d'acheter du bled dans les halles directement ou indirectement sous peine de carcan ; leur enjoint sous les mêmes peines de se tenir aux portes ou entrées des dites halles pour y recevoir les poches et sacs des particuliers qui voudront faire moudre leurs grains à leurs moulins ; permet cependant aux meuniers d'apporter leurs bleds aux halles pour y être vendus par eux ou leurs préposés sans que, sous quelque prétexte que ce soit, ils puissent en acheter d'autres sous les peines cy-dessus ; enjoint aux juges chaquin en droit de soy de veiller exactement à la police dans les halles et marchés, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt, de poursuivre sans délai les contrevenants et d'informer la Cour des contraventions qui pourraient y être commises, à l'effet de quoi le dit arrêt sera publié et enregistré dans tous les bailliages et sièges du ressort, affiché dans tous les marchés et halles de la province et par tout où besoin sera à la diligence des substituts du procureur général du Roy aux dits sièges, lesquels seront tenus d'en certifier la Cour dans la quinzaine (1). »

Tel est ce célèbre arrêt qui anéantissait pour la Normandie ce pas vers la liberté complète qu'était la déclaration du 25 mai 1783 ; si dans la province

1. Reg. du Parlement de Normandie ayant pour titre : *Conseil Saint-Martin*, 12-11-1767, 9-11-1768 ; arch. S.-I. Série B.

on se montra naturellement satisfait de ses principales dispositions, il n'en fut pas de même à Versailles et le contrôleur général exprima son mécontentement dès le 16 avril au premier président dans les termes suivants : « Vous venez de rendre un bel arrêt : je vous vois aussi prêt de la disette que vous en étiez éloigné et je souhaite bien sincèrement de me tromper (1). »

Le 15 avril encore le Parlement essaya de rétablir dans leur intégrité les droits des marchands privilégiés de Rouen qu'on s'accordait jusque-là à considérer comme diminués par la déclaration de 1763 bien qu'ils n'y aient pas été officiellement abolis. Un sieur Surville ayant acheté 12 sacs de blé au marché d'Elbeuf, la Communauté des marchands de grains de la capitale normande prétexta qu'elle avait le privilège exclusif d'acheter aux halles d'Elbeuf, de Caudebec, d'Andely et de Duclair ; elle intenta une action devant le Parlement et obtint le même jour, 15 avril, la condamnation de son adversaire à 500 livres de dommages-intérêts ; on doit toutefois signaler dès maintenant que les négociants privilégiés n'eurent pas finalement gain de cause, car, Surville ayant fait appel, le Conseil d'Etat du Roi cassa le 22 novembre de la même année la décision des magistrats de Rouen (2).

Lorsqu'ils eurent rendu leurs deux arrêts du

1. *Corr. Miromesnil, loc. cit.*, t. V, p. 148.

2. Arch. S.-I., C. 103.

15 avril, les parlementaires ne jugèrent pas encore avoir travaillé suffisamment au soulagement du peuple et ils maintinrent en fonction les quatre commissaires qu'ils avaient désignés le 25 mars pour s'occuper plus spécialement de la question des subsistances avec le procureur général. Ces délégués s'assemblèrent le 29 avril pour lire le projet de la lettre qui devait être adressée au Roi en exécution d'un arrêt du 28 mars déjà cité et dans laquelle on devait demander au gouvernement d'envoyer des secours destinés aux habitants de la province ; là cependant ne fut pas l'intérêt de la réunion ; il résida surtout dans une déclaration que fit l'un des commissaires à la fin de la séance. Une société, disait ce magistrat, se serait rendue maîtresse du commerce des grains dans tout le royaume sous le prétexte fallacieux d'assurer l'approvisionnement de Paris et, d'après les bruits qui couraient sur ce point, le gouvernement lui aurait fait une avance d'un million pour lui faciliter ses opérations ; bien plus, obéissant à un calcul odieux, elle achèterait du blé dans les provinces où il est à bon marché pour le revendre très cher à l'étranger et elle se rendrait acquéreur de grains de même nature dans les parties du royaume où il est encore à bas prix pour le revendre plus cher dans celles qu'elle vient de dégarnir. Miromesnil qui assistait à la réunion ne laissa naturellement pas passer sous silence de telles insinuations et crut devoir faire observer que cette prétendue société n'avait jamais

pu exercer le moindre monopole de fait dans la Normandie tout au moins, car à Rouen même plus de 20 négociants faisaient venir pour leur propre compte et pour celui des particuliers des navires chargés de blé ; selon lui, la crise dont on souffrait si cruellement était imputable aux mauvaises récoltes de 1766 et de 1767 et jamais l'exportation n'avait été pratiquée dans la province sur une grande échelle (1). Quoi qu'il en soit, il était bon de signaler cette dénonciation par un membre du Parlement de Normandie des agissements supposés de la compagnie Malisset ; cet incident prouve combien la croyance au pacle de famine était acceptée sans grande discussion par les classes les plus intellectuelles de la société et on ne s'étonnera plus lorsque l'on verra quelques mois plus tard les mêmes magistrats se permettre d'accuser presque ouvertement le Roi de spéculations peu honnêtes en matière de grains.

L'arrêt du 15 avril qui réglementait le commerce des céréales n'amena pas les améliorations immédiates que certaines personnes attendaient ; les laboureurs en effet qui avaient été effrayés par les émeutes de mars ne s'empressèrent pas de porter leurs grains aux marchés, et, la halle de Rouen n'étant pas approvisionnée, Miromesnil dut avoir recours à un sieur Ferret qui fit venir un bateau rempli de blé ; un marchand, nommé Levavasseur, fut chargé de vendre

1. *Corr. Miromesnil, loc. cit., t. V, p. 162.*

cette cargaison pour le compte de la municipalité (1). Gênés par cette disette qui persistait en dépit de toutes les mesures qu'ils prenaient pour la faire diminuer, les parlementaires se décidèrent alors le 5 mai à envoyer au Roi un mémoire où ils demandaient la suppression complète de la liberté d'exportation et où ils dépeignaient en sombres traits la misère de la province « la langueur des manufactures, la cessation des travaux, le désœuvrement d'un peuple immense, des familles sans nombre en proie aux horreurs de la faim, des hameaux entiers manquant des choses les plus nécessaires à la vie, obligés par le besoin de se réduire aux aliments des bêtes ou de demander en troupes une faible aumône, les pleurs, les gémissements de tous ces malheureux, leurs plaintes, leurs murmures devenus bientôt la voix universelle. Le besoin de subsister est impérieux, ajoutaient les parlementaires, et l'extrême nécessité connaît peu de tempéraments; le séditieux mérite, seul, la sévérité des lois, mais l'indigent qui se plaint est digne des regards du souverain et de l'attention des magistrats (2). »

On avait espéré un moment que le gouvernement allait donner suite à ce mémoire et secourir directement la province, mais il n'en fut malheureusement pas ainsi et le contrôleur général se borna à persister

1. *Ibid.*, t. V, p. 187.

2. Floquet, *Histoire du Parlement de Normandie*, loc. cit., t. 6, p. 425.

dans son hostilité vis-à-vis de l'arrêt du 15 avril. « Il faut absolument que cet arrêt saute, sans quoi toute la Normandie sera dans la détresse (1), tels sont les termes employés par L'Averdy dans une lettre à Miromesnil du 10 mai. Aussi, conséquence logique de cet état d'esprit, des lettres-patentes furent envoyées au Parlement de Rouen dès le 15 mai pour lui défendre d'appliquer les dispositions qu'il avait édictées et lui ordonner d'exécuter les déclarations du 25 mai 1763 et du 19 juillet 1764 sans y apporter de modifications. Naturellement les membres du Parlement refusèrent d'enregistrer ces lettres-patentes qui les blessaient dans leur amour-propre et dans leurs préjugés et ils renvoyèrent la question à l'examen de commissaires ; il fallut trouver des motifs pour expliquer le refus d'obéir aux ordres du Roi et le principal de ceux qui furent allégués fut que la faculté de vendre dans les greniers amenait nécessairement les laboureurs à ne plus approvisionner les marchés ; à cette affirmation, Miromesnil répondit que la négociation sur échantillon permettait aux cultivateurs d'économiser les frais de transport aux Halles, toujours élevés lorsqu'il s'agissait de quantités importantes, mais il ne put rien contre la volonté bien arrêtée de ses collègues de refuser l'enregistrement (2) ; de son côté, dès qu'il sut ce qui se passait à Rouen, le contrôleur général prépara un nouvel arrêt de

1. *Corr. Miromesnil, loc. cit.*, t. V, p. 193.

2. *Ibid.*, t. V, p. 215.

cassation qui ordonnait que, sans s'arrêter à l'arrêt du Parlement de Rouen du 15 avril 1768, la déclaration du Roi du 25 mai 1763 et l'édit du mois de juillet 1764 seraient exécutés selon leur forme et teneur dans la province de Normandie ; il devait en être notamment ainsi pour tout ce qui concernait la vente, l'achat et la circulation des grains dans cette région ; le Conseil d'Etat fit siennes ces décisions le 20 juin 1768 et, devant la volonté formelle du gouvernement, les membres du Parlement de Rouen durent s'incliner (1).

Sur ces entrefaites, la situation parut s'améliorer légèrement ; quelques arrivages de céréales avaient eu lieu en mai à la halle de Rouen et on doit notamment signaler une expédition faite au Havre à destination de la capitale de la province de 1.500 setiers de grains, mesure de Paris, ainsi que d'une grande quantité de farines ; un navire de 58 tonneaux était aussi venu de Nantes et Trudaine de Montigny, chargé de l'administration des subsistances, avait fait descendre sur Rouen un bateau de Poissy (2). Un moment même, en juillet, l'approvisionnement de Dieppe fut assuré d'une façon trop abondante et on fut contraint de rembarquer des grains dont on ne savait que faire. « Les besoins de la ville de Dieppe et la tranquillité et la liberté qui ont régné dans les marchés de cette ville ont attiré, écrivait L'Averdy, de

1. Arch. S.-I., C. 103.

2. *Corr. Miromesnil, loc. cit., t. V, p. 201.*

toutes parts des spéculations si abondantes qu'elles ont surpassé l'objet des besoins (1). »

Cette amélioration qui ne se produisit d'ailleurs pas dans toute l'étendue de la généralité de Rouen ne fut pas assez importante pour permettre d'attendre le moment où la récolte de 1768 allait pouvoir être portée aux marchés. La Compagnie Malisset de son côté faisait tout ce qu'il fallait pour appauvrir encore la province et s'attirer de nouvelles attaques de la part des membres du Parlement de Rouen ; Floquet nous dit en effet que des enarrhements se produisaient continuellement et qu'on profitait de la nuit pour enlever les blés (2). Il y a peut-être un peu d'exagération dans cette critique, mais le fait est cependant qu'à la fin de juillet la pénurie de grains était si grande à Fécamp que 200 hommes du régiment de Navarre durent y être envoyés pour maintenir la tranquillité ; la disette devait d'ailleurs s'aggraver bientôt dans cette ville, car l'Abbaye cessa pendant tout le mois d'août de distribuer du pain aux pauvres, ainsi, il convient de la dire, qu'elle le faisait chaque année (3). « Plusieurs de vos sujets, écrivait le Parlement au Roi le 19 août, substituent à leur nourriture un grain fait pour celle des animaux. Votre Parlement en est le témoin (4). » Le 28 du même mois

1. *Ibid.*, t. V, p. 225.

2. Floquet, *Histoire du Parlement de Normandie*, t. VI, p. 426, *loc. cit.*

3. Hippeau, *Le Gt de la Normandie*, *loc. cit.*, t. 4, p. 480.

4. Floquet, *Hist. du Parlement de Normandie*, *loc. cit.*, t. 6, p. 427.

M. Blin, procureur du roi au bailliage de Pont-de-l'Arche, annonçait au contrôleur général que personne ne savait à quoi attribuer la persévérance de la cherté et il ajoutait : « L'échantillon de pain que le curé de notre ville vient de m'envoyer après l'avoir trouvé chez un de ses paroissiens frappera sans doute votre sensibilité et tiendra lieu de remontrances les plus pathétiques. Une mère, chargée de 4 à 5 enfants, n'est pas en état avec 6 ou 7 sols de salaire ordinaire et quinze heures de travail de soutenir sa famille. Il y en a cependant beaucoup dans cette classe... Oserais-je vous supplier de faire donner des ordres à ce que le sieur Ferey, négociant à Rouen, chargé de la commission des bleds étrangers, m'envoie tous les mois pendant la durée de ce temps un muid de bled à raison de 10 francs la mine pour être distribué à ce prix aux plus nécessiteux suivant les notes et mémoires de notre curé... Si cette demande vous paraît susceptible de quelques difficultés, permettez-moi d'envoyer à un de nos princes pareil échantillon de ce pain dont les chiens ne mangeraient pas (1). »

La récolte de 1768 ne permit malheureusement pas de compter sur un redressement prochain de la situation, car les Etats qui furent envoyés par les subdélégués à l'intendant représentèrent tous le produit comme nettement déficitaire cette année-là. Voici

1. Arch. S. I., C. 113.

d'ailleurs quels étaient les pronostics des autorités locales pour les 14 élections de la généralité en ce qui concerne tout au moins le blé et le méteil.

**Résultats généraux 5 1 / 2 d'année pour le blé
et 1 / 2 année pour le méteil (1)**

Nom des élections	Blé	Méteil	Nom des élections	Blé	Méteil
	année	année		année	année
Rouen	5 / 12	3 / 4	Eu	1 / 2	1 / 2
Pt-de-l'Arche	1 / 3	1 / 3	Neufchâtel	1 / 4	1 / 4
Pt-Audemer	1 / 2	1 / 2	Lyons	2 / 3	3 / 4
Pt-l'Evêque	5 / 8	néant	Gisors	1 / 2	1 / 2
Caudebec	1 / 4	1 / 4	Magny	1 / 2	1 / 2
Montivilliers	1 / 4	néant	Andely	5 / 8	3 / 4
Arques	1 / 2	1 / 2	Evreux	1 / 3	1 / 3

Un rendement si médiocre ne pouvait évidemment pas calmer l'ardeur combative du Parlement de Rouen qui s'empressa aussitôt qu'il en eut connaissance d'écrire au Roi le 15 octobre 1768 une lettre où la liberté de l'exportation était censurée d'une façon très vive. Cette missive, d'après Floquet : « Montrait les ouvriers périssant de faim et ne pouvant atteindre au prix exorbitant des denrées, des villages entiers désolés par des maladies épidémiques causées par la mauvaise qualité des grains, les enarrhements, les ordres secrets enlevant tous les blés destinés à la ville de Rouen, sous prétexte que ce n'était qu'un lieu de passage et d'entrepôt, au point que cette ville si populaire avait failli mourir de

1. Arch. S.-I., C. 112.

faim. Encore deux jours et elle se trouvait sans provisions, sans grains et sans pain. L'abus de l'exportation des grains, ajoutaient les parlementaires, provoque la disette et fait craindre la famine. Ce genre de commerce a été proposé comme une des ressources de l'Etat et il fait le malheur de vos fidèles sujets de Normandie. Cette province et surtout sa capitale manquent de subsistance (1). »

Les vues du gouvernement étant, comme on le sait, absolument opposées à celles du Parlement, il ne fut apporté aucun changement à la législation des grains, mais on finit par se rendre compte dans les sphères officielles de la misère qui régnait en Normandie et le Trésor Royal accorda des secours destinés à l'approvisionnement de Rouen et des autres villes de la province (2). Cette heureuse initiative du pouvoir central n'amena cependant pas dans les esprits la détente que l'on pouvait espérer, car il résultait de diverses constatations que, depuis le mois d'août, des achats très importants de céréales avaient été effectués dans le Roumois, le pays de Caux et le pays d'Auge. Naturellement il circulait dans toute la région des bruits d'accaparement et le Parlement entama des poursuites contre les acquéreurs. Un ordre exprès d'arrêter la procédure étant intervenu sur ces entrefaites et « La volonté du Roi n'étant

1. Floquet, *Histoire du Parlement de Normandie*, t. VI, p. 427.

2. *Ibid.*, t. VI, p. 428.

point qu'il fût statué sur ces affaires jusqu'à ce qu'il eût fait connaître ses intentions (1) », les parlementaires envoyèrent au Roi leur fameuse lettre du 29 octobre 1768 qui fit croire si longtemps à l'existence du pacte de famine. « Les achats les plus considérables, disaient-ils, ont été faits en même temps pour un même compte dans plusieurs marchés de l'Europe. Les entreprises des particuliers ne peuvent être aussi immenses ; il n'y a qu'une société dont les membres sont puissants en crédit qui soit capable d'un tel effort. Ici on a reconnu l'impression du pouvoir, les pas de l'autorité ; le négociant spéculateur ne s'y est pas trompé, les enarrhements ont été faits à l'ombre de l'autorité par gens soutenus et bravant toutes les défenses ; nous en avons la preuve dans nos mains. Pourquoi d'ailleurs cette défense de procéder contre les enarrheurs ? La défense de poursuivre manifeste l'existence des coupables, la crainte qu'ils ne soient découverts, le désir de les soustraire à la peine ; cette défense du trône change nos doutes en assurances. Il y a sans doute des monopoleurs puisqu'on suspend l'exercice de la justice avant même qu'ils soient connus et que le délit soit éclairci. Les édits prohibent les enarrhements ; les enarrhements existent et ils trouvent des protecteurs. On protège des hommes qui corrompent les subsistances, substituant en secret à la nourriture salubre

1. *Ibid.*, t. VI, p. 429.

que la Providence a donnée à l'homme des mélanges capables d'exposer ses jours et de propager la contagion dans le royaume. Sire, notre devoir est de vous avertir que le royaume est menacé des plus terribles dangers. L'unique remède à son état est de punir l'abus, de faire régner les lois, de réprimer la cupidité des monopoleurs ou de laisser à vos Cours le soin de les poursuivre (1) ».

Il est naturel que le roi Louis XV n'ait pas été satisfait du ton de cette missive où il était presque accusé de favoriser les enarrhements ; aussi il envoya au Parlement des lettres-patentes dont la seconde partie pouvait éventuellement concerner les membres de cette assemblée et en vertu desquelles il ordonnait des poursuites « contre ceux qui, de dessein prémédité, auraient causé le renchérissement des grains par quelque manœuvre que ce fût, ainsi que contre ceux qui méchamment auraient semé ou accrédité les bruits de ces manœuvres par des propos ou des écrits (2) ».

Le ministre Bertin ayant déclaré de son côté que les termes de la lettre du 29 octobre étaient peu conformes au respect dû au Roi, le Parlement crut devoir s'excuser auprès du monarque dans les conditions suivantes : « Quand nous avons dit que le monopole existait et qu'il était protégé, à Dieu ne plaise,

1. Floquet, *Histoire du Parlement de Normandie*, t. VI, p. 429-430.

2. *Ibid.*, t. VI, p. 431.

Sire, que nous eussions en vue votre Majesté mais peut-être quelques-uns de ceux à qui vous distribuez votre autorité (1). »

En dépit de ces excuses les parlementaires n'avaient aucunement changé d'idées pour ce qui concernait le commerce des grains et ils se montraient, en toutes circonstances, partisans des réglementations les plus sévères ; on en sera bien persuadé lorsqu'on aura eue connaissance d'un arrêt qui fut rendu le 5 novembre 1768 par cette Cour à propos d'une contestation entre les boulangers et les marchands et qui ressemble presque mot pour mot à celui de 1771 déjà cité (2). « La Chambre, aux termes de cette décision, a ordonné et ordonne que lors de l'arrivée d'un navire de bled ou farine audit port (Rouen) sans destination particulière, le marchand auquel il appartiendra ou commissionnaire auquel il sera adressé sera tenu de faire afficher ou au moins de faire annoncer par le crieur de la ville, sur la Bourse, aux Conseils et aux autres endroits accoutumés, qu'il est arrivé un navire chargé de bled ou farine au port, que la vente en sera faite au prix et jour qui seront indiqués, aux fins, par les bourgeois et les boulangers, d'être livrés pendant les deux premiers jours, exclusivement aux marchands de grains, de bleds, grains et farines apportés parce que néanmoins les dits boulangers n'en pourront acheter

1. Floquet, *Histoire du Parlement de Normandie*, t. VI, p. 431.

2. Voir *supra*, chap. II.

que pour eux personnellement et pour la consommation de leurs boutiques, sous les peines au cas appartenant, sans que, sous aucun prétexte, les dits marchands de grains puissent paraître pendant les dits deux premiers jours à bord des dits navires pour, après les dits deux premiers jours expirés, être les dits bleds et farines vendus et distribués au public, aux boulangers et marchands de grains (1). » Cet arrêt prouve bien que la liberté du commerce intérieur comptait peu de partisans au Parlement de Rouen car l'interdiction faite aux marchands d'acheter des céréales dans les deux premiers jours de leur arrivée au port est une mesure tout à fait d'ordre réglementaire et absolument opposée à l'esprit comme à la lettre de la déclaration du 25 mai 1763. Quelques mois plus tard d'ailleurs, le 25 janvier 1769, la même assemblée judiciaire demandait au Roi la suspension complète de l'exportation et la modification des lois de 1763 et de 1764.

La récolte de 1768 ayant, comme nous l'avons vu, donné des résultats médiocres, la fin de cette année et les deux tiers de la suivante furent encore difficiles à passer ; le 30 décembre 1768 le maire et les échevins d'Honfleur durent demander à l'intendant de Crosne d'expédier du riz dans leur ville car les pauvres ne pouvaient acheter de pain en raison du haut prix qu'on en demandait (2) ; la même sollicita-

1. Arch. municip. de Rouen, C. 37.

2. Arch. S-I., C. 113.

tion fut faite le 20 avril 1769 pour les habitants d'Evreux (1) ; enfin il est bon de signaler qu'au début du mois d'août des difficultés se produisirent au marché de Pont-l'Evêque à la suite d'une décision des officiers de police en vertu de laquelle les boulangers ne devaient pas vendre le pain de 12 livres plus de 23 sols, lorsque le prix de la somme de blé était de 30 livres ; cette mesure occasionnant une perte d'argent pour les boulangers, ces derniers, comme bien on pense, ne manquèrent pas de protester (2).

A partir du mois de septembre 1769, la situation devint notablement meilleure et aucun fait anormal ne se passa dans la généralité jusqu'à la fin de l'année, époque de l'arrivée au pouvoir de l'abbé Terray ; cette amélioration fut due uniquement aux résultats encourageants de la récolte de 1769 qui permirent d'approvisionner les marchés et de faire baisser quelque peu le prix du pain ; voici d'ailleurs quel fut par élection le produit moyen que donnèrent les terres cultivées en blé et en méteil dans tout le pays soumis à l'autorité de l'intendant de Crosne.

1. Arch. S.-I., C. 113.

2. Arch. S.-I., C. 105.

Résultats généraux de la récolte en blé et méteil :
2/3 d'une année normale (1)

Elections	Blé	Méteil	Elections	Blé	Méteil
Rouen	année commune		Eu	2 / 3	2 / 3
Pt.-de-l'Arche	2 / 3	2 / 3	Neufchatel	2 / 3	2 / 3
Pt.-Audemer	année commune		Lyons	2 / 3	2 / 3
Pt.-l'Evêque	année commune	néant	Gisors	1 / 2	1 / 3
Caudebec	1 / 2	1 / 2	Magny	3 / 4	1 / 2
Montivilliers	3 / 4	néant	Andely	année commune	
Arques	2 / 3	2 / 3	Evreux	1 /	1 / 2

Il ne reste plus à signaler pour la période allant de 1763 à 1770 que l'offensive qui fut menée dans le courant de 1768 contre les droits de péages qui se percevaient à l'intérieur de la généralité. C'est ainsi que le 12 février de cette année, trois arrêts du Conseil d'Etat interdirent respectivement aux sieurs Dupille et d'Auvet ainsi qu'au duc de La Rochefoucauld de prélever aucune taxe sur les marchandises qui passaient à La Bosse, Neufmarché et Chaumont (2). De même le 3 mars et le 27 mai trois autres décisions supprimèrent les droits de péages qui appartenaient aux sieurs de Meinthes, Maunin et de Crémilles et qui étaient perçus aux lieux de Meinthes, Louviers et Nonancourt (3). Ces arrêts du Conseil d'Etat ne furent qu'un épisode dans la lutte entreprise timi-

1. Arch. S.-I., C. 112.

2. Arch. S.-I., C. 863.

3. Arch. S.-I., C. 863.

dement par le pouvoir royal contre les péages et ils n'eurent pas une grande influence sur le commerce en général. Aucun plan d'ensemble ne présidait en effet à leur préparation et on n'alla pas bien loin dans cette voie où l'on heurtait tant d'intérêts coalisés.

CHAPITRE V

LE COMMERCE DES GRAINS SOUS LE MINISTÈRE DE TERRAY (1770-1774)

La période de temps qui marque la durée du passage aux affaires de l'abbé Terray est beaucoup moins intéressante pour le commerce des grains en Normandie que celle qui vient d'être étudiée; il a cependant paru nécessaire de consacrer à ce ministère un chapitre spécial, car, théoriquement, les mesures qui le caractérisent tranchent tout à fait sur celles qui étaient prises par L'Averdy et Maynon d'Invau et sur celles qui seront préconisées par le successeur immédiat de Terray : Turgot. Il y eut à ce moment un violent retour en faveur des idées de réglementation et, si dans le domaine des faits on ne voit pas grand chose de changé à Rouen, cela est uniquement dû aux tendances du Parlement qui avaient eu pour effet en 1767 et 1768 de mettre presque à néant dans l'étendue du ressort les dispositions fondamentales des déclarations de 1763 et 1764.

Le nouveau contrôleur général qui avait vécu pendant de nombreuses années dans l'ambiance du Parlement

de Paris, d'abord comme conseiller clerc, ensuite comme rapporteur de la Cour, partageait toutes les idées des membres de cette assemblée. Il reprochait aux lois édictées par Bertin et L'Averdy « d'avoir ouvert une trop grande cupidité, d'avoir échauffé le désir de s'enrichir (1) » et il regrettait « cette variation subite, extrême, et fréquente, inconnue jusqu'alors dans le prix des grains » ainsi que « ces resserrements imprévus » dont les blés avaient été l'objet (2). Il n'était pas cependant sans avoir remarqué que la liberté du commerce intérieur et de l'exportation avait amené une notable amélioration dans le rendement des cultures et dans la situation des laboureurs, mais d'après lui ce qui avait fait le bonheur des uns avait causé la misère des autres et l'abandon du système réglementaire avait été « très préjudiciable à l'incomparablement plus grand nombre des sujets du Roi (3) ». Terray chercha donc à favoriser les consommateurs qui formaient la majorité de la nation, mais son intention n'était pas d'agir systématiquement aux dépens des propriétaires. Il essaya d'établir entre les deux ce qu'il appelait « une balance nécessaire (4) » et son désir fut que le blé atteignit un prix moyen qui satisfît les uns et les autres.

1. Arch. N. K. 908, cité par Girard, *L'abbé Terray et la liberté du commerce des grains*, p. 32.

2. Girard, *loc. cit.*, p. 32.

3. *Ibid.*, p. 32.

4. Cité par Girard, *loc. cit.*, p. 33.

Dans les premiers mois de son arrivée au pouvoir, le nouveau ministre s'abstint de prendre nettement position en faveur de tel ou tel système; il se borna à combattre la cherté et souhaita même un moment voir le commerce d'importation se développer à Rouen (1). N'ayant pas obtenu satisfaction sur ce dernier point il fut contraint de faire distribuer du riz aux pauvres, et tout en observant très strictement les déclarations royales en vigueur, il appliqua son attention à la préparation de la nouvelle législation. L'édit du 19 juillet 1764 fut le premier atteint; un arrêt du Conseil d'Etat rendu le 14 juin 1770 interdit en effet l'exportation sur les frontières de terre et de mer, le prix du blé ayant atteint le maximum prohibitif dans « presque toutes les provinces (2) ». Cette mesure, bien que paraissant respecter la déclaration de 1764 ne prévoyait lité puisque la déclaration de 1764 ne prévoyait que des interdictions de sortie limitées à un ou plusieurs ports déterminés. L'arrêt du 14 juillet 1770 avouait même que le blé n'avait pas été coté partout au taux prohibitif, soit 12 livres 10 sols le quintal et cependant on empêchait désormais d'exporter leurs grains aux habitants de ces lieux privilégiés où on ne souffrait pas de la cherté.

Là ne devait pas se borner la réaction dirigée par

1. Girard, *loc. cit.*, p. 35.

2. Afanassiev, *loc. cit.*, p. 254.

Terray contre l'œuvre de Bertin et de L'Averdy et dès le mois d'août les bureaux du contrôle général travaillèrent à la préparation d'une nouvelle loi concernant, cette fois, le commerce intérieur; le projet de règlement fut terminé à la fin de septembre et envoyé le 2 octobre aux intendants et aux Procureurs généraux qui devaient présenter au ministre leurs observations. Il convient de dire que les articles du texte primitif et ceux de la déclaration définitive furent sensiblement les mêmes mais l'intérêt spécial du projet réside tout entier dans le préambule qui disparut dans la seconde rédaction et qui contient l'exposé des principes dont s'inspira Terray en matière de commerce intérieur. Cet avant-propos, si l'on peut employer ce terme, confirme tout ce qui a été dit au début de ce chapitre. Voyons, d'ailleurs, pour être mieux convaincus, ce que déclare le contrôleur général au sujet de cette balance à établir entre les intérêts des cultivateurs et des consommateurs. « Si nous avons lieu de croire que la trop grande liberté dans le commerce intérieur est une des principales causes de la variation extrême dans le prix des grains et donne trop de facilité aux accaparements, monopoles et resserrements de grains, nous craignons aussi que la gêne dans ce commerce ne fasse tomber le prix des grains à un taux capable de décourager les propriétaires et les cultivateurs en leur ôtant les moyens de faire les dépenses nécessaires non seulement pour l'amélioration, mais même

pour la simple culture de leurs fonds (1). » Voici de même comment s'exprimait Terray dans ce préambule sur la nécessité de protéger les consommateurs dont le nombre est supérieur à celui des propriétaires. « Le nombre des consommateurs étant plus grand et moins aisé que celui des cultivateurs et des propriétaires, notre sollicitude paternelle doit nous faire pencher plutôt en leur faveur d'autant plus que nous avons déjà donné différentes lois en faveur des dessèchements et défrichements et que nous nous proposons encore d'employer tous les moyens possibles pour soutenir la culture des terres que le haut prix des grains avait si fort encouragés (2). »

La nouvelle loi fut promulguée le 23 décembre 1770; elle réduisait à néant les dispositions fondamentales de la déclaration du 25 mai 1763, ainsi qu'on va pouvoir s'en convaincre par la lecture de ses principaux articles dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Sa majesté a accordé et accorde à tous ses sujets la liberté de faire le commerce des grains et farines... à la charge... de faire enregistrer au greffe de la juridiction royale de leur domicile leurs nom, surnom, demeure et celui de leurs associés et le lieu de leurs magasins à peine de confiscation des grains qui seraient trouvés leur appartenir... et de 500 livre d'amende.

ART. 2. — Les marchands de grains qui vou-

1. Cité par Girard, *loc. cit.*, p. 50.

2. Cité par Girard, *loc. cit.*, p. 51.

draient contracter des Sociétés générales ou particulières... seront tenus d'en passer des actes et de les faire enregistrer au greffe de la juridiction royale de leur domicile.

ART. 3. — ...

ART. 4. — Défend Sa Majesté à tous ses officiers de justice et de police, à tous fermiers et receveurs de ses droits... et tous autres intéressés ayant le maniement de ses finances... de s'immiscer directement ou indirectement à faire le trafic ou marchandise de grains.

ART. 5. — Interdit de même Sa Majesté aux fermiers et laboureurs le commerce des grains pour l'achat hors le temps des semences... et aux meuniers et boulangers pour la vente seulement.

ART. 6. — Veut et ordonne Sa Majesté que tous grains et farines ne puissent être vendus ni achetés ailleurs que dans les halles et marchés ou sur les ports ordinaires des villes, bourgs et lieux du royaume où il y en a d'établis.

ART. 7. — Fait Sa Majesté défense aux dits marchands et à tous autres... d'aller au devant de ceux qui amèneront les grains au marché... d'enarrher ni acheter les blés et autres grains en vert, sur pied et avant la récolte.

ART. 8. — Veut Sa Majesté qu'aucune province de son royaume ne puisse être réputée étrangère pour la libre circulation des grains et farines; en conséquence elle a défendu et défend à tous particuliers de mettre obstacle à la libre circulation des blés et

farines d'un lieu à un autre, ou de province à province, dans l'intérieur du royaume, soit par terre, soit par eau (1).

Si l'on examine avec attention ces diverses dispositions de la déclaration du 23 décembre 1770, on constate qu'elles ont toutes pour but d'améliorer la situation des petites gens en leur faisant payer le blé moins cher. Comme on se méfie de l'esprit de lucre des négociants, on les oblige à faire connaître leurs noms au greffe de la juridiction de façon à pouvoir mieux les surveiller individuellement; de même on interdit aux cultivateurs de faire le commerce des grains afin de limiter le nombre des personnes qui se livrent à ce trafic et on défend les ventes et les achats en dehors des marchés pour éviter les accaparements. La seule chose qui subsiste de la déclaration de 1763 et de l'arrêt du Conseil de 1754, c'est la libre circulation de province à province; on se rend de plus en plus compte que les diverses régions du pays ne sont que les parties d'un tout qui est la France et les partisans les plus acharnés de la réglementation n'osent plus guère réclamer en haut lieu le rétablissement des cloisons étanches qui existaient jadis entre les diverses provinces; ils se contentent parfois de prohiber localement et contrairement à la loi les expéditions que les négociants se proposent de faire d'une ville à l'autre.

1. Cité par Afanassiev, *loc. cit.*, p. 182 et 183.

2. Girard, *loc. cit.*, p. 72.

Maintenant que l'abbé Terray avait fait prévaloir ses vues en ce qui concernait le commerce intérieur des grains, il ne pouvait manquer de s'attaquer à la difficile question de l'exportation. La sortie des céréales à l'étranger avait bien été interdite par un arrêt du Conseil daté du 11 juillet 1770 mais les provinces frontières déclarèrent à différentes reprises que des expéditions frauduleuses se faisaient à destination des autres Etats (1); il était d'autre part dans la logique du système adopté par le contrôleur général de prohiber complètement ce genre de commerce qui n'enlevait, il est vrai, chaque année à la France qu'une partie infime de sa récolte, mais qui avait cependant pour conséquence une petite hausse des cours; Terray ne pouvait donc admettre la liberté de l'exportation que si les prix descendaient à un taux exceptionnellement bas et il pensait que ce niveau idéal qui devait satisfaire à la fois cultivateurs et consommateurs était 8 livres le quintal.

Cette mesure ne pouvant être prise sans soulever de nombreuses protestations, Terray, dans l'espoir de gagner du temps, sollicita en 1771 l'avis des gens des assemblées les plus compétents, en l'espèce les intendants et les chambres de commerce. L'intendant de Rouen adopta dans sa réponse la solution préconisée par le ministre et proposa un taux maximum fort bas (2); ce n'était d'ailleurs pas qu'il ne reconnut

1. Girard, *loc. cit.*, p. 72.

2. Afanassiev, *loc. cit.*, p. 265.

les grands avantages de ce genre de commerce. « Elle (l'exportation), a occasionné, écrivait-il, beaucoup de défrichements; la valeur des biens fonds a considérablement augmenté et pendant les deux premières années qu'elle a eu lieu elle a servi à procurer utilement le débouché à la vente des grains dont il y avait une si grande abondance que les cultivateurs en étaient embarrassés (1). » Quant à la chambre de commerce de Rouen, elle se montra encore moins favorable que l'intendant à la liberté de l'exportation et déclara que le contrôleur général devait seul trancher cette question suivant les circonstances. « Le secret du prix, disait-elle, doit rester au sein du gouvernement comme un gouvernail dans sa main pour conduire l'exportation et l'arrêter avant qu'elle puisse nuire (2). » Quelles que fussent d'ailleurs les véritables intentions de Terray sur ce point, les lettres qu'il reçut furent si dissemblables suivant les régions de France où habitaient leurs auteurs qu'une seule impression générale se dégagait de l'ensemble; c'était que les intérêts des diverses provinces étaient très opposés et qu'il était préférable pour l'instant de ne pas prendre de mesures générales.

On s'en tint donc à l'arrêt du Conseil de 1770 qui prohibait complètement les sorties de grains à destination de l'étranger et pour mieux assurer l'application de cette défense, on établit le 14 février 1773

1. Afanassiev, *loc. cit.*, p. 265.

2. Girard, *loc. cit.*, p. 84.

une surveillance toute spéciale du cabotage. Voici en quels termes était conçu l'article deuxième et fondamental de la nouvelle loi. « Ordonne à cet effet Sa Majesté que les négociants ou autres qui voudront transporter par mer des grains, graines, grenailles, farines ou légumes, d'un port du royaume à l'autre, seront tenus, outre les formalités d'usages des amirautés, de faire au bureau des fermes établi à la sortie une déclaration de la quantité des grains qu'ils transporteront et d'y prendre un acquit à caution indicatif de la quantité et qualité des dites denrées et du lieu de leur destination; lequel acquit sera expédié double, dont un, visé par le subdélégué de l'intendant... sera remis au commandant du bâtiment sur lequel les dits grains seront embarqués et l'autre envoyé par ledit subdélégué, sans délai, à l'intendant de la province après l'avoir transcrit en entier sur un registre tenu à cet effet par le dit subdélégué (1). » Naturellement la quantité des grains transportés était vérifiée au lieu de débarquement et, si les employés des fermes constataient un déficit de plus d'un vingtième, le capitaine et les négociants encouraient une amende de 3.000 livres et les bâtiments étaient confisqués (art. 3) (2).

Les conditions du commerce des grains sous Ter-ray étant exposées, il nous reste à étudier les principaux faits qui se sont passés dans la généralité de

1. Cité par Afanassiev, *loc. cit.*, p. 271.

2. Afanassiev, *loc. cit.*, p. 271.

Rouen pendant ce ministère. Voici tout d'abord quel fut l'état des récoltes en 1770, 1771, 1772 et 1773(1). on va pouvoir se rendre compte qu'il fut bien meilleur qu'en 1767, 1768 et 1769.

1770			1771		
Elections	Blé	Météil	Elections	Blé	Météil
Rouen	année	commune	Rouen	2 / 3	2 / 3
Pt-de-l'Arche	1 / 2	1 / 2	Pt-de-l'Arche	2 / 3	2 / 3
Pt-Audemer	1 / 2	1 / 2	Pt-Audemer	manque	manque
Pt-l'Evêque	2 / 3	néant	Pt-l'Evêque	manque	manque
Caudebec	3 / 4	3 / 4	Caudebec	1 / 2	1 / 2
Montivilliers	année	commune	Montivilliers	2 / 3	1 / 2
Arques	3 / 4	3 / 4	Arques	1 / 2	1 / 2
Eu	an. com.	3 / 4	Eu	1 / 2	1 / 2
Neufchâtel	2 / 3	2 / 3	Neufchâtel	3 / 4	3 / 4
Lyons	3 / 4	3 / 4	Lyons	1 / 2	1 / 2
Gisors	année	commune	Gisors	1 / 4 en	
				sus an.	commune
Magny	année	commune	Magny	année	commune
Andely	année	commune	Andely	3 / 4	3 / 4
Evreux	2 / 3	1 / 2	Evreux	année	commune
Résultats généraux 3 / 4					

1. Arch. S.-I. C. 112.

1772			1773		
Elections	Blé	Méteil	Elections	Blé	Méteil
Rouen	année	commune	Rouen	année	commune
Pt-de-l'Arche	1 / 2	1 / 2	Pt-de-l'Arche	2 / 3	2 / 3
Pt-Audemer	2 / 3	2 / 3	Pt-Audemer	Manque	Manque
Pt-l'Evêque	3 / 4	3 / 4	Pt-l'Evêque	année	commune
Caudebec	1 / 2	1 / 2	Caudebec	année	commune
Montivilliers	année	commune	Montivilliers	année	commune
Arques	1 / 2	1 / 2	Arques	3 / 4	3 / 4
Eu	1 / 2	1 / 2	Eu	année	commune
Neufchatel	année	commune	Neufchâtel	année	commune
Lyons	2 / 3	2 / 3	Lyons	1 / 2	1 / 2
Gisors	année	commune	Gisors	année	commune
Magny	3 / 4	3 / 4	Magny	3 / 4	3 / 4
Andely	3 / 4	3 / 4	Andely	3 / 4	3 / 4
Evreux	bonne	bonne	Evreux	1 / 2	1 / 2
Résultats généraux	2 / 3				

Si des récoltes semblables à celle de 1768 ne se reproduisirent pas en Normandie sous le ministère de Terray, la généralité de Rouen connut cependant encore de très mauvais moments. Il en fut ainsi en particulier dans les quelques mois qui précédèrent la récolte de 1770; nous savons en effet par une lettre du duc d'Harcourt adressée le 18 juillet de cette année au contrôleur général que la capitale de la Normandie avait un besoin urgent de grains et qu'elle n'en recevait plus de l'étranger; le mois précédent Terray avait même jugé utile d'envoyer un bataillon pour assurer le maintien de l'ordre (1).

1. Hippeau, *Le gouvernement de la Normandie*, loc. cit., p. 145 et 146, tome V.

L'année suivante on éprouva de grandes difficultés pour approvisionner les marchés et on dut se contenter des blés fournis par la région et les provinces avoisinantes, car l'exportation avait été interdite à Dantzic et dans le Brabant et les cours étaient excessifs en Hollande (1). Naturellement les boulangers profitèrent en diverses localités de ces circonstances difficiles pour augmenter le prix du pain plus que de raison et les juges de police s'empressèrent de censurer par des ordonnances les actes peu honnêtes qui leur étaient signalés. Voici comme exemple les ordres qui furent donnés dans un cas de ce genre le 13 juillet 1771 par le lieutenant général de Gaillefontaine. « En conséquence, nous ordonnons : 1^o que les boulangers cuisent à heure compétente en sorte que leurs pains soient frais et rassis aux heures où le public en fait sa provision; 2^o que le pain soit sans mixtion, bien élaboré, fermenté et boulangé, ainsi qu'il convient; 3^o qu'après chaque fournée le pain défectueux sera mis à part hors de la boutique sans pouvoir être exposé en vente; 4^o que les boulangers garniront suffisamment leurs étaux et boutiques de pain de la qualité requise par les ordonnances, de poids juste, d'en délivrer à tous ceux qui en demanderont par livre, demi livre et quarteron; d'avoir à cet effet des balances et poids dûment jaugés, un couteau et du pain prêt à couper pour four-

1. Arch. S.-I., C. 106.

nir le poids juste qui leur sera demandé; à cet effet d'avoir des balances suspendues de manière que les bassins ne puissent recevoir de contre coup ménagés en fraude de l'acheteur; 5° à eux enjoint de peser le pain lors même qu'ils n'en seraient pas requis et d'avoir une marque personnelle et distinctive sur leur pain, par ce qu'en cas de livraison, sans qu'il ait le poids juste et même sous prétexte qu'il n'y manquerait pas plus d'une once par livre, ils seront condamnés à l'amende. Et pour régler le prix du pain à raison de 16 onces pour livre, nous ordonnons que, dans toute l'étendue de cette juridiction, le prix du bon grain à la halle de ce lieu servira de règle, à l'effet de quoi le mesureur sera tenu de venir chaque jour de marché au greffe immédiatement après la halle finie, déclarer le prix courant auquel il aura été vendu, dont sera fait registre et duquel rapport le mesureur attestera la sincérité pour être ledit prix incessamment publié par les sergents de ce lieu et de la paroisse de Forges, dont ils mettront affiche à leurs portes, partout où il sera nécessaire, pour en instruire le public avec le prix du pain d'après le tableau suivant, etc... (1). »

Il est facilement compréhensible que les cultivateurs et les marchands n'aient pu accepter avec beaucoup de joie la déclaration du Roi du 23 décembre 1770 et en particulier la disposition qui y était

1. Arch. S.-I., C. 180.

insérée concernant l'interdiction de vendre et d'acheter en dehors des marchés. Les uns et les autres devaient être d'autant plus portés à violer la loi nouvelle qu'ils avaient été habitués par l'édit de 1763 à ne plus porter de grains aux halles et à traiter sur échantillons; aussi les contraventions furent certainement nombreuses et le 7 janvier 1772 en particulier le brigadier de la maréchaussée de Lyons fit arrêter deux charrettes chargées de douze sacs de blés qui avaient été vendus à un boulanger d'Ostrebos sans passer par le marché; le juge de police, informé, ordonna que ces grains seraient négociés immédiatement à la halle et le contrevenant fut contraint de payer 24 livres à la maréchaussée pour la vacation qui lui était due (1). De même le 17 novembre 1773 le subdélégué de Lyons écrivait à l'intendant que les sieurs d'Hotel, de Pachay et Grenier, de Nojon n'apportaient plus leur blé au marché de Gisors et qu'après l'avoir fait moudre ils en vendaient la farine à des boulangers à un prix excessif (2).

L'année 1773 fut assez difficile à passer et la misère prit à cette époque des proportions alarmantes; des ouragans et des pluies torrentielles avaient abimé les moissons et l'on craignit même un moment que la récolte ne fût perdue, ce qui heureusement n'eut pas lieu. Les cours s'élevèrent aussitôt dans de fortes proportions et, cette hausse venant en

1. Arch. S.-I., C. 106.

2. Arch. S.-I., C. 106.

même temps qu'une crise de l'industrie, les ouvriers eurent beaucoup à souffrir (1).

Sous le ministère de l'abbé Terray on ne rencontre pas dans les sphères officielles la même hostilité contre les péages que pendant le passage de L'Averdy aux affaires; de nombreux arrêts de confirmation furent en effet rendus pendant la période allant de 1770 à 1773 et, si dans plusieurs d'entre eux on prend soin de déclarer que les grains ne sont pas assujettis au paiement de ces taxes, nous devons ajouter qu'il n'en est pas toujours ainsi. Le 14 juillet 1770 par exemple, une décision du Conseil d'Etat prescrivit le rétablissement des droits sur les céréales qui se percevaient précédemment dans la ville de Lyons-la-Forêt au profit du duc de Penthièvre et qui avaient été un moment abolis (2). Pendant plusieurs années enfin une taxe additionnelle aux péages de 8 sous par livre fut perçue au profit du Roi; l'établissement de ce nouveau droit avait été ordonné par un édit de novembre 1771 et il fallut attendre l'arrivée de Turgot au pouvoir pour en obtenir l'abolition en vertu d'un arrêt du Conseil du 15 septembre 1774. Cette suppression ne fut d'ailleurs pas complète puisque seuls étaient affranchis de la taxe les péages appartenant aux princes et aux particuliers; ceux qui étaient la propriété des villes et des communautés n'en étaient pas exempts.

1. Hippeau, *Le gouvernement de la Normandie, loc. cit.*, t. IV, p. 416.

2. Arch. S.-I., C. 106.

CHAPITRE V

LE COMMERCE DES GRAINS SOUS LE MINISTÈRE DE TURGOT

Il n'entre pas dans le sujet de cette étude d'examiner en détail les causes qui ont amené la chute de Terray en même temps que sa très grande impopularité; ces raisons ne concernent en effet nullement la Normandie dont l'immense majorité des habitants était en parfaite communion d'idées avec le ministre et ne murmura jamais contre les opérations sur les grains dirigés par le Gouvernement. Ce point étant posé, le moment est venu d'étudier le ministère de Turgot qui débuta très peu de temps après l'avènement de Louis XVI et qui dura jusque dans les premiers mois de 1776.

Dès son arrivée au pouvoir, le nouveau contrôleur général, épris des idées de liberté, s'empressa de réagir contre la politique suivie par son prédécesseur et il s'inspira dans cette lutte des directives suivantes qui sont exposées dans les lettres qu'il avait écrites à Terray en 1770 : 1^o la liberté, en assurant la fixité des prix, augmentera le revenu des propriétaires; donc ceux-ci n'ont rien à redouter d'elle. En effet « les chiffres prouvent que par les soubresauts incessants

qu'éprouve le prix des blés, le prix moyen de cette denrée est moins avantageux aux propriétaires et aux fermiers que ne le serait le prix assis sur les années moyennes (1) ». Il reste à savoir si la liberté devait bien assurer cette fixité des cours, mais cet axiome était un des points de doctrine reconnus *a priori* pour certains par tous les physiocrates; 2^o la liberté augmentera les ressources du cultivateur, donc le cultivateur n'a pas à la redouter. On est facilement d'accord sur ce point; le laboureur, débarrassé des taxations faites par les magistrats locaux, allait naturellement essayer de vendre son blé plus cher qu'autrefois; mais alors on peut se demander si cet accroissement de revenu ne devait pas être compensé par une élévation du prix des fermages, le propriétaire s'efforçant de prendre sa part du gain réalisé par son fermier; 3^o la liberté n'augmentera pas le prix moyen du blé; donc le consommateur n'a rien à redouter de la liberté. Il y aura, il est vrai, dans certaines régions une hausse du cours des grains, mais les progrès de l'agriculture et le développement du bien-être dans les campagnes assureront aux produits de l'industrie un débit plus large et plus rémunérateur; une élévation des salaires s'ensuivra nécessairement pour les ouvriers qui pourront ainsi payer leur pain un peu plus cher (2).

Bien que Turgot ait cherché à prouver dans ses

1 Cité par Afanassiev, *loc. cit.*, p. 352.

2. Exposé tiré d'Afanassiev, *loc. cit.*, p. 352 et 353.

lettres de 1770 que son système assurait un avantage à toutes les classes de la société, il ne semble cependant pas niable que les Physiocrates, en demandant la liberté la plus entière possible, défendaient surtout les intérêts des propriétaires et des cultivateurs. C'est d'ailleurs précisément par ce but que les adversaires de la réglementation se séparaient de Terray et de l'ancienne école qui voulaient, ainsi que nous l'avons vu, assurer aux consommateurs du pain à très bon marché. En fait le troisième argument de Turgot ne pouvait pas avoir la même valeur que les deux autres dans un temps où les ouvriers n'avaient guère de moyens de pression à leur disposition pour obliger leurs patrons à augmenter les salaires et les avantages qu'on espérait tirer de la liberté devaient presque inéluctablement rester aux mains de ceux qui dirigeaient la production.

Le nouveau contrôleur général se devait à lui-même de ne pas tarder à promulguer une loi qui annulerait la déclaration du 23 décembre 1770 et qui libérerait le commerce des grains des entraves mises par Terray; c'est en effet ce qui se passa et le 13 septembre 1774, vingt jours après sa nomination, Turgot fit adopter par le Conseil d'Etat l'arrêt que tout le monde attendait : « Persuadée que rien ne mérite de sa part une attention plus prompte, était-il dit dans le préambule, Sa Majesté s'est résolue à rendre au commerce des grains dans l'intérieur de son royaume la liberté qu'elle regarde

comme l'unique moyen de prévenir, autant qu'il est possible, les inégalités excessives dans les prix... La réflexion et l'expérience prouvent également que la voie du commerce libre est, pour fournir aux besoins du peuple, la plus sûre, la plus prompte, la moins dispendieuse et la moins sujette à inconvénients... Les approvisionnements faits par les soins du gouvernement ne peuvent avoir les mêmes succès (1). » Dans la dernière partie du préambule, le Roi assurait aux négociants qu'ils jouiraient désormais de la liberté la plus complète pour diriger leurs opérations et en conséquence il ne pouvait que les engager à se livrer au commerce des grains.

Voici maintenant dans quels termes était rédigée la déclaration :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 1 et 2 de la déclaration du 25 mai 1763 seront exécutés suivant leur forme et teneur : en conséquence, il sera libre à toutes personnes... de faire ainsi que bon leur semblera dans l'intérieur du royaume le commerce des grains et des farines, de les vendre et acheter en quelques lieux que ce soit, même hors des halles et marchés, de les garder et voiturer à leur gré, sans qu'ils puissent être astreints à aucune formalité ni enregistrement, ni soumis à aucunes prohibitions ou contraintes.

ART. 2. — Fait sa Majesté très expresses inhibitions et défenses à toutes personnes, notamment aux

1. Cité par Afanassiev, *loc. cit.*, p. 360.

juges de police, à tous ses autres officiers et à ceux des seigneurs de mettre aucun obstacle à la libre circulation des grains et des farines de province à province; d'en arrêter le transport sous quelque prétexte que ce soit, comme aussi de contraindre aucun marchand, fermier, laboureur ou autres, de porter des grains ou farines aux marchés, ou de les empêcher de vendre partout où bon leur semblera.

ART. 3. — Sa Majesté voulant qu'il ne soit fait à l'avenir aucun achat de grains ni de farines pour son compte, Elle fait très expresses inhibitions et défenses à toutes personnes de se dire chargées de faire de semblables achats pour Elle et par ses ordres, se réservant dans les cas de disette de procurer à la partie indigente de ses sujets les secours que les circonstances exigeront.

ART. 4. — Désirant encourager l'introduction des blés étrangers dans ses Etats et assurer ce secours à ses peuples, Sa Majesté permet à tous ses sujets et aux étrangers qui auront fait entrer des grains dans le royaume d'en faire telles destinations et usages que bon leur semblera, même de les faire ressortir sans payer aucuns droits, en justifiant que les grains sortants sont les mêmes qui ont été apportés de l'étranger... n'entendant Sa Majesté statuer quant à présent et jusqu'à ce que les circonstances soient devenues plus favorables sur la liberté de la vente hors du royaume (1).

1. Afanassiev, *loc. cit.*, p. 362.

La dernière phrase indique qu'il n'était rien changé pour le moment au régime de l'exportation; Turgot en effet avait éprouvé de grandes difficultés pour faire adopter par le Conseil l'arrêt du 13 septembre et il est probable qu'il n'aurait pas été suivi s'il avait proposé d'étendre la liberté à ce genre de commerce.

Voyons maintenant comment cette nouvelle déclaration royale fut accueillie en Normandie par les deux assemblées que la matière intéressait spécialement : Nous voulons parler de la Chambre de commerce de Rouen et du Parlement. Dès que son projet de loi eût reçu la sanction royale, Turgot s'empessa d'en envoyer un exemplaire aux diverses chambres de commerce; celle de Rouen donna aussitôt connaissance à la Bourse des prescriptions légales, mais en même temps elle adressa au ministre une lettre qui lui déplut et ce dernier, n'admettant pas le point de vue de la compagnie, répondit le 8 novembre dans les termes suivants : « J'ai reçu, Messieurs, la lettre que vous m'avez écrite le 7 de ce mois. D'après les principes et les raisonnements qu'elle contient, je suis porté à croire qu'elle n'est pas l'ouvrage d'un corps de négociants. Si après tout ceux de Rouen se refusent au commerce des bleds et aux encouragements qui y sont attachés, vous ne devez pas douter qu'il ne se trouve dans le royaume une assez grande quantité de négociants qui s'occuperont de ce commerce selon les vues du gouvernement. Il est seule-

ment à craindre que la ville de Rouen ne souffre de l'inaction et du faux système de ceux qui l'habitent et que le renchérissement de la denrée qui s'ensuivra ne porte un coup fatal aux manufactures, l'unique objet de son commerce. Vous devez convenir que ce renchérissement ne peut être prévu ni arrêté dans une grande ville que par le secours d'un commerce actif, le seul capable de maintenir une égalité à peu près constante dans la masse des grains et dans leur prix. J'ay donc tout lieu de penser que vous viendrez à réfléchir combien il importe aux principaux négociants de votre ville presque tous intéressés au soutien de ses manufactures de s'occuper avec zèle de l'importation des bleds si propre à assurer l'objet principal de leur commerce. Vous devez sentir que le Roy ne peut ni ne doit construire des magasins dans les villes de son royaume et bien moins encore dans les villes voisines de la mer ou situées sur de grandes rivières. Au surplus le négociant trouvera son avantage à former lui-même ses magasins à portée de la navigation, avantage suffisant pour y exciter ceux qui, animés du véritable esprit du commerce, n'ignorent certainement pas que de grands frais indispensables ne peuvent jamais être considérés comme une dépense qu'ils ne doivent pas supporter (1). »

1. Précis de l'Académie de Rouen, 1900-1901. Rouen, Cagniard, 1902. Communication de M. Wallon : *La correspondance de Turgot avec la Chambre de commerce de Rouen*, p. 315.

Cette lettre du contrôleur général prouve que les membres de la Chambre de commerce de Rouen étaient encore partisans de la réglementation et n'avaient pas reçu avec beaucoup d'enthousiasme la déclaration de 13 septembre; ils partageaient les préjugés de leurs contemporains contre la liberté du commerce des grains et ne croyaient pas que les négociants puissent sans aucun appui assurer seuls l'approvisionnement des marchés; il est vrai d'ailleurs qu'ils voyaient dans leur propre ville les marchands privilégiés s'efforcer d'annihiler toute concurrence, et, tant que cette situation durerait, l'abandon des mesures prévues par l'arrêt du 23 décembre 1770 ne pouvait apporter aucun bien-être aux Rouennais. Bien que, comme nous venons de le voir, la Chambre de commerce eut en matière de subsistances des idées opposées à celles du contrôleur général, elle n'en fut pas moins péniblement affectée par le ton qu'avait pris Turgot dans sa réponse; elle soumit le différend à l'examen de commissaires et le 17 décembre elle envoya au ministre une lettre dont nous extrayons les passages suivants : « Monseigneur, nous avons bien lieu d'être attristés de la lettre que Votre Grandeur nous a adressée en date du 8 du passé, quand nous y voyons à la fois et le reproche de faux système touchant les grains et le doute que notre lettre du 7 octobre fait d'un corps de négociants dans ses principes et dans ses raisonnements... Nous croyons seulement avoir exposé d'un côté ce qui

nous semblait causer de l'éloignement et mettre obstacle, d'autre côté ce que nous estimions propre à disposer capable d'encourager et enfin ce qui nous paraissait devoir assurer sans abus le commerce maritime de province à autre... De sa nature le commerce des grains est fort périlleux; il est sujet à beaucoup d'événements et d'accidents; souvent il devient onéreux et ruineux. Il serait à souhaiter que la liste des bons succès l'emportât, afin que l'attrait multipliât les spéculations lorsque le gouvernement le désire (1). »

Turgot ne pouvait que se montrer satisfait du ton de cette lettre, bien que les idées qui y étaient exprimées ne fussent pas précisément les siennes; aussi il répondit à la Chambre de commerce le 5 janvier 1775 qu'il était déterminé à lui accorder la confiance qui lui était due et à protéger le commerce normand ainsi qu'il le méritait. « Je suis même persuadé, disait dans cette lettre le contrôleur général, qu'il y aura à Rouen des négociants qui, s'élevant au-dessus des préjugés publics et des autres obstacles que vous m'avez représentés, s'occuperont de ce commerce et feront venir des grains de l'étranger dans les occasions où cette importation pourra être utile et nécessaire à l'Etat (2). »

Nous allons examiner maintenant quelle fut l'attitude du Parlement de Rouen en présence de l'arrêt

1. Wallon, *loc. cit.*, p. 315 et suiv.

2. *Ibid.*, p. 319.

du Conseil du 13 septembre 1775 et nous verrons que cette Cour ne se montra pas plus encourageante pour le ministre que la Chambre de commerce. Seule en effet de toutes les assemblées de ce genre, elle refusa l'enregistrement pur et simple. Le 20 janvier 1775 elle décida qu'avant de procéder à cette formalité « il sera fait des remontrances au Roy à l'effet de représenter à Sa Majesté qu'il y a tout lieu d'appréhender que de la disposition des deux premiers articles il ne résulte que les halles et marchés ne soient pas suffisamment garnis pour procurer aux citoyens leur subsistance journalière; 2^o étant défendu d'enjoindre aux laboureurs et marchands de porter du blé aux halles, le Parlement supplie Sa Majesté de lui indiquer la conduite qu'il aurait à tenir dans le cas où les halles et marchés ne seraient plus fournis ». Ces remontrances furent envoyées le 27 janvier et donnèrent lieu entre le Premier Président et le garde des sceaux à un échange de lettres qui se prolongea jusqu'au 26 avril mais qui ne convainquit nullement les parlementaires. Ces derniers, n'ayant pu obtenir le retrait de l'arrêt du 13 septembre, employèrent alors des manœuvres dilatoires pour surseoir à son enregistrement; l'examen définitif de la nouvelle loi fut reporté de mois en mois et cette sorte d'obstruction dura jusqu'à la fin de l'année. Comme il était facile de le prévoir, le gouvernement finit par se lasser et, deux missives du garde des sceaux datées des 6 et 14 décembre

n'ayant amené aucun changement dans la situation, il fut décidé d'envoyer au Parlement des lettres de jussion aux fins d'enregistrement. Ces lettres furent reçues le 21 décembre et le même jour la transcription de l'arrêt du 13 septembre 1774 eut lieu sur les registres de la Cour avec cette réserve que les juges de police de ressort continueraient comme par le passé à assurer l'approvisionnement des halles et des marchés. Cette disposition complémentaire étant destinée à anéantir dans la Normandie la liberté du commerce des grains, le Conseil d'Etat du Roi cassa le 27 janvier 1776 l'arrêt d'enregistrement du Parlement de Rouen et ce dernier dut finir par s'incliner (1).

En dépit des dispositions peu bienveillantes que montrait la Normandie pour la déclaration du 13 septembre, il est certain que le calme serait assez vite revenu dans les esprits si la récolte de 1774 avait été bonne; or elle fut malheureusement « médiocre et très médiocre dans toutes les provinces méridionales et centrales du royaume et tout au plus passablement bonne dans celles du nord seulement (2) ». En conséquence une cherté considérable ne pouvait manquer de se produire, d'autant plus que le commerce libre avait été découragé les années précé-

1. *Registres secrets du Parlement de Normandie, 1774-1775*. Arch. S.-I., série B et Afavassiev, *loc. cit.*, p. 367.

2. Baudeau, *Nouvelles Ephémérides économiques*, 1775, t. I, p. 9, cité par Afanassiev, *loc. cit.*, p. 376.

dentes par les mesures réglementaires de l'abbé Terray et qu'il se trouvait désarmé lorsque la moindre difficulté se présentait à lui. Tout alla assez bien cependant jusqu'à la fin du mois d'avril 1775, époque où les approvisionnements constitués à l'automne de 1774 furent presque entièrement épuisés, mais, à partir de ce moment, la généralité de Rouen eut sa partie attristée par une série de soulèvements locaux que l'on peut croire apparentés au mouvement connu dans l'histoire sous le nom de guerre des farines.

A Vernon notamment, le 2 mai 1775, un bateau, chargé de 1.400 sacs de blé et se rendant à Paris, fut pillé par la populace; le lendemain, dès six heures du matin, une vingtaine de mutins réclamèrent de la farine aux subdélégués et, en l'absence de détachements de la maréchaussée, ce dernier dut consentir à leur en livrer quelques sacs. La distribution cessa lorsque des hommes de troupes furent arrivés sur les lieux, mais alors les révoltés s'attaquèrent à un petit magasin dont ils défoncèrent les portes et les fenêtres et où ils pillèrent tout ce qu'ils trouvèrent. Quelques jours après, réunis au nombre de plus de deux mille et armés de marteaux, de ciseaux et de masses il essayèrent de s'emparer du blé qu'ils croyaient déposé dans la tour située à l'entrée du pont de Vernonnet; la maréchaussée étant survenue et ayant tiré quelques coups de feu, les émeutiers se rendirent compte qu'ils ne pourraient

mettre leur dessein à exécution et ils tentèrent alors d'incendier cette tour, mais les cavaliers chargèrent aussitôt et parvinrent à disperser la populace.

Le 5, grâce à l'arrivée pendant la nuit précédente de cinquante hommes du régiment de Penthhièvre, les séditieux dont le nombre avait encore augmenté purent être maintenus sur le pont de Vernon, mais en revanche il fut malheureusement impossible de les empêcher de piller les magasins des marchands. Le même jour des maraudeurs se répandirent dans la campagne environnante et y achetèrent à très bas prix tous les grains qu'ils purent trouver; ils se disposaient à piller un bateau de farine destiné à l'approvisionnement de Paris lorsque cinquante maîtres de la maison du Roi survinrent et les empêchèrent de commettre ce nouveau forfait. Le 6, jour du marché de Vernon, c'est seulement grâce aux sévères mesures d'ordre qui avaient été prises que l'on n'eut pas d'événements graves à déplorer; la foule en effet était très nombreuse et, la halle étant peu fournie, on ne put livrer qu'un boisseau de blé à chaque particulier (1).

Vers la même époque les grains vinrent à manquer au marché de Lyons et le 22 mai notamment les laboureurs n'y apportèrent que dix sacs de blé; plus de cent cinquante personnes ne purent s'approvisionner (2). D'autres villes encore furent attris-

1. Arch. S.-I., C. 107.

2. Arch. S.-I., C. 106.

tées par la disette ou même par l'émeute et le tableau ci-après va donner les quantités approximatives de céréales qui furent pillées ou vendues à vil prix en mai 1775 dans les subdélégations de Magny, Vernon, Andely, Gournay, Gisors et Dieppe (1).

Sub-délégations	Quantités de grains vendues à vil prix ou pillées	Valeur des grains et farines	Sommes reçues par les laboureurs	Pertes subies
Magny	696 setiers 3 boisseaux de blé	20 990 livres 15 sols	12.978 livres 10 sols	8.012 livres 5 sols
Vernon	93 sacs de froment 99 sacs de méteil 11 sacs de seigle 33 sacs d'orge 4 sacs de farine	3.198 livres 2.955 — 244 — 668 — 181 — 7.246 livres	3.631 livres 15 sols	3.614 livres 5 sols
Andely	1.184 boisseaux 3/4 de froment	5.933 livres 15 sols	3.836 livres 15 sols	2.087 livres
Gournay	103 sacs 4 boisseaux de froment	3.601 livres	2.641 livres 8 sols	959 livres 12 sols
Gisors	2.032 boiss. de blé et 8 006 livres de farine	12.419 livres 6 sols	4.557 livres 8 sols 6 den.	7.861 livres 17 sols 6 den.
Dieppe	118 boisseaux de froment	731 livres 18 sols	571 livres 2 sols	160 livres 16 sols
Total des pertes : 22.695 livres 15 sols 6 derniers				

Devant la gravité des événements le gouvernement n'avait qu'à se montrer impitoyable s'il voulait empêcher l'émeute de prendre des proportions encore

1. Arch. S.-I., C, 107.

plus alarmantes; aussi le 8 mai, le lieutenant général de police envoya à l'intendant de Crosne l'ordre de faire afficher dans toute la généralité la proclamation dont la teneur suit : « De par le Roi, il est défendu sous peine de la vie à toutes personnes de quelque qualité qu'elles soient de former aucun attroupement, d'entrer de force dans la maison ou boutique d'aucun boulanger ni dans aucun dépôt de grains, graines, farine et pain. On ne pourra acheter aucune des denrées susdites que dans les rues ou places. Il est défendu de même sous peine de la vie d'exiger que le pain ou la farine soient données dans aucun marché au-dessous du prix courant. Toutes les troupes ont reçu du Roi l'ordre formel de faire observer les défenses ci-dessus avec la plus grande rigueur et de faire feu en cas de violences — les contrevenants seront arrêtés et jugés prévôtalement sur-le-champ (1). »

Les diverses mesures envisagées dans cette proclamation empêchèrent les séditieux de se livrer encore à des excès regrettables et à partir de la fin du mois de mai on ne signale plus aucune émeute dans la généralité. Il faut d'ailleurs reconnaître que le gouvernement ne s'était pas borné à réprimer les violences mais qu'il avait fait tout ce qui était en son pouvoir pour ramener l'abondance sur les marchés; c'est ainsi que un arrêt du Conseil d'Etat du Roi du 25 avril 1775 accorda une gratification de 18 sols par quintal de froment et de 12 sols par

1. Arch.; S. I. C. 107.

quintal de seigle à tous ceux qui feraient venir des grains de l'étranger du 15 mai au 1^{er} août et, dans plusieurs lettres adressées à la Chambre de commerce de Rouen, Turgot insista sur l'utilité de ce genre de commerce : « Je vous recommande, écrivait-il le 23 avril, de le communiquer. [L'arrêt de 25 avril] aux négociants de votre place; ils y verront que Sa Majesté se repose sur leur activité pour toutes les opérations de commerce que les circonstances peuvent rendre nécessaires ou utiles à ses sujets et qu'Elle se borne, comme Elle l'avait annoncé par son arrêt du 13 septembre dernier, à leur donner des encouragements capables de les déterminer à augmenter les subsistances dans les provinces où pourraient se faire sentir les besoins (1). » De même, dans une lettre du 3 mai il disait : « Il y a lieu de croire que l'arrêt que Sa Majesté vient de rendre pour accorder aux négociants qui, à compter du 15 du mois de may jusqu'au 1^{er} août prochain, feront venir de nouveaux secours les excitera à s'occuper encore plus de spéculations utiles (2). »

Turgot s'employa aussi de son mieux à favoriser l'importation des farines et il accorda aux commerçants qui en feraient venir de l'étranger une prime de une livre 7 sols par quintal; là ne se bornèrent pas encore les mesures prises par le contrôleur général pour assurer l'abondance et ramener le calme

1. Wallon, *loc. cit.*, p. 321.

2. *Ibid.*, p. 322.

dans les esprits. Le 10 mai dans une circulaire adressée aux archevêques, évêques et curés de tous les diocèses, il priaït les autorités ecclésiastiques d'user de leur influence pour empêcher les émeutes et les guerres civiles (1); de plus, en vertu d'un arrêt du Conseil d'Etat du 3 juin, le Roi ordonna que « la perception faite par les villes dans toute l'étendue de son royaume et à leur profit de droits sur les grains, les farines et le pain, soit à l'entrée, soit sur les marchés et ailleurs, à titre d'octroi et sous quelque dénomination que ce soit, sera et demeurera suspendue à compter du jour de la publication du présent arrêt et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné. Fait défenses à toutes personnes de les recevoir, quoi qu'ils fussent volontairement offerts, à la charge néanmoins de l'indemnité qui pourra être dûe aux fermiers des dits droits pour le temps qu'ils auront cessé d'en jouir (2) ».

En même temps que par ces diverses mesures le gouvernement cherchait à diminuer le mal imputable à la mauvaise récolte de 1774, Turgot s'efforçait de détruire tout l'édifice de réglementation élevé par les siècles précédents; il s'attaqua notamment aux Chambre d'abondance de Lyon et de Marseille ainsi qu'aux règlements de Paris, mais son effort ne fut vraiment couronné de succès que lorsqu'il voulut

1. Turgot, *Œuvres*, édition Guillaumin. Paris, 1844, p. 192, t. II.

2. *Ibid.*, p. 199.

supprimer les marchands privilégiés et les porteurs de grains de Rouen; sur cette dernière matière en effet il ne rencontra guère d'obstacles et un édit de juin 1775 abolit ces corporations très anciennes : « Nous sommes informés, disait le Roi dans cet édit, que, dans notre ville de Rouen, ce commerce important (celui des grains) est uniquement et exclusivement permis à une compagnie de marchands privilégiés créés en titre d'office au nombre de 112 par les édits de décembre 1692 et de juillet 1693; que les titres de leur création leur attribuent non seulement le droit de vendre seuls des grains à la halle de la dite ville, dans leurs maisons et boutiques et d'en tenir magasin chez eux, mais encore celui de pouvoir seuls acheter des grains qui y seraient transportés d'ailleurs par des laboureurs ou des marchands étrangers; qu'ils ont même celui d'acheter seuls exclusivement et sans concurrence des grains dans quatre des principaux marchés de la province, aux lieux d'Andely, Elbeuf, Duclair, Caudebec, en sorte que, tant à l'achat qu'à la vente, le commerce des subsistances de notre ville de Rouen est privé de toute liberté et concentré dans une société unique, ce qui constitue essentiellement le monopole; qu'à la vérité l'exercice de ce privilège exorbitant, et abusif a été modéré à quelques égards par les dispositions de la déclaration du 28 mai 1763; mais que ce qui subsiste encore est très nuisible au commerce notamment par le droit de visiter tous les grains ap-

portés dans la dite ville, de s'ériger en juges de leur bonne ou mauvaise qualité et d'inquiéter les négociants; en sorte que les fonctions de ces marchands privilégiés ne peuvent avoir d'autre effet que de les rendre seuls arbitres du prix des grains et d'éloigner l'abondance tant des quatre marchés soumis à leur privilège que notre ville de Rouen même. Nous sommes encore informés que, dans cette même ville, les acheteurs de grains ne sont libres ni de choisir les porteurs qu'ils veulent employer ni de convenir de gré à gré du prix de leurs salaires; que le droit de faire ces transports au moyen d'un prix déterminé et taxé est réclamé par 90 porteurs, chargeurs et déchargeurs de grains dont les offices, très anciennement créés, abolis ensuite, ont été rétablis et confirmés par arrêt du Conseil et lettres patentes du 28 septembre 1675 et par autres lettres d'août 1677, registrées en notre Parlement de Normandie le 5 mars 1678; l'établissement de pareils offices est aussi inutile en lui-même que contraire à la liberté publique. Enfin, nous sommes pareillement instruits que le droit de banalité attaché aux 5 moulins qui appartiennent à notre dite ville de Rouen est également nuisible soit à la facilité de l'approvisionnement, soit au prix modéré du pain, puisque ce droit emporte la défense aux boulangers de la ville d'acheter ou d'employer d'autres farines que celles qui proviennent des dits moulins et que même ces dits moulins ne pouvant suffire à leur consommation, l'on

ne se relâche de cette défense qu'en obligeant les boulangers de payer au fermier de la banalité le droit de mouture sur les farines qu'ils sont obligés de faire fabriquer ailleurs; que ce droit de banalité qu'on annonce comme fixé seulement au treizième augmente le prix du pain dans une proportion beaucoup plus forte; qu'en effet les boulangers des faubourgs qui ne sont point sujets à la banalité sont obligés par ces règlements de fournir le pain dans les marchés de la ville de Rouen à raison de 18 onces par livre et au même prix que celui qui se fait dans l'intérieur dont le poids n'est que de 16 onces, d'où il résulte que le droit de banalité augmente le prix d'un neuvième.

ARTICLE PREMIER. — Nous avons éteint et supprimé, éteignons et supprimons les 100 offices de marchands de grains privilégiés, créés en notre ville de Rouen par édit du mois de décembre 1692 et les 12 offices semblables créés par édit de juillet 1693, les deux offices d'auditeurs et examinateurs des comptes de la dite communauté, créés par édit de mars 1694; les deux offices de syndics créés par édit de novembre 1705 et les offices d'inspecteurs et contrôleurs créés par l'édit du mois de février 1745.

ART. 4. — Nous avons pareillement éteint et supprimé, éteignons et supprimons les 90 offices de porteurs, chargeurs et déchargeurs de grains établis et confirmés par arrêt du Conseil et lettres patentes

du 28 septembre 1675 et lettres en forme de règlement d'août 1677; voulons que les droits attribués aux 90 offices pour leur tenir lieu de salaires et réglés par arrêt du Conseil du 9 avril 1773 soient et demeurent éteints et supprimés à compter du jour de la publication du présent édit. Défendons aux titulaires des dits offices et à tous autres de faire sous prétexte des dits droits aucune perception à peine de concussion.

ART. 6. — Nous voulons que le droit de banalité des cinq moulins appartenant à la ville de Rouen soit et demeure éteint et aboli à compter du jour de la publication du présent édit; en conséquence permettons à tous boulangers, pâtisseries et autres de la dite ville de faire moudre leurs grains ou de se pourvoir de farines partout où ils voudront. Défendons de les assujettir à aucuns des droits ou d'exiger d'eux aucune des rétributions du droit de banalité (1).

Cet édit bouleversait les usages suivis par les Rouennais en matière de commerce des grains, mais il ne semble pas que son application ait soulevé beaucoup de protestations. Les marchands privilégiés s'étaient sans nul doute aliéné la sympathie de leurs concitoyens par leurs manœuvres qui tendaient à provoquer la hausse des cours et le Parlement de Normandie, défenseur pourtant des vieilles traditions, enregistra sans difficulté le 23 juin la déclaration

1. Turgot, *loc. cit.*, p. 200 et suiv., t. II.

royale. Ces négociants demandèrent naturellement au gouvernement de les indemniser pour le préjudice qui leur était occasionné, mais ils ne parvinrent pas à se faire donner la plus petite somme d'argent. Ils obtinrent seulement par un arrêt du Conseil d'Etat du 31 juillet 1778 que la caisse royale prît à sa charge les sommes dont la communauté était redevable vis-à-vis de divers particuliers et dont le montant total s'élevait à 44.850 livres (1).

La fin de l'année 1775 et le début de la suivante jusqu'à la retraite de Turgot ne furent marqués dans la généralité par aucun événement sensationnel; la récolte avait été meilleure que la précédente, bien qu'en différents endroits comme à Brotonne la grêle ait détruit une partie des céréales; les marchés furent dès lors suffisamment garnis et l'ordre cessa d'être troublé.

Avant de terminer le chapitre en cours sur le ministère de Turgot, il nous reste à dire qu'en vertu d'un arrêt du Conseil d'Etat du 12 octobre 1775 le cabotage obtint des conditions plus favorables que sous l'abbé Terray. La formalité de l'acquit à caution, bien que maintenue, fut notablement assoupie; désormais le lieu de destination ne fut plus indiqué sur cet acquit et le propriétaire eut la faculté de faire débarquer ses grains dans n'importe quel port du royaume. D'autre part en cas de jet à la mer

1. Archives municipales de Rouen, carton 171.

les armateurs et le capitaine n'encoururent plus l'amende qui était prévue par l'arrêt de 1773 et que l'on devait payer lorsque les employés des fermes constataient un déficit dans la cargaison.

CHAPITRE VII

LE DÉCLIN DE LA ROYAUTE : 1776-1789

Cette période est presque entièrement occupée par les deux ministères de Necker et par celui de Calonne; avec Necker, ainsi que nous l'avons vu dans le chapitre premier, on se trouve en présence d'une ou plutôt de deux phases de réaction pendant lesquelles les partisans de la réglementation parviennent à faire adopter les mesures qu'ils préconisent; sous de Calonne, au contraire, les Physiocrates obtiennent une certaine liberté pour le commerce des grains et le Conseil d'Etat du Roi adopte la déclaration de juin 1787 qui sera reproduite plus loin. Puisque l'ordre chronologique a été jusqu'à présent suivi dans cette étude, nous devons examiner d'abord le premier Ministère de Necker qui dura de 1777 à 1781; nous verrons en même temps les principaux faits intéressants qui se sont passés dans la généralité de Rouen pendant cette période et qui, ainsi qu'on va le constater, furent très peu nombreux.

Necker n'admettait qu'un seul système en matière de commerce des grains : « agir selon les circonstances » et il jugeait que leur appréciation ne pouvait

être faite avec exactitude que par l'administration (1); en effet, il redoutait, comme « dangereuses », les manœuvres des marchands et : « il faut, disait-il, mettre obstacle à un genre de spéculations qui n'est point utile aux propriétaires et qui nuit essentiellement aux consommateurs : ce sont les achats et les accaparements entrepris uniquement dans la vue de profiter de la hausse des prix (2). » De même, les cultivateurs, selon lui, n'avaient qu'un but : affamer les gens des villes en leur faisant payer le blé très cher. Il allait même plus loin que l'abbé Terray dans son hostilité contre les théories physiocratiques et, alors que ce dernier avait toujours défendu la liberté de la circulation intérieure, le nouveau contrôleur général ne l'admettait que si les cours étaient bas.

Lorsque Necker prit possession de l'administration des finances (29 juin 1777), l'exportation était autorisée dans presque toutes les généralités à l'exception de celles qui avoisinaient la capitale et notamment de celle de Rouen. Le premier souci du ministre fut de prohiber complètement et partout les expéditions de grains à destination de l'étranger et le 27 septembre un arrêt du Conseil interdit les opérations de ce genre en Guyenne et dans les provinces avoisinantes; peu à peu cette défense fut étendue à toutes les régions de la France. Necker

1. Afanassiev, *loc. cit.*, p. 424.

2. *Ibid.*, p. 404.

craignait tellement l'exportation qu'il n'hésitait pas à accorder créance aux bruits le plus souvent mal fondés qui circulaient dans le peuple sur l'existence d'achats effectués pour le compte des autres puissances; ainsi le 20 septembre 1777 il écrivait à l'intendant de Rouen que des expéditions de grains à destination de l'Angleterre auraient été faites récemment dans cette généralité au mépris des dispositions légales; or, lorsque les divers subdélégués eurent envoyé leurs rapports sur la question à de Crosne, il apparut clairement que rien d'anormal ne s'était passé (1).

La récolte de 1777 ayant été mauvaise en Normandie, les prix commencèrent à monter dès le début de l'année suivante et, afin d'enrayer cette hausse qu'on espérait momentanée, des grains furent mis à la disposition de l'intendant de Rouen pour être vendus à un cours relativement bas; en même temps des arrivages de céréales étaient annoncés de la Nouvelle Angleterre et le 14 janvier 1778, dans une lettre émanant des bureaux du contrôle général, on conseillait à de Crosne de mettre du blé en réserve s'il voulait quelques mois plus tard assurer la tranquillité de sa généralité (2). Il semble bien d'ailleurs qu'à ce moment Necker commençait à être affolé par la crainte d'une disette générale car il donnait des ordres contradictoires. Nous venons de voir que

1. Arch. S.-I., C. 106.

2. Arch. S.-I., C. 106.

des soins minutieux étaient pris pour que la généralité de Rouen soit suffisamment approvisionnée; or, un mois après, le 21 février 1778, le ministre faisait exempter du droit de fret les navires étrangers qui transporteraient des grains des diverses provinces du royaume dans les ports du Midi; il favorisait ainsi le dégarnissement des marchés normands qui manquaient déjà du blé nécessaire à la consommation locale (1).

En dépit de ces mesures contradictoires, l'année 1778 se passa bien dans la généralité de Rouen; les documents d'archives ne nous signalent en effet aucune émeute pendant les mois de mai, juin et juillet où la pénurie aurait dû particulièrement se faire sentir et le calme le plus complet ne cessa de régner depuis lors dans la région jusqu'à la démission de Necker qui se produisit en mai 1781. Les récoltes furent certainement bonnes en Normandie puisque, d'après une lettre de Montaran, l'un des collaborateurs du Ministre, la généralité de Rouen jouissait de la liberté d'exportation en 1781. « Dans l'état actuel, disait cette missive, plusieurs Provinces jouissent de la liberté d'exporter leurs grains à l'étranger, mais les circonstances de la guerre rendent ces exportations peu importantes. Il s'en fait par la Picardie, la généralité de Rouen, la Bretagne, la généralité de la Rochelle, celles de Bordeaux, d'Auch et du Roussillon, de Languedoc pour Marseille, de la Lor-

1. Arch. S.-I., C. 180.

raine, de l'Alsace et des Trois Evêchés (1) ». Comme nous savons par ailleurs que Necker était un adversaire de l'exportation, nous devons reconnaître que la situation devait être bonne pour qu'il eut autorisé ce genre de commerce.

Il a été dit plus haut que le Ministre ne se montrait partisan de la liberté de la circulation intérieure que si les cours étaient bas; dans les premiers mois de son arrivée au pouvoir, il annula, il est vrai, diverses mesures prises par les autorités locales pour réglementer le commerce des blés et il déclara même à propos d'une ordonnance du Parlement de Pau que « de telles inquisitions ne pouvaient que décourager les négociants (2) ». Ces bonnes dispositions ne durèrent malheureusement pas et bientôt on refusa aux marchands et aux cultivateurs la liberté d'acheter et de vendre en dehors des halles (3). La politique de Necker en matière de droits de marché fut de même très rétrograde. Une commission spéciale avait été chargée sous le ministère de Turgot de vérifier les titres des Seigneurs et des communautés, mais elle se borna vite à supprimer uniquement les droits dont la propriété était plus particulièrement contestable.

De Calonne ne devait prendre la place de contrôleur général qu'au mois de novembre 1783; l'inter-

1. Cité par Afanassiev, *loc. cit.*, p. 438.

2. Cité par Afanassiev, *loc. cit.*, p. 447.

3. Afanassiev, *loc. cit.*, p. 446.

valle de temps qui sépara du départ de Necker cette accession au pouvoir n'est marqué dans la généralité de Rouen par aucun événement important. La guerre avec l'Angleterre empêchait les importations, mais cependant il n'y eut pas de disette et aucune émeute n'attrista le pays. Un moment toutefois on craignit que les marchés ne fussent plus approvisionnés et, en septembre 1782, le Roi décida que, pendant la durée des hostilités, une remise du droit de fret serait accordée aux navires neutres qui transporteraient des grains nationaux d'un port de France à l'autre ou qui importeraient des grains étrangers; cette faveur ne tarda d'ailleurs pas à être supprimée et le 28 janvier 1783 de Crosne était informé que les anciennes règles allaient être appliquées de nouveau; la guerre était en effet sur le point de se terminer et les craintes que l'on avait éprouvées n'existaient plus (1).

Si la récolte de 1782 avait été bonne, en revanche celle de 1783 fut très médiocre et, la cherté s'étant fait sentir dans la généralité dès le mois de janvier 1784, Calonne donna l'ordre aux employés de la ferme générale de ne plus laisser expédier de blé à destination de l'étranger à partir du 15 février (2). La gravité de la situation était encore accrue par la rigueur de l'hiver qui occasionnait chez les pauvres une grande misère. « Toute communication dans l'élection par les chemins de traverse entre les villes,

1. Arch. S.-I., C. 106.

2. Arch. S.-I., C. 106.

bourgs et villages est interdite, écrivait le 13 février le subdélégué d'Eu, tous les travaux sont suspendus, les journaliers sans ouvrage depuis plus d'un mois manquent de pain; l'on commence à parler de voleurs, de pauvres honteux qui, la nuit, vont frapper aux portes des fermiers et demander du pain; la culture des terres est considérablement en retard : l'on ne peut ni labourer, ni fumer pour préparer les semences de mars; les fourrages se consomment et diminuent au point que l'on a de l'inquiétude comment on nourrira les bestiaux jusqu'à la poussée des herbes. Le bois commence à être rare, étant impossible d'en apporter en voiture et très difficile d'en faire venir à dos de cheval... Le peuple ne se ressent pas de la paix. Les impositions sont les mêmes que pendant la guerre et, de plus, il éprouve un hiver le plus long et le plus rigoureux dont on ait mémoire et le blé est très cher. » Deux mois plus tard, le 3 avril 1784, le même subdélégué écrivait encore à l'intendant dans les termes suivants : « Je vois dans le peuple un mécontentement et une inquiétude extraordinaires et il faut avouer que cette augmentation considérable vient dans de tristes circonstances. J'ai vu le blé bien plus cher et il n'y avait pas autant de murmures. Pourquoi? Parce qu'on n'avait pas eu un hiver aussi rigoureux, parce que les travaux n'avaient pas été suspendus pendant trois mois entiers; parce qu'on n'était pas fatigué de l'aumône; parce que les laboureurs étaient riches

et tenaient leurs fermes à bon marché, au lieu que dans ce moment tout le monde est las de souffrir et de donner (1)... »

Les mois de mai et de juin furent les plus difficiles à passer; le blé devenait de plus en plus rare dans toute l'étendue de la généralité de Rouen et, pour intimider le peuple qui commençait à murmurer, l'intendant de Crosne demanda le 4 mai au Gouverneur d'envoyer à Rouen 200 hommes de la garnison du Havre (2). Quelques jours après à Bacqueville, trois personnes contraignirent un laboureur à leur livrer 4 sacs de blé à 36 livres le sac au lieu de 49 livres, prix normal; cet exemple fut suivi au même lieu par de nombreux acheteurs et deux cavaliers de la maréchaussée de Dieppe ne purent réussir à maintenir l'ordre. D'autres incidents regrettables se produisirent à Doudeville et à Auffay. « Les brigades ne se bornent pas à maintenir l'ordre dans les marchés, écrivait de Crosne au duc d'Harcourt le 19 mai 1784; elles sont obligées de faire des patrouilles la nuit pour empêcher les attroupements nocturnes qui ont lieu dans les campagnes et pour tranquilliser les laboureurs qui sont souvent forcés au milieu de la nuit de distribuer du pain à ces gens attroupés dans la crainte qu'ils

1. Ch. de Beaurepaire, *Renseignements statistiques sur l'Etat de l'agriculture*, p. 92 et 93, Rouen, Gagniard, 1889.

2. Hippeau, *Le gouvernement de la Normandie*, loc. cit., t. 3 p. 155.

n'exécutent les menaces qu'ils font de mettre le feu aux habitations. Les cavaliers sont également obligés de se montrer dans les différents cantons de leur arrondissement pour rassurer les laboureurs qui ont été menacés de pillage dans leurs granges (1). » Trois semaines après, à Darnetal, le peuple exigea que du blé lui soit livré à bas prix et trois cavaliers de la maréchaussée durent être envoyés pour maintenir l'ordre; à Yvetot, un jour de marché, trois brigades de la maréchaussée continrent le peuple pendant six heures et, à la halle suivante, la présence de quatre brigades fut nécessaire car les révoltés étaient encore plus nombreux et plus excités. A Bacqueville, le 9 juin, il y eut une émeute et on fut obligé de céder du blé à un cours inférieur à la normale (2).

La tranquillité ne tarda pas à revenir dans la généralité grâce au zèle de la force armée, mais les prix restèrent jusqu'à la récolte suivante au-dessus des facultés d'achats du menu peuple; les marchés furent garnis à l'aide des grains importés de l'étranger et la maréchaussée continua ses rondes dans la campagne pour tenir en respect tous ceux qui auraient pu être tentés de troubler l'ordre.

A partir de la fin de l'année la situation devint tout à fait bonne et elle le resta jusqu'en 1788; le rendement des récoltes avait été très satisfaisant

1. *Ibid.*, p. 157, t. 5.

2. *Ibid.*, t. 5, p. 160.

en 1784, 1785 et 1786 et on ne tarda pas dans toute la France à se plaindre du bas prix des céréales; un comité permanent, constitué à Versailles sous le nom de : « L'Administration de l'Agriculture » s'occupa de la question et le 4 août 1786, dans un rapport à cette assemblée, l'abbé Lefebvre s'exprimait ainsi : « Le bon prix avait donné de l'activité à l'agriculture; la baisse trop rapide et trop longtemps continuée l'a fait retomber dans la première langueur et les fermiers ne peuvent plus se soutenir (1). » En présence de cette misère des cultivateurs, le gouvernement et la commission se demandèrent si le moment n'était pas venu d'autoriser à nouveau l'exportation, mais, alors que la seconde se montrait franchement favorable à cette mesure, le premier faisait preuve de beaucoup d'hésitation avant de s'engager dans la voie indiquée. Finalement Calonne céda et, dans un mémoire à l'Assemblée des Notables de 1787, il défendit le principe de la liberté : « La question du commerce des grains si longtemps débattue, disait-il, est du nombre de celles que le temps, l'expérience et la libre communication des idées ont fait parvenir à leur maturité; tout a été dit de part et d'autre et l'on peut voir que le principe qui réclame une grande liberté a prévalu dans les esprits. Il est temps que l'autorité le consacre et achève de fixer les idées publiques à cet égard. » Calonne reconnaissait d'ailleurs qu'il fallait compter

1. Cité par Afavassiev, *loc. cit.*, p. 472.

dans cette matière avec les préjugés populaires et il ajoutait : « Il faut que le peuple puisse en jouir (de la liberté) sans s'en apercevoir; trop annoncées elles (les précautions) deviendraient pour lui un sujet d'alarmes; leur objet sera de pourvoir non à des inconvénients réels de la liberté, mais à des premiers moments d'une crainte qui pourrait égarer des opinions (1). »

En dépit de ces bienveillantes dispositions, la loi annoncée ne fut promulguée que quelques mois plus tard, le 17 juin 1787, sous le ministère de Brienne, successeur de Calonne : « Voulons et nous plaît, disait le Roi dans cet édit, qu'à compter du jour de la publication de la présente déclaration, il soit libre pour toujours et à toutes personnes de quelque état et condition qu'elles soient de faire le commerce des grains et des farines de province à province dans tout l'intérieur de notre Royaume. Permettons pareillement à tous nos sujets de faire ledit commerce avec l'étranger par tous les ports et par tous les passages de nos frontières où il y a bureau de nos droits de Traites, nous réservant néanmoins de suspendre la liberté de la dite exportation hors du royaume pour celles de nos provinces où les Etats et Assemblées provinciales, qui seraient dans le cas d'obtenir, nous aurons demandé la dite suspension et lorsque nous en aurons reconnu nous-mêmes la nécessité, sans que la dite suspension puisse au

1. Cité par Afanassiev, *loc. cit.*, p. 475.

dit cas s'appliquer aux autres provinces pour lesquelles elle n'aurait pas été demandée et reconnue nécessaire. Ne sera non plus la dite suspension ordonnée pour un plus long temps que celui d'une année, sauf à la prolonger par une nouvelle décision dans le cas où la continuation des besoins l'exigerait et où la demande en serait renouvelée par les dits Etats ou les dites Assemblées Provinciales (1). »

Cette déclaration fut certainement appliquée dans la généralité de Rouen, en 1787 et pendant les premiers mois de 1788, mais les quantités de céréales exportées ne s'élevèrent jamais à un chiffre considérable. A partir de l'été suivant, d'ailleurs, les grains commencèrent à manquer sur divers marchés de la région et les autorités locales n'hésitèrent pas à remettre en vigueur les anciennes ordonnances qui obligeaient cultivateurs et marchands à garnir les halles; c'est ainsi que le 6 août 1788 le juge de police du bailliage de Rouen condamna un blatier du nom de Mignard à trois livres d'amende envers le Roi pour n'avoir pas tenu ouverts ses sacs de blé pendant l'heure du marché; de même, le 20 août, une peine identique fut infligée à David, blatier de la paroisse d'Isneauville, pour n'avoir pas apporté de grains à Rouen et s'être rendu coupable, nous dirions aujourd'hui, de hausse illicite; il avait acheté du blé dans « le grenier d'approvisionnement » ouvert au public à raison de 15 livres 10 sols la miné et

1. Arch. S.-I., C. 103.

il l'avait revendu à la halle 16 livres 10 sols (1). La situation d'ailleurs était loin d'être bonne dans toute la généralité et nous sommes informés par une lettre du subdélégué de Dieppe à l'intendant de Rouen que la cherté alarmait beaucoup les populations et que des attroupements se formaient la nuit (2).

Necker, revenu au pouvoir sur ces entrefaites (20 août 1788) ne pouvait regarder d'un œil indifférent la disette qui se préparait dans une partie du royaume et, fidèle à son système, il fit rendre dès le 7 septembre par le Conseil d'Etat un arrêt aux termes duquel l'exportation était suspendue dans la France entière; il violait ainsi, sans l'avouer, la déclaration de 1787, car cette mesure n'avait nullement été demandée par les Assemblées provinciales qui, il convient de le dire, n'existaient pas partout. La prohibition de sortie empêchait bien les négociants d'expédier des grains à destination de l'étranger, mais elle ne pouvait avoir pour conséquence de garnir les halles dans un pays où les céréales manquaient; aussi Necker s'empressa de favoriser les importations en faisant accorder le 23 novembre par le Conseil d'Etat une prime de 30 sols par quintal de blé et de 40 sols par quintal de farine importé des Etats-Unis d'Amérique : « à compter du 15 février prochain jusqu'au 16 juin prochain. » Cette période était spécialement indiquée, car, comme

1. Arch. S.-I., C. 106.

2. Arch. S.-I., C. 106.

nous le savons, elle était toujours la plus difficile à passer; en même temps les navires français et étrangers étaient exemptés « du droit de fret pour raison des dites importations » et bientôt la prime et l'exemption du droit de fret furent étendues aux chargements de toute provenance (1).

Le ministre ne se contenta pas pour ramener l'abondance de combattre les exportations et d'encourager les importations; le 23 novembre il publia un second arrêt où il dépeignit la situation sous des couleurs très sombres et où, dénonçant les spéculations des marchands, il fit revivre les anciennes réglementations; cet édit notamment interdisait de vendre et d'acheter en dehors des halles et défendait aux négociants d'arrher les grains dans les fermes. Bien plus, le 23 avril 1789, Necker fit accorder aux autorités locales le droit de visiter les grains déposés dans les greniers et celui de contraindre cultivateurs et marchands à approvisionner les marchés.

On vécut donc sous un régime de surveillance jusqu'à la réunion de l'Assemblée Nationale et il semble que la généralité de Rouen s'en accommoda assez bien, car on n'y signale pas d'émeute dans les six premiers mois de 1789. En dépit de cette affirmation, il ne faudrait d'ailleurs pas croire que les marchés fussent abondamment garnis et que le calme absolu régnât dans les esprits; nous savons en effet que des importations considérables avaient lieu par

1. Afanassiev, *loc. cit.*, p. 499.

le port du Havre et que la plus grande partie de ces grains, destinée pour Paris, devait être escortée par des volontaires pour éviter les pillages sur la route (1). Naturellement les normands croyaient que seules des mesures énergiques de réglementation pouvaient solutionner les difficultés présentes et l'immense majorité d'entre eux donnait son approbation aux décisions de Necker. Nous allons pouvoir nous convaincre de cela en lisant les cahiers de doléances qui furent rédigés au début de 1789, en même temps que furent élus les députés aux Etats Généraux.

Le cahier du tiers état de la ville de Rouen (art. 56) s'exprimait ainsi : « Qu'il soit remis à la prudence des Etats Provinciaux de régler en chaque province à raison de la quantité des grains existant dans les greniers, du produit de la dernière récolte et du prix courant auquel le blé se trouvera élevé dans les marchés, le temps où l'exportation pourra en être permise ou défendue (2). »

Qu'il soit pris les précautions les plus sages pour prévenir les prix excessifs des grains, disait le cahier du tiers du bailliage d'Evreux (art. 36); que cette partie de la législation soit soumise à l'examen le plus approfondi des Etats Généraux et Pro-

1. *Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques. Section des Sciences économiques et sociales. Congrès des Sociétés savantes tenu à Alger en 1905. Paris, Imprimerie nationale, 1906. Communication de M. Barrey, p. 248.*

2. Hippeau, *Le gouvernement de la Normandie, loc. cit., t. 7, p. 338.*

vinciaux (1). De même les cahiers du Clergé et de la Noblesse du bailliage de Rouen ne se montrèrent nullement partisans de la liberté. « La position désespérante, disait le premier (art. 47), dans laquelle le peuple se trouve jeté par le prix excessif et la disette des grains impose l'absolue nécessité de prendre les moyens les plus sages et les plus prompts d'y remédier. Les députés demanderont que l'exportation des grains ne soit permise qu'après que les Etats Provinciaux se seront assurés qu'il existe une très grande abondance (2). » Quant au cahier de la Noblesse, l'article 54 qui s'occupait de la question était ainsi rédigé : « Les députés proposeront qu'il soit pris contre la cherté excessive des grains les précautions les plus exactes (3). » Le système des primes à l'importation ou à l'exportation, suivant les cas, était préconisé par la Noblesse du bailliage de Caux et le tiers était du bailliage de Pont de l'Arche : le cahier de la première s'exprimait de la manière suivante : « Que l'on donne des primes pour encourager l'exportation ou l'importation suivant que la nécessité en sera indiquée par le trop haut ou le trop bas prix des grains (4). » « Qu'il soit accordé des primes pour l'exportation et l'importation des marchandises et denrées suivant la nécessité, demandait

1. *Ibid.*, t. 7, p. 426.

2. *Ibid.*, t. 7, p. 300.

3. *Ibid.*, t. 7, p. 312.

4. Hippeau, *Le gouvernement de la Normandie. loc. cit.*, t. 7, p. 271.

dans son article 91 le cahier du tiers du bailliage de Pont de l'Arche (1). »

Diverses autres assemblées demandèrent l'adoption de mesures particulièrement rigoureuses. « Pour remédier au mal et en éviter un plus grand, déclare le cahier du bourg de Livarot, nous avons l'honneur de supplier Sa Majesté de fixer le prix de la somme de blé durant la présente année en proportion de son poids et de la mesure dans chacune des villes et bourgs, de sorte que le prix du pain soit égal par tout le royaume (2). » Le cahier de la Paroisse de Notre-Dame d'Auney demandait la suppression pour toujours de la liberté d'exportation. « Les députés devront faire remarquer, disait ce document, que l'exportation du blé, permise en France, est favorable pour les riches et réduit la plus grande partie du tiers état dans la dernière des misères et dans l'affreuse désolation; cette liberté, que l'on dit avoir lieu présentement, ajoutait-il, a suscité une infinité de monopoliers qui sont cause que les blés sont à un prix excessif et qu'il va y avoir quantité de personnes qui vont mourir de faim, dont il résulte quantité de tumultes dans tous les marchés qui pourraient occasionner des révoltes. Il est du cœur humain du Roi de révoquer pour toujours l'édit qui accorde ces pouvoirs-là à l'étranger (3). »

1. *Ibid.*, t. 7, p. 407.

2. *Ibid.*, t. 7, p. 454.

3. *Ibid.*, t. 7, p. 492.

Le cahier de Forges-lès-Eaux enfin proposait la solution suivante qui devait permettre aux pouvoirs publics d'empêcher les enlèvements clandestins de blé : « On suppliera Sa Majesté d'ordonner que chaque particulier qui achètera du blé sur le marché sera tenu de lever chez le syndic ou tout autre préposé un acquit de la quantité avec déclaration de la destination auquel lieu ledit particulier déposera son acquit entre les mains de l'officier, préposé à cet effet pour y être vérifié (1). »

Les cahiers qui viennent d'être étudiés furent rédigés par des personnes hostiles à la liberté du commerce des grains; ils ne font d'ailleurs que refléter l'opinion de la majorité des habitants de la généralité, mais il est bon de signaler que quelques autres documents du même genre, en petit nombre il est vrai, contiennent des dispositions toutes différentes. Le cahier de la ville de Gournay, par exemple, émet le vœu suivant : « Que l'agriculture, ce premier art d'où dépendent tous les autres, même ceux qui sont le plus avancés, doit être rétablie dans l'honneur et la considération qui lui appartiennent; que particulièrement elle doit être dégagée de toutes les entraves qui peuvent nuire à sa prospérité qui fait seule celle de l'humanité entière (2). »

Le cahier de la paroisse de Boisguillebert est en-

1. Hippeau, *Le gouvernement de la Normandie, loc. cit.*, t. 8, p. 549.

2. *Ibid.*, t. 8, p. 556.

core plus catégorique; il dit dans ses articles 2 et 3: « Qu'il soit cherché un système d'administration pour le blé qui fixe cette denrée de nécessité à un taux également avantageux aux propriétaires et aux laboureurs qui vendent, et supportable pour le peuple qui achète et qui, en assurant du pain au pauvre peuple, assure en même temps au malheureux cultivateur sa tranquillité et son bien. Qu'il soit mûrement examiné dans les Etats Généraux si le commerce du blé, rendu absolument libre et délivré de toute entrave, tant pour les régnicoles que pour les étrangers, ne serait point un système désirable (1). »

Les cahiers de doléances qui continrent des dispositions favorables à la liberté furent malheureusement très rares dans notre région et on peut déclarer que depuis 1750 les idées de la grande masse de la population normande n'avaient pas changé; les nobles comme les roturiers ne comptaient encore en 1789 que sur les mesures de réglementation pour empêcher la hausse du coût de la vie. En revanche, la lecture des mêmes documents nous montre que le sentiment de l'unité nationale avait fait de notables progrès; nous voyons, en effet, le tiers-état de la ville de Rouen demander qu'une seule barrière de douanes soit établie à la frontière et qu'après avoir acquitté les droits d'entrée, les grains puissent circuler librement dans l'intérieur du Royaume (2); cette

1. *Ibid.*, t. 8, p. 546.

2. Hippeau, *loc. cit.*, t. 7, p. 327.

requête fut reproduite dans presque tous les cahiers qui furent rédigés dans la généralité et nous constatons la même unanimité, dans les vœux concernant l'uniformité des poids et des mesures et la suppression des banalités. L'abolition des droits de péage fut enfin sollicitée par les cahiers des paroisses de Lisores et du Sap, de la ville de Gisors et par ceux du tiers-état des bailliages d'Evreux, de Pont l'Evêque, d'Andely et de Gisors (1).

Les Etats Généraux n'examinèrent d'ailleurs pas en détail toutes ces doléances, souvent contradictoires, et ils ne tardèrent pas à se comporter comme un pouvoir distinct, absolument indépendant des électeurs. Bien qu'au début les idées des membres de cette Assemblée en matière de subsistances ne fussent pas très nettes, une majorité ne tarda pas à se former en faveur des théories physiocratiques et Dupont de Nemours, chargé des rapports concernant le commerce des céréales, parvint à faire adopter, le 29 août 1789, un décret qui abolissait les mesures réglementaires de Necker et qui affranchissait de toute entrave la circulation intérieure des grains. « L'Assemblée nationale, était-il dit dans cette loi, a décrété et décrète : 1^o que les lois subsistantes et qui ordonnent la libre circulation des grains et des farines dans l'intérieur du royaume, de province à province, de ville à ville, de bourg à bourg et de village à village seront exécutées selon leur forme

1. *Ibid.*, t. 7, p. 465, 512, 386, 426, 344, 375 et t. 8, p. 544.

et teneur, casse et annule toutes ordonnances, jugements et arrêts qui auraient pu intervenir contre le vœu des dites loi; fait défenses à tous juges et administrateurs quelconques d'en rendre de semblables à l'avenir, à peine d'être poursuivis comme criminels de lèse-nation; fait pareillement défenses à qui que ce soit de porter directement ou indirectement obstacle à la dite circulation sous les mêmes peines (art. 2). Fait pareillement défenses à qui que ce soit d'exporter des grains et farines à l'étranger (1). »

Cette loi marque le point d'aboutissement de la querelle qui mettait aux prises, depuis 1750, les partisans et les adversaires de la réglementation. Les premiers avaient finalement gain de cause, mais ce succès n'était guère que théorique, car le manque de blé dont on souffrait depuis plusieurs mois et le désordre qui commençait à se manifester dans les esprits amenaient les citoyens à prendre des mesures de force pour assurer l'approvisionnement des marchés. Dans la généralité de Rouen en particulier, où la liberté n'avait jamais eu beaucoup de défenseurs, des faits regrettables sont à signaler; bien que des commissaires aient été spécialement envoyés sur les lieux par l'Assemblée nationale pour assurer le maintien de l'ordre, des blés achetés au Havre et embarqués sur la Seine à destination de Paris furent arrêtés par la milice de Louviers et confisqués par

1. Cité par Afanassiev, *loc. cit.*, p. 519.

la municipalité; un officier du Roi qui se trouvait sur un des bateaux dut être mis en prison par les autorités locales car la populace, en révolte, était sur le point de le massacrer (1).

L'Assemblée Provinciale de la Haute-Normandie et l'Assemblée Municipale de Rouen ne devaient d'ailleurs pas tarder à se mettre en opposition avec l'Assemblée nationale. La commission intermédiaire de la première décida le 3 septembre « que pour prévenir les maux qui résulteraient du surhaussement du prix du blé, ce qui serait l'effet inévitable de toute opération qu'on pourrait se permettre pour empêcher la circulation d'une denrée de cette importance, ainsi que de toute entrave par laquelle on prétendrait enchaîner les laboureurs, les bureaux intermédiaires veilleront avec le plus grand soin à ce qu'il ne puisse être fait aucun accaparement et à ce que les laboureurs qui porteront leurs grains au marché trouvent partout sûreté, assistance et protection. A cet effet, pour empêcher le retour des maux causés par l'imprévoyance, toutes les municipalités s'occuperont de se procurer par l'approximation la plus juste un état de la récolte avec lequel on puisse en faire la comparaison avec les besoins, et par ce moyen solliciter à temps des secours s'il en était nécessaire ». Le décret ajoutait que les commandants des milices bourgeoises étaient invités à

1. Gustave Bord, *Histoire du blé en France : le pacte de famine* p. 79. Paris, Sauton, 1887.

faire faire des patrouilles pour protéger les transports de grains (1).

La décision qui vient d'être rapportée paraît à première vue s'accorder parfaitement avec la loi du 29 août, mais deux passages de cet arrêté prouvent que ceux qui l'avaient rédigé étaient demeurés partisans des mesures de réglementation. L'allusion faite à la répression éventuelle des accaparements devait nécessairement amener les autorités locales à remettre en vigueur les anciennes prohibitions et nous allons voir bientôt que l'établissement des états de récoltes était prescrit dans un dessein tout à fait anti-libéral. Se basant en effet sur le décret de la commission intermédiaire, l'Assemblée Municipale de Rouen, sur le rapport de son Comité des subsistances, adopta le 10 septembre un règlement dont les principaux articles sont reproduits ci-après :

ARTICLE PREMIER. — « Les cultivateurs, décimateurs, champarteurs, leurs fermiers, bladiers grainetiers et autres, ne pourront vendre aucuns grains ni farines ailleurs que dans les halles et marchés principaux, circonvoisins des lieux de leur domicile; pourront, néanmoins, les laboureurs en vendre et délivrer chez eux pour la consommation des habitants de leurs paroisses sur le certificat des municipalités et seront les dites ventes et livraisons employées en décharge des quantités qu'ils auront été assujettis de fournir aux halles suivant l'article 8 ci-après. »

1. Arch. S.-I., C. 2153.

ART. 2. — « Défenses faites aux marchands et à tous autres particuliers de quelque condition qu'ils soient d'aller au devant de ceux qui amèneront des grains au marché : soit pour les arrher, soit pour faire aucune convention particulière avec eux ».

ART. 3. — « Défenses pareillement faites de vendre ou acheter aucuns grains ou farines sur échantillons. »

ART. 4. — « Les vendeurs et acheteurs, de quelque condition qu'ils soient, convaincus d'avoir traité ailleurs que dans les halles et marchés et d'avoir, par des enarrhements, des conventions secrètes et des transports clandestins, contrevenus aux trois articles ci-dessus, seront déclarés coupables d'accaparements et comme tels condamnés pour la première fois à 500 livres d'amende, et, au cas de récidive, en de plus fortes peines. »

ART. 5. — « Les cultivateurs, décimateurs, champarteurs et leurs fermiers seront tenus de garnir les dites halles et marchés en proportion de la quantité de grains qu'ils auront récoltés, distraction faite de ceux nécessaires pour leurs semailles et leur consommation. »

ART. 6. — « A l'effet de quoi les dits cultivateurs, décimateurs et leurs fermiers seront tenus de déclarer dans la quinzaine de publication du présent aux municipalités du lieu de leur domicile la quantité de grains qu'ils auront récoltés, la quantité d'acres de terre qu'ils cultivent par saison, le nombre de per-

sonnes servant à leur exploitation et leurs redevances en nature s'ils sont dans le cas d'en payer et les municipalités en feront passer le tableau au Greffe du Siège dont elles relèvent. »

ART. 7. — « Les municipalités feront faire dans le même délai de quinze jours un dénombrement général de la population de leurs paroisses dont l'état sera annexé au tableau prescrit par l'article précédent. »

ART. 8. — « D'après ces deux états de la récolte et de la population, il sera, par les juges des lieux, arrêté un rôle des quantités de grains que chaque cultivateur, décimateur ou leurs fermiers seront tenus de porter chaque semaine aux halles ou marché (1). »

Cette ordonnance, comme on a pu le constater, ne contenait que des mesures attentatoires à la liberté, mais elle répondait si bien à l'attente du public que les magistrats locaux l'appliquèrent dans le ressort et laissèrent de côté le décret de l'assemblée nationale. Nous devons d'ailleurs ajouter que les dispositions draconiennes prises par l'administration municipale de Rouen pour ramener le calme ne donnèrent aucun résultat; l'esprit de sédition s'était répandu à tel point dans la région qu'en 1790 deux chasse-marée durent constamment croiser entre le Havre et Rouen pour protéger les bateaux chargés de blé. Bien plus, le manque de céréales ne tarda pas

1. Arch, S.-I., C. 2153.

à se faire sentir d'une façon si vive que la ville de Rouen et les localités riveraines de la Seine furent contraintes, pour procurer du pain à leurs habitants, de réquisitionner les cargaisons de céréales qui passaient sur le fleuve.

CONCLUSION

Ainsi l'ancien régime qui ne sut jamais avoir en matière de grains de politique continue finit au milieu de difficultés considérables occasionnées par la famine. Si une minorité éclairée défendit avec ardeur les principes physiocratiques et parvint de temps en temps à faire prévaloir ses idées, en revanche, le menu peuple qui formait l'immense majorité de la nation se montra toujours opposé à la liberté du commerce des céréales. C'est précisément ce qui se passa dans la généralité de Rouen de 1750 à 1789 : afin que les marchés soient suffisamment approvisionnés par les cultivateurs, l'opinion publique normande demanda sans cesse aux pouvoirs établis de prendre des mesures de réglementation ; on redoutait d'autre part l'esprit de lucre des négociants et le bénéfice réalisé par ces derniers était considéré comme un vol commis au préjudice des petites gens qui touchaient des salaires infimes ; pour que cette exploitation ne se produisît pas, le Gouvernement était amené à faire pour son compte le commerce des grains et à diriger les céréales vers les lieux où

la disette se faisait le plus sentir; nous savons malheureusement que les opérations commerciales conduites par des gens qui ne sont pas intéressés à leur réussite se soldent presque toujours par des déficits et nous avons pu encore constater le fait dans le cas présent; le tiers-état, qui refusait de payer son pain au-dessus d'un certain prix, était finalement obligé de verser à la Caisse de l'Etat, sous forme d'impôts, les sommes représentant la perte subie par le Gouvernement. Il se trouva évidemment dans la généralité des gens éclairés qui ne partagèrent pas toujours les préjugés populaires, mais ils ne purent guère modifier l'état d'esprit qui vient d'être exposé; quelques-uns même, comme les parlementaires, se montrèrent à nouveau partisans de la réglementation après s'être constitués de 1764 à 1766 les défenseurs de la liberté.

En fait, le pouvoir central ne disposait que d'un moyen pour se débarrasser des soucis que ne manquait pas de lui causer la question des subsistances: c'était de donner à chacun la liberté: au cultivateur la liberté de vendre ses grains à un prix qui lui permettrait de couvrir ses frais d'exploitation, au commerçant la liberté de prélever un bénéfice raisonnable, à l'ouvrier enfin la liberté de briser le cadre trop étroit des corporations et d'exiger un salaire en rapport avec les variations du coût de la vie. Malheureusement le Gouvernement de Louis XVI manquait du souffle nécessaire pour ac-

complir une réforme de cette envergure. La Révolution allait venir et ce n'est qu'après cette grande tourmente que le commerce des grains fut enfin libéré de toutes les entraves dont il avait été entouré par l'ancien régime.

Vu : le Président de la thèse,
OLIVIER MARTIN

Vu : le Doyen,
H. BERTHÉLEMY

Vu et permis d'imprimer
le Recteur de l'Académie de Paris,
P. LAPIE

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES MANUSCRITES

Archives de la Seine-Inférieure : séries B et F, registres du Parlement de Normandie.

— Séries C : 102 à 113, 141, 147, 180, 184, 640, 641, 861, 862, 863, 921, 1468, 1471, 1472, et 2153.

Archives de la Chambre de commerce de Rouen, 2^e liasse, carton 7.

Archives municipales de Rouen, cartons 37 et 171.

SOURCES IMPRIMÉES

AFANASSIEV. — Le commerce des céréales en France à la fin du XVIII^e siècle. Paris, Alphonse Picard et fils, 1894.

BAUDEAU. — Nouvelles éphémérides économiques, 1774-1776.

BEAUREPAIRE (CHARLES DE ROBILLARD DE). — Inventaire des archives départementales de la Seine-Inférieure. Paris, Paul Dupont, 1864.

— De la vicomté de l'eau de Rouen et de ses coutumes au XIII^e et au XIV^e siècle. Evreux, Hérissé, 1856.

— Renseignements statistiques sur l'état de l'agriculture. Rouen, Cagniard, 1889.

BIOLLAY (LÉON). — Le pacte de famille. Paris, in-8°, 1885.

BOISLISLE (DE). — Correspondance des contrôleurs généraux. Trois tomes, t. I, Paris, Imprimerie nationale, 1874; t. II, Paris, Imprimerie nationale, 1883; t. III, Paris, Imprimerie nationale, 1897.

BORD (GUSTAVE). — Histoire du blé en France. Le pacte de famine. Paris, Sauton, 1887.

DELAMARE. — Traité de la police, 2^e édit., 4 vol. Paris, 1705-1738.

ESMEIN. — Cours d'histoire du droit français. Paris, Sirey, 1920.

FLOQUET. — Histoire du Parlement de Normandie. Rouen, Edouard Frère, 1842.

GIRARD. — L'abbé Terray et la liberté du commerce des grains,

- 1769-1774 (Bibliothèque de la faculté des lettres. 2^e série). Les presses universitaires de France, 1924.
- HIPPEAU. — Le gouvernement de la Normandie au xvii^e et au xviii^e siècles. Documents inédits tirés des archives du château d'Harcourt. Caen, Groussiaume de Laporte, 1864.
- HERBERT. — Essai sur la police générale des grains. Londres, 1754 et Berlin, 1755.
- LETACONNOUX. — Les subsistances et le commerce des grains en Bretagne au xviii^e siècle. Rennes, Oberthur, 1909.
- LE VERDIER. — Correspondance politique et administrative de Miromesnil, premier président du Parlement de Normandie (Société d'Histoire de Normandie). Rouen, Lestringant, 1901.
- ROUBAUD. — Représentations aux magistrats, 1 vol. in-8°, 1769.
- SAVARY. — Dictionnaire universel du commerce, 1723-1730, 3 tomes.
- TURGOT. — Œuvres, édit. Guillaumin, 2 tomes. Paris, 1844.
- VALMONT. — Le commerce des grains dans la généralité de Rouen au xviii^e siècle. Positions des thèses de l'Ecole des Chartes, 1908.
- WALLON. — La Chambre de commerce de la province de Normandie, 1703-1791. Rouen, Cagniard, 1903.
- YOUNG. — Voyages en France pendant les années 1787-1788 1789-1790. Paris, Buisson, 1794.
- Bulletin du comité des travaux historiques et scientifiques; section des sciences économiques et sociales. Congrès des Sociétés savantes tenu à Alger en 1905. Paris, Imprimerie nationale, 1905. Communication de M. Barrey.
- Encyclopédie méthodique ; partie commerce.
- Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers, par une Société de gens de lettres Neufchâtel. Samuel Fauche.
- Précis de l'Académie de Rouen, 1900-1901. Rouen, Cagniard, 1902. Communication de M. Wallon : la correspondance de Turgot avec la Chambre de commerce de Rouen. Rouen illustré par divers : 2 tomes. Rouen, Augé, 1880-1884.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — La généralité de Rouen.....	5
CHAPITRE II. — Conditions générales du commerce des grains	17
CHAPITRE III. — Les disettes et les émeutes de 1750 à 1763.....	85
CHAPITRE IV. — La période de liberté, 1763-1770.....	111
CHAPITRE V. — Le commerce des grains sous le ministère de Terray, 1770-1774.....	172
CHAPITRE VI. — Le commerce des grains sous le minis- tère de Turgot.....	188
CHAPITRE VII. — Le déclin de la royauté, 1776-1789...	211
CONCLUSION	237



